

INVARIANCE

CENTRE DE RECHERCHES
SOCIALES
ANTI-AUTORITAIRES

ARCHIVES



TRANSITION

=====
La révolution n'est donc pas seulement
nécessaire parce qu'il n'y a pas d'autre
moyen de renverser la classe dominante,
mais encore parce que la classe qui ren-
verse l'autre ne peut réussir que par
une révolution à se débarrasser de tout
le vieux fatras et à devenir ainsi capa-
ble d'effectuer une nouvelle fondation
de la société.

Marx (Idéologie Allemande.)
=====

INVARIANCE

=====
Peut-être la victoire de la Révo-
lution n'est-elle possible qu'
une fois accomplie la contre-
révolution.

MARX

(Discours au procès de Cologne)
(février 1849)
=====

" M. Heinzen s' imagine que le communisme est une certaine doctrine qui partirait d'un principe théorique déterminé - le noyau - dont on tirerait d'ultérieures conséquences. Mr. Heinzen se trompe fort. Le communisme n'est pas une doctrine, mais un mouvement; il ne part pas de principes, mais de faits. Les communistes ont pour présupposition non telle ou telle philosophie, mais toute l'histoire passée et spécialement ses résultats effectifs actuels dans les pays civilisés. Le communisme est le produit de la grande industrie et de ses conséquences, de l'édification du marché mondial, de la concurrence sans entraves qui lui correspond, des crises commerciales toujours plus puissantes et universelles et qui sont déjà devenues de parfaites crises du marché mondial, de la création du prolétariat et de la concentration du capital, de la lutte entre prolétariat et bourgeoisie qui en découle. Le communisme, dans la mesure où il est théorique est l'expression théorique de la position du prolétariat dans cette lutte et le résumé théorique des conditions de libération du prolétariat."

-- ENCELS --

Le point de départ de la critique de la société du capital actuelle doit être la réaffirmation des concepts de domination formelle et de domination réelle comme phases historiques du développement capitaliste. Toute autre périodisation du processus d'autonomisation de la valeur, tel capitalisme concurrentiel, monopoliste, monopoliste d'Etat, bureaucratique, etc... sort du domaine de la théorie du prolétariat, c'est-à-dire de la critique de l'économie politique, pour faire partie du vocabulaire de la praxis de la social-démocratie ou de l'idéologie léniniste codifiée par le stalinisme. En réalité, toute cette phraséologie avec laquelle on a prétendu expliquer des phénomènes " nouveaux " n'a fait autre que mystifier le passage de la valeur à son autonomie complète, c'est-à-dire l'objectivation de la quantité abstraite en procès dans la communauté matérielle. Le capital comme mode social de production réalise sa domination réelle quand il parvient à remplacer toutes les présuppositions sociales ou naturelles préexistantes par des formes d'organisation propres qui médiatisent la soumission de toute la vie physique et sociale à ses propres besoins de valorisation. L'essence de la Gemeinschaft (communauté) du capital est l'organisation. Dans la phase de domination réelle la politique en tant qu'instrument de médiation du despotisme du capital disparaît. Après l'avoir amplement utilisée dans la phase de domination formelle, il peut s'en passer quand il parvient en tant qu'être total à organiser rigidement la vie et l'expérience de ses subordonnés. L'Etat de gestionnaire rigide et autoritaire de la forme équivalent dans les rapports sociaux (version primitive) devient un instrument élastique de médiation dans la sphère des affaires. En conséquence, moins que jamais l'Etat ou la politique sont sujets de l'économie et, par là, " patrons " du capital; aujourd'hui plus que jamais le capital trouve sa force réelle dans l'inertie du procès qui produit et reproduit ses besoins spécifiques de valorisation comme besoins humains en général. (La défaite du mouvement révolutionnaire de mai 1968 a été la manifestation patente de cette force " occulte " de la société du capital). L'économie réduit la politique (antique art d'organiser) à être un pur et simple épiphénomène de son propre procès. Il la laisse survivre dans cette espèce de musée des horreurs qu'est le parlement ou les partis et les groupes. Identique est le destin des autres instruments de médiation ou idéologies qui, à l'époque de la domination formelle, jouissaient encore, en tant que survivance des époques antérieures, d'une certaine autonomie apparente : philosophie, art, etc.. Toute distance entre idéologie et mode social de production a été comblée et, aujourd'hui, la valeur parvenue à l'autonomie est idéologie d'elle-même. Cela se exprime très clairement chez ceux qui se défendent d'idéologiser, prétendent atteindre la scientificité et, pour ce faire, fondent l'épistémologie. Celle-ci n'est en fait qu'un discours au second degré sur la valeur. La science ayant été incorporée au procès de production, tout discours sur les limites et possibilités de la science est en fait un discours sur la rentabilité des concepts et leur efficacité dans le procès de production de la connaissance qui n'est qu'un aspect de celui du capital.

Les théories du mouvement ouvrier ont saisi ce processus social pour le mystifier. Ces théories pour lesquelles par exemple la subordination absolue et l'insertion de l'Etat comme moment particulier du procès de valorisation devient le juste contraire c'est-à-dire un capitalisme d'Etat, puisque le capital n'est plus saisi comme mode social de production et de vie

mais comme mode de gestion : bureaucratique, démocratique, etc.. Arrivé à ce point, il faut absolument que la révolution devienne non plus le renversement d'un être et l'affirmation d'un autre, mais un processus politico-étatique, et l'organisation est le vrai problème. On ne peut pas expliquer autrement la prépondérance au sein du mouvement ouvrier des catégories indiquées plus haut : capitalisme d'Etat, bureaucratique, etc... qui ne font que mettre entre parenthèses l'être réel du capital comme valeur en procès pour affirmer la centralité de quelques uns de ses épiphénomènes théorisés comme phase suprême, nouvelle phase, etc.. Il faut au contraire demeurer dans le domaine de la critique de l'économie politique (la critique de l'être du capital comme affirmation du communisme) pour comprendre la totalité de la vie sociale dans la période de sa réduction à un moyen du procès de production. En effet, la société du capital se présente à la superficie scindée en des domaines apparemment opposés d'où naissent des descriptions séparées de celle-ci : sociologie, économie, psychologie, etc.. l'existence de tous ces " secteurs de recherche " ne fait qu'exprimer en la mystifiant la réalité unitaire, totalitaire, réalisée par la valeur qui en s'autonomisant échappe absolument aux instruments quotidiens de perception et de critique. C'est pourquoi toute " théorie critique " qui veut se fonder en privilégiant tel ou tel secteur finit par se réduire à être sans sujet et sans objet. Sans sujet, dans la mesure où le prolétariat dans les aires de grand développement du capital, diminue en pourcentage, relativement et de façon absolue; ses traits caractéristiques se dissolvent dans la mer générique de la " population travaillante ", catégorie qui exprime la prépondérance quantitative des nouvelles classes moyennes. C'est donc logique que s'évanouisse la centralité du prolétariat dans le processus révolutionnaire. Sans objet dans la mesure où la valeur d'échange en tant qu'être abstrait objectivé en un être matériel (Fondements) échappe à toute détermination immédiate d'elle-même. On doit dire à propos de cette insaisissabilité des traits réels du capital à l'époque de la domination réelle que la manifestation la plus apparente et aveuglante de son fétichisme nous est offert par le concept accepté par toutes les théories innovatrices, critiques ou apologétiques, de société industrielle et son appendice celui de société de consommation. Ce concept devient possible dans la mesure où le procès de valorisation (donc les besoins de vie du capital) domine de façon croissante et de façon toujours plus exclusive le procès de travail que Marx définissait comme échange organique entre l'homme et la nature, ou activité en vue d'une fin tournée vers la création de valeurs d'usage. Dans la mesure où se produit une identité toujours plus immédiate entre ces deux procès le capital tend à présenter ses propres besoins généraux comme exclusivement et immédiatement identiques aux besoins de l'espèce humaine. En effet étant donnée la domination réelle de son propre être cette mystification apparaît rationnellement fondée du moment que sociabilité, convivence, mœurs, langage, désirs ou besoins, en un mot l'être social des hommes, ne sont autre que les nécessités de valorisation du capital, composante interne de sa propre reproduction élargie. Si le capital domine tout au point de pouvoir s'identifier avec l'être social, il semble, sur cette base, disparaître. Tel est le fétichisme le plus aveuglant jamais produit par la valeur d'échange dans l'histoire de sa propre autonomisation. Sur cette base en effet peut surgir une catégorie " neutre " comme celle de société industrielle et son rejeton la société de consommation. Alors peut disparaître et disparaître dans les faits toute distinction possible entre le travail abstrait qui valorise le capital (le prolétariat), ou qui rend possible la vie totale de son être (nouvelles classes moyennes) et l'activité humaine en général telle qu'elle se déroulait aux époques pré-capitalistes.

On a dit auparavant comment le capital peut arriver à se présenter en tant que "système rationnel" ou pour le moins inéluctable. Il est nécessaire de voir maintenant comment il réussit à freiner ou à fixer la révolte du prolétariat, cet être qui constitue depuis toujours sa négation potentielle. Dans les métropoles du capital, étant donné le caractère minoritaire du prolétariat, le capital opère cela en isolant et en circonscrivant dans un ghetto la violence prolétarienne là où elle prend forme. On doit tout de suite dire que l'être du prolétariat quand il arrive à se manifester en tant que classe, constitue dans sa dimension immédiatement destructive, la négation positive de la communauté matérielle et de toutes ses formes d'organisation. Elle se présente donc comme affirmation concrète du communisme et réalisation de la théorie. Dans les actions du prolétariat noir des USA nous pouvons voir à l'œuvre cette communauté d'action constituée sur la base d'une nécessité vitale de destruction et de la conscience de l'identité d'objectifs, que Marx voyait comme le parti authentique du prolétariat, produit historique nécessaire des contradictions de la société du capital. Le moment le plus important de cette manifestation du communisme dans la praxis est constitué par la négation positive de la démocratie, c'est-à-dire par le refus du prolétariat - quand il arrive à mettre au premier plan ses propres nécessités matérielles - d'accepter une quelconque division entre décision et action, donc la scission entre être et pensée sur laquelle s'est érigée, dans le passé, la possibilité de créer une direction politique basée sur le mécanisme de la démocratie directe (cf. soviets ou conseils) ou plus généralement sur lequel s'est fondé le mécanisme de la représentation démocratico-despotique au sein du vieil art d'organiser la société de l'extérieur, c'est-à-dire la politique. Le prolétariat qui a mis le feu aux métropoles du " capitalisme avancé " a commencé concrètement à réaliser la philosophie. Des luttes semblables commencent à se vérifier en Europe (mai 68) et en Italie, telles les dernières actions exemplaires du prolétariat turinois. La tentative de la part des racketts politiques les plus variés d'organiser (c'est-à-dire de se substituer dans les fonctions déjà assumées par le capital), semblé vouée à l'échec, comme cela fut le cas pour les efforts analogues fournis aux USA après chaque révolte d'une certaine importance. Le motif est simple; ces racketts veulent diriger politiquement, ce qui dans les faits se manifeste comme la négation la plus complète de leur être et de leur idéologie : la forme du rackett et la politique. Ces mouvements ne sont jamais utilisables ou "encadrables" étant données leurs raisons profondes; tels qu'ils sont apparus, ils disparaissent et, s'ils doivent réapparaître, c'est seulement pour se généraliser sur un mode toujours plus catastrophique pour le capital.

La contradiction qui affecte beaucoup de ces racketts politiques dérive du fait qu'ils théorisent en même temps l'autonomie du prolétariat (vu, dans certains cas, comme l'ouvrier collectif). Or, réclamer l'autonomie, c'est-à-dire la séparation vis-à-vis du capital - sinon cela ne veut rien dire - c'est réclamer une abstraction, puisque le prolétariat ne peut exister que si le capital est posé en même temps. L'autonomisation ne peut être envisagée qu'en tant que phase initiale du processus de négation du prolétariat, donc destruction du capital. Constatant son rôle toujours moindre dans le procès de valorisation, le prolétariat en tire la conclusion de l'inutilité de son esclavage salarié et brise les liens qui l'unissent au capital. Il pousse sa propre négation - déjà opérante sous le règne du capital, mais sous forme mystifiée avec la généralisation de la forme salariale - dans toute la réalité sociale et sa disparition est la disparition des classes. La séparation d'avec le capital implique que le prolétariat se constitue en

parti personnifiant sa propre négation, car elle implique la formation de la Gemeinwesen (communauté) qui dominera l'ensemble automatisé et le fera fonctionner pour la satisfaction des besoins humains.

La théorie du parti - théorie du prolétariat - ne peut être saisie uniquement dans les textes dits politiques de Marx et d'Engels, tel le Manifeste, les résolutions de l'A.I.T., etc., parce que ces œuvres considèrent le prolétariat surtout dans sa réalité immédiate et envisagent le parti formel, à l'époque, possible. Alors, le prolétariat devait encore généraliser son existence, pousser au développement du capital et, s'il prenait le pouvoir et se constituait en classe dominante, il avait à réaliser des tâches qui le furent par la suite de la part du capital. Aujourd'hui seul le parti historique est possible. Tout parti formel n'est qu'une organisation rapidement résorbée sous forme de racket; il en est d'ailleurs de même pour tout groupe structuré ou non qui pense oeuvrer à la reformation du parti ou la création des conseils. Le parti historique ne peut être réalisé que par le mouvement du prolétariat se constituant en classe. On ne peut comprendre un tel mouvement que par l'étude des oeuvres de Marx (Le Capital, les Fondements) où celui-ci examine de façon approfondie le mode de production capitaliste. C'est là qu'est expliqué intégralement ce qu'est le prolétariat et son devenir en liaison avec celui du capital.

Toute autre conception de la formation du parti, telle celle fondée sur la théorie de la conscience venant de l'extérieur repose sur la négation implicite de la proposition : le prolétariat sera le réalisateur de la théorie.

La tâche d'une revue n'est donc pas d'être l'organe d'un groupe formel ou informel mais de lutter contre toutes les "théories" erronées produites d'époques révolues et de mettre simultanément en évidence le devenir du communisme.

Capitalisme et développement de la bande - rackett.

".... Elle fait renaître une nouvelle aristocratie financière, une nouvelle espèce de parasites, sous forme de faiseurs de projets, de fondateurs, et de directeurs simplement nominaux; tout un système de filouterie et de fraude au sujet de fondation, d'émission et de trafic d'actions. C'est là de la production privée sans le contrôle de la propriété privée".

• Le Capital. Tome 7. p. 104.

".... L'expropriation s'étend ici du producteur direct aux petits et moyens capitalistes eux-mêmes. Le point de départ du mode de production capitaliste est justement cette expropriation. Son but est de la réaliser et, en dernière instance, d'exproprier tous les individus de tous les moyens de production, lesquels, la production sociale se développant, cessent d'être des moyens et produits de la production privée et se bornent à être moyens de production entre les producteurs associés, donc peuvent être leur propriété sociale, tout comme ils sont leur produit social. Mais à l'intérieur du système capitaliste lui-même, cette expropriation se présente sous une forme contradictoire en tant qu'appropriation par quelques uns de la propriété sociale; et le crédit donne toujours davantage à ces quelques uns le caractère de purs aventuriers de l'industrie."

• Le Capital. Tome 7. p. 105.

" Le capital se présente aujourd'hui en chacun de ses moments sous la forme d'une organisation. Derrière ce mot devenu synonyme non de fraternité au cours d'une lutte ouverte comme au temps glorieux des luttes ouvrières, mais fiction hypocrite de l'intérêt commun, derrière l'inexpressive et antimémorique nom de l'insaisissable entreprise, parmi les affairistes, administrateurs, techniciens ouvriers spécialisés, manœuvres, cerveaux électroniques, robots et chiens de garde, des facteurs de la production et des stimulateurs du revenu national, le capital accomplit l'immonde fonction, qu'il a toujours accomplie, une fonction infiniment plus ignoble que celle de l'entrepreneur qui se faisait personnellement payer, à l'aube de la société bourgeoise, intelligence, courage et véritable esprit de pionnier. "

" L'organisation n'est pas seulement le capitalisme moderne sans personnage, mais le capitalisme sans capital, parce qu'il n'en a plus aucun besoin (....).

L'organisation d'affaires a son propre plan : elle ne présente pas des maisons de commerce responsables, avec des actifs, mais elle met en avant une " société pilote " avec un capital fictif, et si elle anticipe quelque somme c'est seulement pour se gagner la sympathie de certains bureaux d'Etat qui doivent examiner les offres, les propositions et les contrats. "

" On découvre ici, d'autre part, la fausseté de la doctrine stupide sur la bureaucratie d'Etat ou de parti, nouvelle classe dominante et exploitrice qui couillonne prolétaires et capitalistes (....). Le " spécialiste " est aujourd'hui l'animal de proie, le bureaucrate est le misérable lècheur de bottes (....) "

" L'organisation diffère de la commune de travail (pure illusion libertaire dont on n'a aucun exemple dans des lieux déterminés) parce qu'il n'y a pas parité de prestation à une œuvre commune, mais dans chaque entreprise une hiérarchie de fonctions et d'avantages. Il ne peut en être autrement quand l'entreprise a son bilan en terme de profit et une autonomie dans le domaine du marché. " (....)

"... L'Etat se loue à des organisations qui sont de véritables bandes d'affaires, de composition humaine changeante et insaisissable, dans tous les secteurs de l'économie, sur un itinéraire qui dans tous les systèmes capitalistes modernes est marqué par les formes odieuses qu'a assumé l'industrie du bâtiment, dont le siège n'est pas fixe.

il programma comunista. n° 7.- 1957.

Donc :

Avec la constitution du capital en être matériel et donc en communauté sociale on a la disparition du capitaliste en tant que personnage traditionnel, la diminution relative parfois absolue des prolétaires et l'accroissement des nouvelles classes moyennes. Toute communauté humaine la plus petite soit-elle est conditionnée par le mode d'être de la communauté matérielle. Ce mode d'être découle du fait que le capital ne peut se valoriser, donc exister, développer son être que si une particule de lui-même, tout en s'autonomisant, s'affronte à l'ensemble social, se pose par rapport à l'équivalent total socialisé, le capital. Il a besoin de cette confrontation (concurrence, émulation) parce qu'il n'existe que par différenciation. A partir de là se constitue un tissu social basé sur la concurrence d' " organisations " rivales (rackett).

Les divers groupuscules sont autant de bandes qui s'affrontent tout en ayant en commun la divinisation du prolétariat, leur équivalent général.

THESES SUR LE ROLE DU PARTI DANS LA

REVOLUTION PROLETARIENNE. (°)

1.- La tâche historique de la révolution prolétarienne est de mettre dans les mains des masses travailleuses les trésors de la terre, d'abolir la propriété des moyens de production, ce qui rend impossible l'existence d'une classe exploiteuse et dirigeante basée sur la possession des biens privés. Le but est la libération de l'économie sociale de toutes les entraves du pouvoir politique à l'échelle mondiale.

2.- L'abolition effective du mode de production capitaliste, l'expropriation de toute la production et sa distribution dans les mains des classes laborieuses, la suppression des antagonismes de classe, celle des institutions politiques et la construction de la société communiste sont un procès historique dont le moment ne peut être prévu exactement. En ce qui concerne la question du rôle de la violence politique au sein de ce procès, quelques points peuvent être fixés.

3.- La révolution prolétarienne est en même temps procès économique et politique. Elle ne peut ni en tant que procès économique, ni en tant que procès politique, trouver une conclusion dans le cadre national; bien plus son but vital, nécessaire, est l'établissement de la Commune mondiale. On en déduit que, jusqu'à la défaite définitive, à l'échelle mondiale, du pouvoir du capital, les futures fractions triomphantes du prolétariat, ont aussi besoin d'une violence politique pour la défendre et, quand c'est possible, pour l'attaque contre la violence politique et la contre-révolution.

4.- Aux motifs de politique extérieure qui rendent nécessaires pour les fractions triomphantes du prolétariat la persistance d'une violence politique (dans sa propre sphère de domination aussi) s'ajoutent des motifs d'évolution interne. Considérée en tant que procès politique, la révolution présente un moment décisif : celui de la prise du pouvoir politique. Considérée en tant que procès économique, elle ne présente pas un tel moment décisif parce que la prise en charge concrète de l'économie de la part du prolétariat et la refonte de l'économie de profit en économie du besoin réclament un travail de longue haleine. Cela se conçoit de soi-même que la bourgeoisie durant tout ce procès ne négligera rien pour défendre le profit et, dans ce but, de ravir à nouveau, pour elle, le pouvoir politique. A cette fin, elle tentera, dans les pays ayant une idéologie démocratique évoluée - pays depuis longtemps industrialisés - d'utiliser les mots d'ordre de la tromperie démocratique afin d'induire en erreur les prolétaires. De ce fait la violence politique forte et sans scrupules des ouvriers révolutionnaires est le minimum nécessaire requis, jusqu'à ce que s'accomplisse concrètement la prise en mains de l'économie de la part du prolétariat et, de ce fait, la privation pour la bourgeoisie de tout fondement économique de son existence. C'est cela la dictature du prolétariat.

5.- La nécessité d'une violence de domination politique du prolétariat ré-

(°) Ces thèses sont celles du parti communiste ouvrier d'Allemagne (KAPD).

volutionnaire même après la victoire politique de la révolution, fonde, en même temps, la nécessité d'une organisation politique du prolétariat révolutionnaire aussi bien après qu'avant la prise du pouvoir politique.

6.- Les conseils ouvriers (Soviets) sont la forme d'organisation historique qui convient amplement à la domination et à l'administration prolétarienne; ils émergent chaque fois que la lutte de classes se radicalise et devient une lutte pour la totalité du pouvoir.

7.- La forme historique convenable pour le rassemblement des combattants prolétariens les plus conscients, les plus éclairés, les plus disposés à l'action, est le parti. Comme le but de la révolution prolétarienne est le communisme, le parti ne peut exister qu'en tant que parti où programme et esprit sont communistes. Le parti doit être une totalité élaborée programmatiquement, fondue en une volonté unitaire, organisée et disciplinée à partir de la base. Il doit être la tête et l'arme de la révolution.

8.- La première tâche du parti communiste, aussi bien avant qu'après la prise du pouvoir est - parmi les confusions et les oscillations de la révolution prolétarienne - de maintenir clairement et sans se laisser déconcerter, la boussole sûre, le communisme. Le parti communiste doit dans toutes les situations, inlassablement et sans aucune hésitation, montrer aux masses prolétariennes le but et le chemin, non seulement par des mots mais par des actes. Il doit dans toutes les questions de la lutte politique avant la prise du pouvoir pousser avec l'acuité la plus totale, à la séparation entre réformisme et révolution. Il doit flétrir toute solution réformiste en tant que rafistolage, en tant que prolongation de vie du vieux système d'exploitation, que trahison de la révolution, trahison des intérêts de la classe ouvrière toute entière. De même qu'il ne peut exister la moindre communauté d'intérêts entre exploités et exploités, de même il ne peut exister le moindre lien politique entre révolution et réformisme; la venue du réformisme social-démocrate, sous quelque masque qu'il puisse se cacher, est aujourd'hui le plus dur obstacle pour la révolution et le dernier espoir de la bourgeoisie.

9.- Le parti communiste doit donc tout d'abord, de façon absolument tranchante, tenir à l'écart de lui tout réformisme et tout opportunisme; il en est de même pour son programme, sa tactique, sa presse, ses mots d'ordre particuliers et ses actions. En particulier, il ne devra jamais accroître l'effectif de ses membres plus rapidement que ne le permet la force d'absorption du noyau communiste solide.

10.- Au cours de la révolution, les masses ouvrières passeront par d'inévitables oscillations. La révolution est un procès dialectique non seulement dans sa totalité mais aussi dans ses phases particulières. Le parti communiste en tant qu'organisation des éléments conscients doit de ce fait essayer de ne pas succomber lui-même à ces oscillations, il doit aider les masses par la clarté et la pureté de ses mots d'ordre, l'accord entre ses mots d'ordre et ses actions, sa position en tête de la lutte, la rectitude de ses prévisions. Le parti communiste doit donc grâce à tout son comportement développer la conscience de classe du prolétariat même au prix d'une contradiction extérieure apparente avec les larges masses. C'est ainsi seulement que le parti communiste gagnera au cours de la lutte révolutionnaire la confiance des masses et conduira un travail d'éducation sur une vaste échelle.

11.- Le parti communiste ne doit naturellement pas se détacher des masses : c'est-à-dire qu'il ne doit pas - en dehors du travail qui va de soi d'une propagande inlassable - se lier aux mouvements des masses ouvrières engendrés par la misère économique, les revendications partielles, il doit essayer de clarifier spirituellement de tels mouvements afin de les pousser aux luttes effectives, les élargir et accélérer leurs mouvements par l'appel à la solidarité active, afin qu'ils prennent des formes révolutionnaires et, si possible, politiques. Mais la tâche du parti communiste ne peut être de se poser plus bête qu'il n'est, c'est-à-dire que sa tâche ne peut pas être de renforcer l'esprit de l'opportunisme en développant, sous la responsabilité du parti, des revendications partielles réformistes.

12.- Mais le travail pratique le plus important des communistes pour la lutte économique des travailleurs réside dans l'organisation de l'arme de lutte, qui est, dans les époques révolutionnaires dans les pays hautement développés, l'arme pratique particulièrement utilisable pour de telles luttes; c'est pourquoi les communistes doivent veiller à ce que les révolutionnaires (pas seulement les membres du parti communiste) se regroupent dans les entreprises et que les organisations d'entreprises se fondent en Unions pour donner forme à l'instrument adapté à la prise en charge de la production par la classe ouvrière.

13.- Les organisations d'entreprise révolutionnaire (les Unions) constituent l'humus d'où surgiront, dans la lutte, des comités d'action, les cadres pour les revendications partielles économiques et finalement pour la production même des travailleurs en lutte, la préparation et l'infrastructure apte à soutenir les conseils ouvriers révolutionnaires.

14.- En créant ainsi la vaste organisation de classe du prolétariat révolutionnaire, les communistes, outre qu'ils conservent en tant que parti la force d'un corps unitaire programmatique fermé et qu'ils mettent en valeur, dans l'Union comme partout, la pensée communiste en tant que loi suprême, ils assurent la victoire de la révolution prolétarienne et celle plus éloignée de la société communiste.

15.- Le rôle du parti après la victoire politique de la révolution dépend des rapports internationaux et du développement de la conscience de classe de la classe ouvrière. Tant que la dictature du prolétariat - la violence politique de la classe ouvrière - est nécessaire, le parti communiste doit tout faire pour sauvegarder le développement dans une direction communiste. Dans ce but, il est indispensable que, dans tous les pays industriels développés, les prolétaires révolutionnaires eux-mêmes, sous la direction spirituelle des communistes, prennent part, de la manière la plus ample, à la prise en charge et à la refonte de la production. L'organisation selon les entreprises et en Unions, l'apprentissage dans les perpétuels conflits partiels, la création de comités d'action, constituent la préparation qui sera entreprise, au cours de la lutte révolutionnaire, par l'avant-garde des ouvriers eux-mêmes.

16.- Dans la mesure où l'Union en tant qu'organisation de la classe du prolétariat se renforce après la victoire de la révolution et devient capable de consolider les fondements économiques de la dictature sous la forme du système des conseils, elle gagnera en importance vis-à-vis du parti. Dans la mesure où, ultérieurement, la dictature du prolétariat sera assurée grâce à son ancrage dans la conscience de larges masses, le parti perdra de sa signification au profit des conseils ouvriers. Finalement, dans la mesure où la consolidation de la révolution politique grâce à la violence prolétarienne devient superflue, la dictature se transformant alors en société communiste, le parti disparaît.

INTERVENTION DE BERGMANN (KAPD) LORS DU DEBAT SUR LA QUESTION

SYNDICALE au III^e CONGRES DE L'I.C. (1921)

Camarades, hier, dans son rapport, le camarade Zinoviev a insisté sur le fait que la question de l'attitude vis-à-vis des syndicats, a, pour le développement et la progression de la révolution, une importance prépondérante. Nous savons que la conquête du pouvoir politique doit aller de pair avec celle du pouvoir économique et, à vrai dire, il ne s'agit pas seulement de l'acquisition de la forme politique et économique, mais nous devons déjà nous préparer à cela, parce qu'avec la conquête on n'a rien fait si on ne crée pas les conditions préalables pour pouvoir ensuite consolider et conserver ce pouvoir. Tel est le problème auquel nous devons trouver une solution. Nous avons vu dans différents pays, au cours de la phase écoulée de la révolution, que souvent dans certains pays, des fractions particulières étaient en train de saisir le pouvoir mais qu'elles étaient peu ou prou entendues pour consolider et édifier ce pouvoir une fois conquis. Et, dans la plupart des cas, on a sombré parce qu'on n'avait pas compris qu'après avoir conquis le pouvoir politique, comme en 1918, lors de l'éruption de la révolution allemande, il fallait affermir le pouvoir économique. Camarades, cette raison commande une recherche approfondie. Les communistes doivent examiner ce qui est à faire pour éliminer des erreurs et trouver le moyen et le chemin pour que de tels revers ne se renouvellent pas dans le futur. Nous ne pouvons et nous ne devons pas dans les pays capitalistes hautement développés nous en remettre aux possibilités occasionnelles et tomber dans l'illusion que tout ira bien. Nous devons, dès que cela est possible à l'intérieur de la société capitaliste, chercher concrètement à créer des organes qui peuvent surgir à l'instant où ils sont appelés à remplir leurs tâches. Dans son rapport, le camarade Heckert nous a indiqué et analysé les tâches que s'étaient posées les vieux syndicats, comment ils tenteront de les réaliser à l'intérieur de la société capitaliste. De même, le camarade Zinoviev nous a nettement et clairement esquissé ce que les syndicats ont à faire dans la révolution et comment - ainsi que je l'ai déjà exposé - ils doivent aider ensuite à édifier et consolider le pouvoir économique.

Quand nous considérons la tâche et la structure des syndicats de la période capitaliste, nous voyons, surtout dans les pays capitalistes hautement développés, que la tâche des syndicats était d'améliorer la vie de la classe ouvrière à l'intérieur de la société capitaliste. Cette tâche que les syndicats s'étaient posée ne pose plus aujourd'hui de problème et n'est plus à effectuer; à ce sujet, aucune diversité d'opinions ne prévaut parmi nous. Malgré ce, nous voyons que beaucoup de syndicats cherchent encore aujourd'hui à accomplir leurs vieilles tâches qui étaient justes et bonnes dans la période pré-révolutionnaire mais qu'ils ne peuvent plus résoudre, là où les actions sont ouvertement engagées. Ces syndicats sont devenus la deuxième arme de l'Etat capitaliste.

Le camarade Zinoviev nous a dit hier qu'actuellement les Etats capitalistes tenaient dans la sujétion la classe ouvrière non seulement avec l'épée mais aussi au moyen du mensonge. Et cet appareil, cet appareil d'Etat du mensonge qui maintient encore durablement la classe ouvrière dans l'oppression est aujourd'hui constitué par les vieux syndicats.

cette loi apparemment révolutionnaire. Les conseils qui étaient alors élus et cultivés ne sont pas des instruments de la révolution des masses mais seulement des instruments de la réaction. Un exemple seulement : quand, en mars de cette année, en Allemagne centrale, la lutte commença à Lenawerk, la foi en ces conseils avait tellement décliné que la première action des 25.000 travailleurs de Lenawerk consista à écarter le conseil légal et à élire à sa place un comité d'action révolutionnaire.

HECKERT. - C'est une absurdité !

BERGMANN. - Allons ! camarade Heckert, je connais mieux que toi les faits de Lenawerk et je sais comment ils se sont déroulés. Il n'y eut jamais un camarade du VKPD et du KAPD pour après une lutte écarter ce conseil. Mardi matin, un comité d'action révolutionnaire fut élu dans l'entreprise par les travailleurs. Il en est ainsi là où les travailleurs marchent au combat. Camarades, nous devons maintenant examiner avec soin si cet événement peut et doit continuer. Si nous voyons que les travailleurs ne peuvent avoir confiance en ces conseils d'usine créés d'après la loi sur les conseils, alors nous devons essayer que les travailleurs envisagent ensemble de se donner d'autres conseils qui ensuite, au moment de la révolution triomphante, jouiront effectivement de la confiance des larges masses du prolétariat d'industrie. Comment cela peut-il se produire ? Est-ce que c'est possible ou non à l'intérieur du mouvement syndical actif ? Nous disons que c'est impossible à l'intérieur des vieux syndicats qui nous ont montré, par leur action, qu'ils étaient devenus une partie, et vraiment une partie très forte, de l'Etat capitaliste. Nous voyons partout, non seulement en Allemagne, que les syndicats se sont développés dans ce sens. Nous le voyons en Amérique, auprès des grands syndicats de Gompert, nous le voyons à nouveau tout récemment en Angleterre au cours des dernières semaines écoulées, en Italie lors des grandes grèves qui furent battues avec l'aide du parti socialiste réactionnaire. Ainsi, nous voyons partout les vieux syndicats et les vieux partis se tendre la main. Ils travaillent main dans la main à aplanir les contradictions de classe. Les vieux syndicats dans leur constitution et d'après leur structure étaient des organes qui travaillaient à l'intérieur de la société capitaliste et lui étaient adaptés. L'initiative, la volonté des particuliers ou de toutes les grandes minorités ne pouvaient être viables dans les syndicats. Il était impossible à ces organisations particulières de se frayer contre la volonté des chefs une voie - à travers les statuts légaux aux fines mailles et les paragraphes - vers les grandes minorités. Nous voyons que partout on tyrannisait même la grande majorité des membres actifs dans les syndicats, que les membres organisés doivent encore aujourd'hui se plier, contre leur volonté, à la dictature des chefs parce que ceux-ci ont fermement dans les mains les fils de l'organisation, la totalité de son appareil ainsi que son appareil financier. C'est pourquoi ces grandes masses de militants ne peuvent absolument pas se manifester dans un sens révolutionnaire et sont condamnées à l'inactivité et seront forcées dans ces conditions contre leur volonté à œuvrer au maintien des syndicats capitalistes actuels. Nous sommes d'avis qu'il est impossible de révolutionner de tels syndicats. Les tentatives ont été plusieurs fois entreprises. La plus expressive sous ce rapport nous la voyons se développer maintenant en Allemagne. Les camarades du VKPD entreprennent de révolutionner les syndicats en y créant des cellules communistes mais qui doivent de façon logique amener une décomposition et une ruine des syndicats. On peut tant qu'on voudra le démontrer, partout où a été entreprise la constitution des cellules nous voyons comment est advenue en réalité une destruction de l'organisme des syndicats centraux. Et nous voyons partout que par la fondation des cellules on n'a pas brisé le caractère des syndicats mais nous voyons que tant que les masses sont

organisationnellement unies à ces chefs elles inclinent plus vers les consignes des chefs syndicaux des syndicats contre-révolutionnaires jaunes que vers celles des partis communistes. En Allemagne centrale, nous avons assisté à des exemples typiques : de grandes masses de membres du VKPD ne suivirent pas les mots d'ordre de lutte de leur parti parce qu'elles étaient en même temps membres des syndicats; elles suivirent les consignes anti-grèves. Il en est ainsi partout où l'on jette un coup d'œil. Les syndicats - disait hier le camarade Zinoviev - doivent être des organes qui doivent procéder à la construction de la société qui vient, doivent avoir, autant que possible, une grande influence lors de la construction de la société communiste. Quand nous considérons le passé des syndicats, les tâches qu'ils se sont autrefois posées et leur lutte actuelle pour la révolution, nous voyons alors le contraire de ce à quoi ils seront utilisés dans la révolution et de ce à quoi ils devront être utilisés dès aujourd'hui. Déjà pendant la guerre naquit en Allemagne, au sein du mouvement syndical, une forte aversion, bien plus, une désertion, des vieux syndicats de la part d'une grande partie des travailleurs. Au début de la révolution, dans les premières semaines de celle-ci, nous croyions que la question syndicale ne serait pas la plus brûlante. Lors de la formation du Spartakusbund elle ne fut pas résolue comme elle doit l'être aujourd'hui. Nous croyions alors et nous n'étions pas les seuls à avoir cette croyance (d'autres, dont les camarades russes, s'étaient illusionnés sur l'allure de la révolution) que la révolution serait une vague très rapide, que l'allure de la révolution en Allemagne et dans les autres pays aurait un tempo accéléré et que la question syndicale ne jouerait pas le rôle prépondérant qu'elle a effectivement joué au cours de la révolution. Déjà durant la guerre, ai-je dit, de grandes fractions de travailleurs s'étaient détachées de ces syndicats, parce que la trahison des vieux syndicats déjà effective, avant la guerre, ressortit plus nettement alors. De là vient, dès les premiers mois de la révolution, le mot d'ordre du Spartakusbund aux masses ouvrières : hors des syndicats. Ce mot d'ordre trouva avant tout un puissant écho dans les masses ouvrières de la Rhur. Ici, auprès de l'association des mineurs, la tromperie s'était montré de façon si aiguë qu'une grande partie des mineurs capta ce mot d'ordre et fonda des organisations propres, des organisations d'entreprise. Ensuite, après que, il est vrai, les meilleurs chefs prolétariens de la révolution, tels que R. Luxembourgeois, Liebknecht, Leo Jogisches, et des milliers et des milliers d'anonymes, furent tombés dans la poussière, Lévi et sa clique prit le dessus. Ce mot d'ordre fut alors transformé, renversé, parce qu'on craignait le combat, parce qu'on voulait éviter le combat contre la réaction de la bureaucratie syndicale. On lança le mot d'ordre d'entrée dans les syndicats, de les révolutionner de l'intérieur, de les conquérir.

Au cours de la révolution on en est arrivé alors à continuer à constituer des cellules, qui, lorsqu'elles apparaissaient, durent très vite se rendre compte que les syndicats, pris dans tous leurs éléments, ne pouvaient rester un tout, mais qu'on expulsait des fédérations allemandes non seulement des membres de cellules, mais même des bureaux entiers d'organisation. Nous avons aujourd'hui des bureaux où tous les membres qui appartenaient à ces cellules ont été expulsés, bien mieux des organisations entières, solidement unies, le furent aussi; il est procédé, ainsi, à une destruction des syndicats. Quand ce que je dis ici sera affirmé par la vieille bureaucratie syndicale, c'est-à-dire que les syndicats seront à cause de cela détruits et dispersés, les camarades du VKPD affirmeront alors que cela ne peut pas être le cas, qu'ils construisent des cellules en vue du maintien des syndicats. Ils croient qu'on peut remplir d'un esprit révolutionnaire les syndicats qui sont devenus les fermes bastions de la réaction.

Camarades, on a déjà dit hier que l'oppression de la classe ouvrière est parachevée grâce à l'épée et le revolver et grâce à la tromperie, c'est-à-dire d'un côté l'armée, de l'autre la bureaucratie syndicale; nous avons vu de même, et à ce sujet il ne peut régner aucune divergence d'opinion, qu'on ne peut remplir d'un esprit communiste, l'armée permanente. On ne peut non plus faire de l'armée permanente un outil de la révolution. On peut tout aussi peu faire de l'armée permanente un instrument de la révolution que l'on peut faire des organes de la tromperie, les syndicats, des instruments de la révolution. Nous voyons partout les choses se développer ainsi; partout la marche se produire de cette façon, et, à cause de cela, la solution des communistes ne doit pas être la conquête des syndicats mais leur destruction et, en même temps, la construction de nouvelles organisations.

Camarades, nous devons reconnaître et esquisser, rigoureusement montrer, dès aujourd'hui, les formes qu'utilise le prolétariat après avoir emporté la victoire, pour bien tenir et affermir le pouvoir. Pour cela il est nécessaire, avant toutes choses, dans les pays hautement développés de l'Europe Occidentale, que nous amenions dès aujourd'hui et le plus amplement possible les masses de prolétaires à se créer les organes qui seront appelés ensuite à diriger la production. Heckert a dit ici, hier : les cellules qui doivent saisir les entreprises doivent se développer hors des entreprises en organisations d'industrie; ce but, il est vrai, esquissé de façon très incisive, s'efforce de mettre en première ligne les unions des différentes tendances naissant dans la révolution en Allemagne.

La vieille union ouvrière des mineurs à laquelle je faisais allusion il y a peu de temps, montre, dans sa nature et dans toute sa tendance, une autre direction que celle des vieux organes de la période antérieure. Elle se trouve très nettement en lutte avec la réaction, avec Amsterdam, et montre qu'elle crée les organes qui sont appelés à prendre en mains la production. A l'heure actuelle, il est vrai, ces organes ne sont pas irréprochables, mais ils deviendront; au cours de la révolution, plus purs et plus solides. Dans ces unions de mineurs on considère encore, par exemple, les conseils d'usine légaux comme des instruments révolutionnaires. Mais l'organisation d'entreprise des mineurs arrivera aussi au cours de la révolution à comprendre que cette loi sur les conseils d'entreprise signifie le moyen le plus sûr de tromper.

L'union générale ouvrière d'Allemagne qui, dès son origine, travailla en étroite liaison avec le KAPD, a expliqué et reconnu que les syndicats prennent aujourd'hui un autre chemin, qu'ils doivent être construits autrement, qu'ils doivent lutter et combattre avec d'autres moyens. En conséquence, l'union générale ouvrière repousse fondamentalement les moyens de lutte qui furent autrefois adoptés dans les syndicats. On trouve dans ses statuts au sujet de l'adhésion à l'organisation d'entreprise, à la première place et en tant que condition préalable, que les membres doivent professer la dictature du prolétariat. Elle a mis, plus loin, que les membres doivent repousser la vieille arme rouillée du domaine politique, la participation aux élections, au parlement. Elle crée dans ses rangs à partir de son organisation dans l'entreprise, les conseils qui doivent être les organes qui le jour de la lutte exerceront le pouvoir et derrière lesquels se tiendront les masses prolétariennes. Ces conseils, camarades, ne sont pas des conseils dans le style des conseils contrefaits que nous vîmes naître en Allemagne début 1919, après la révolution. Ce ne sont pas des conseils qui puissent être légalisés par l'Etat capitaliste; qui ne sont plus élus d'après la loi sur les conseils d'entreprise, ni se trouvent sur son terrain; ce ne sont plus des conseils qui doivent veiller à l'accroissement de la production et à ce que le calme et l'ordre règnent dans l'entreprise, ce sont des conseils qui se trouvent dans les masses travailleuses même, qui travail-

lent eux-mêmes à l'état ou à l'établi, qui se mettent à la tête des travailleurs dans la lutte quotidienne dans l'entreprise, qui expriment la volonté des camarades actifs dans l'entreprise. Ce sont des conseils qui prennent racine dans les masses, qui leur montrent le chemin de la lutte. Ces conseils, ces organes deviendront les organes qui auront réellement derrière eux les masses ouvrières. Il faut créer la condition préalable qui n'a pas encore pu, une fois, se produire dans les conditions de l'Allemagne, comme nous l'avons vu en 1918 quand les masses ouvrières et les soldats s'occupèrent des conseils. A cette époque le prolétariat allemand ne comprit pas l'idée des conseils, il ne sut rien d'eux en dehors de quelques bribes reçues en Russie. Et si, aujourd'hui, à l'époque révolutionnaire où nous nous trouvons, nous ne préparons pas déjà les conseils, si nous ne montrons pas aux masses, dans la pratique, le chemin qu'elles doivent prendre il existe alors le danger imminent que lors d'une vague révolutionnaire le prolétariat soit à nouveau trahi, que le prolétariat voie à nouveau que nous n'avons pas les organes nécessaires pour assurer la victoire. De ce fait, camarades, nous sommes partout contraints de créer ces organes. Ce n'est pas seulement en Allemagne que nous voyons le développement se produire ainsi, nous le voyons aussi dans différents pays capitalistes hautement développés. En Angleterre nous voyons un courant, celui des " Shop-Stewards ", conduire la lutte de façon très aiguë contre les trades-unions anglaises. Nous voyons que leur influence est à l'heure actuelle numériquement faible parce que cette union, cette organisation des travailleurs n'a pas seulement à lutter contre la bureaucratie syndicale mais en même temps contre toute la force gouvernementale. Car les syndicats de la violente école sont devenus, dans presque tous les pays, des organes de gouvernement. Ils jouissent largement de sa protection. Après les luttes de l'Allemagne centrale, nous voyons que dans les entreprises géantes les travailleurs doivent entrer dans les vieilles organisations syndicales; l'entrepreneur exerce une pression sur elles, quand elles/à nouveau ^{veulent} être actives au sein de l'entreprise. Nous voyons donc que les choses se développent partout dans cette voie. Quand les camarades affirment qu'il sera possible de conquérir ces syndicats de l'intérieur, de les remplir d'un esprit communiste, c'est une hérésie à laquelle nous ne pouvons pas céder. Nous croyons, et voyons cette croyance confirmée par la praxis, que ces choses ne sont pas possibles. Nous devons créer aujourd'hui des organes qui puissent accepter le combat contre les bastions qui soutiennent l'Etat capitaliste.

Camarades, le mouvement international des ouvriers, le mouvement communiste international, devra principalement avoir cela en vue. Il devra, s'il ne veut pas commettre une bétise, s'il voit clairement comment les choses se développent, s'engager dans cette voie, lorsqu'il sera possible de tenir en mains le pouvoir conquis dans les pays capitalistes. Nous voyons que la tâche des vieux syndicats consiste encore aujourd'hui à masquer les contradictions qui surgissent, de les aplanir, de mentir aux travailleurs, de les tromper. Nous avons, d'autant plus, la tâche de montrer, dans l'action, aux travailleurs, qu'il est possible de créer maintenant, des organes pratiques qui montreront aux masses ouvrières l'autre chemin; de montrer ce que signifie un système de conseils, ce qu'est leur tâche; comment ils doivent être créés.

Dans ces conditions, le centralisme par le haut ne peut être le principe de construction des syndicats; le développement doit se produire à l'envers. Nous encadrons l'ensemble des travailleurs dans des organisations d'entreprise. Dans les entreprises les travailleurs élisent leurs conseils, leurs organes qui représentent leurs intérêts. Le camarade Heckert disait hier que nous, le parti communiste ouvrier, nous repoussions cela pour établir nous-mêmes les questions à l'ordre du jour, que nous avions toujours uniquement et de façon à priori, le grand but en vue. Nous avons la tâche, en tant que

communistes, non de lancer le mot d'ordre de lutte quotidienne parmi les masses ouvrières, mais ce mot d'ordre devra être posé dans les entreprises par les masses ouvrières. A ce sujet, nous avons toujours indiqué à ces derniers que grâce à la solution de ces questions quotidiennes leur situation ne sera pas améliorée, qu'elle ne pourra pas causer la chute de la société capitaliste. Nous avons la tâche en tant que communistes de mettre toujours en évidence aux larges masses, le grand but, la destruction du capitalisme et la construction de la société communiste. Nous avons, nous communistes, la tâche de participer à ce combat journalier, de marcher en tête de ces luttes. Ainsi, camarades, nous ne repoussons pas le combat quotidien, mais dans ce combat quotidien, nous nous mettons à l'avant des masses, nous leur montrons toujours le chemin, le grand but du communisme.

Telle est la tâche du parti communiste, des organisations communistes, dans ces organisations ouvrières.

Nous savons toutefois que ces organisations économiques peuvent facilement tomber dans l'opportunisme. Nous voyons partout le danger qu'elles ne reconnaissent pas le but. Nous ne le voyons pas seulement chez les syndicats allemands, mais aussi chez les syndicats qui se sont déjà détachés des fédérations centrales, et luttent avec des moyens révolutionnaires. Nous l'avons vu en Italie lors de l'occupation des usines et en partie chez les I.W.W. qui repoussent fondamentalement le combat politique. Nous voyons partout qu'à cause de cela ces organisations perdent de leur vertu. C'est la tâche des communistes de remplir ces syndicats d'un esprit révolutionnaire, d'un esprit du communisme, afin qu'ils ne s'engagent pas dans la voie de l'opportunisme. Aussi prenons-nous part à toutes ces luttes; partout où elles se produisent, les communistes ont le devoir et la responsabilité de se mettre à la tête du combat. Camarades, si nous fondons ces organisations d'entreprise, nous ne devons pas oublier avant tout de les réunir en un grand tout, en un bloc qui se constitue en une totalité décidée. Une fois ces organisations unifiées à travers le pays, nous voyons alors la base du système des conseils se développer à l'intérieur de la société capitaliste, il est possible de tenir dans ses traits fondamentaux le système des conseils et de familiariser dans l'action la classe ouvrière avec cette pensée. Si nous adoptons la lutte de cette façon, si nous formons et perfectionnons ainsi la classe ouvrière pour qu'elle devienne l'organe de démolition de l'Etat capitaliste, alors, camarades, nous avons déjà la condition préalable, dans la société capitaliste. En réalité, le jour de la révolution, nous ne nous trouverons pas les mains vides, nous aurons familiarisé la classe ouvrière avec l'idée que nous devons porter en elle. Nous devons accélérer le développement de ces organisations, les aider dans leur édification et les remplir de l'esprit communiste.

SCHULZ. - Quel pourcentage de Dittmann se cache dans ces pensées ?

BERGMANN. - Je ne sais pas, camarade SCHULZ, comment vous voulez comparer cela avec Dittmann. Si nous voyons comment les organisations des différents pays, aujourd'hui réunies au congrès international des syndicats rouges ont été convaincues - au cours de celui-ci - de l'idée de forcer la révolution dans le monde, de remplir les masses d'un esprit révolutionnaire, de détruire la société capitaliste, alors nous devons trouver le moyen et la voie pour apporter ensemble, autant que possible à ces masses une ligne fondamentale unitaire, de telle façon qu'il sera laissé, autant que possible, aux pays particuliers, conformément à leur diversité de structure, une plus large marge. Le mouvement n'est pas identique dans tous les pays. On n'y constate pas les mêmes tendances et les mêmes possibilités de développement. Nous voyons que les I.W.W. américains se trouvent dans les vieux syndicats et y pénètrent - il est proba-

ble qu'il ne peut pas en être autrement aujourd'hui en Amérique - et en même temps ils ont à côté une organisation, une organisation nouvellement fondée, qui est noyau de leur mouvement.

Les choses ne se présentent pas ainsi en Allemagne. Si aujourd'hui les camarades du V.K.P.D. ont reconnu et, selon notre conviction, ils devraient le reconnaître, que la conquête du syndicat est une absurdité, qu'on ne doit pas aller les conquérir, alors on devrait reconnaître qu'on doit s'engager dans une autre voie. Si trois millions ou deux millions et demi de membres des syndicats ont décidé aujourd'hui le rattachement à Moscou, à l'Internationale syndicale rouge, cela ne signifie rien pour nous, si nous ne nous séparons pas en même temps de l'emprise de leurs chefs. Cette déclaration programmatique, cette sympathie en faveur de Moscou, ne signifie rien du tout. Si on ne tente pas actuellement de se détacher des vieux syndicats on verra que les membres qui se sont décidés, pour Moscou il est vrai, par l'entremise du bulletin de vote ou par le vote à main levée, suivront, le jour du combat, l'appel de leurs bonzes syndicaux, de leurs chefs. C'est ce que nous voyons, camarade Heckert, à Chemnitz où tu habites et si tu es d'un autre avis, donne des preuves à l'appui. Camarades, les choses se développent rapidement. Si nous sommes de l'avis que la révolution se développe, nous devons engager, sans réserves, l'action. Dans le cas contraire, la révolution nous surprendra. La simple déclaration, pour le rattachement, d'une partie des membres des syndicats n'est pas pour nous une preuve que les masses ont été révolutionnées par la tactique des cellules. On doit nous donner encore d'autres preuves.

Que les syndicats aient été révolutionnés dans les pays où ils sont devenus les fermes soutiens du capitalisme, est aujourd'hui une absurdité. C'est rater le début si on croit pouvoir accomplir cela. Les 9 à 10 millions de syndiqués allemands pourraient, s'ils étaient révolutionnaires, s'ils constitueraient l'organe de la révolution, prendre effectivement le pouvoir aujourd'hui; ils pourraient, si nous les avons de notre côté, mettre à profit la situation, chaque jour, à chaque heure, pour détruire la société capitaliste en Allemagne, y enflammer la révolution et, par là, pousser en avant la révolution mondiale. Nous voyons que partout ces organes refusent et doivent refuser leur destruction et à cause de cela nous devons la réclamer, l'exiger. De même qu'on doit détruire les partis politiques de la période pré-révolutionnaire, de même on doit détruire les organes de l'organisation économique, les syndicats, avant d'arriver à la victoire de la révolution.

Camarades, si la destruction des syndicats, si la lutte dans les pays capitalistes hautement développés ne s'est pas révélée aussi aiguë, si aujourd'hui de notre côté l'accent n'a pas été assez mis là-dessus, c'est parce que le début de la révolution prit un caractère plus politique qu'économique. Nous voyons à l'heure actuelle que la question économique est peut-être placée un peu plus au premier plan parce que la base économique de la lutte surgit de façon plus aiguë, et à cause de cela la décomposition et la destruction prend maintenant de plus en plus le dessus dans les syndicats. En Angleterre et en Allemagne nous voyons que la décomposition des syndicats n'a pas progressé aussi vite, bien que les bureaucrates syndicaux se soient couverts au moins d'autant de péchés que les partis politiques de la période pré-révolutionnaire, parce que les exigences n'auraient pas été posées aussi fortement. Camarades, je ne veux pas affirmer, par là, il est vrai, que désormais les organisations politiques ont rempli leurs tâches. Je ne saurais exposer cela. Mais nous voyons partout, comme je le disais auparavant, que la question économique atteint maintenant un degré plus élevé, qu'elle est poussée au premier plan. Les syndicats de l'époque pré-révolutionnaire ne peuvent pas résoudre ces tâches de la révolution, d'où leur ruine.

Camarades, nous nous trouvons, au sujet de la question syndicale, dans une contradiction aiguë avec la majorité des camarades ici présents ou représentés. Si nous sommes arrivés à cette conviction, si nous nous cramponnons fortement à cette pensée, ce n'est pas parce que c'est une idée à nous qui n'aurait pas de base, mais parce qu'à travers la marche de la révolution en Allemagne et aussi dans d'autres pays - en Angleterre actuellement - nous avons vu que nous devons, dès maintenant, créer des organes qui seront appelés à la prise en charge de la production. Au service de la révolution, pour son développement continu, nous nous trouvons sur ce terrain et nous devons nous y maintenir, nous devons persévérer dans ce point de vue si nous ne voulons pas que la révolution régresse dans ces pays. Nous discernons dans la situation économique de pays donnés, les conditions selon lesquelles ils se développent et nous tireront les conclusions et agiront conformément à elles. Ce n'est que si nous voyons de façon aussi précise la situation, si nous la reconnaissons et nous nous la représentons ainsi que nous pourrions prendre réellement des services révolutionnaires, créer réellement les organes qui le jour de la révolution seront les bastions sur lesquels pourra s'ériger la dictature du prolétariat. Rien d'autre n'arrivera, non en laissant subsister les vieilles organisations contre-révolutionnaires, en tentant de les décomposer de l'intérieur, mais en créant de nouveaux organes de destruction du capitalisme et, en même temps, d'édification du communisme. Alors seulement la victoire de la révolution sera assurée.

" Nous deux, nous nous moquons pas mal d'être populaires. En voici la preuve, entre autres, par dégoût de tout culte de la personne. Je n'ai jamais permis que l'on fit de la publicité autour des nombreux témoignages d'admiration dont on m'accablait dans divers pays (...). Lorsque nous adhèrâmes, Engels et moi, pour la première fois, à la société secrète des communistes, nous le fîmes à la condition sine qua non qu'on écarterait des statuts tout ce qui eut pu être favorable au culte de l'autorité."

Marx à Blois

(10. 10. 1877)

LA GUERRE EN ESPAGNE

1.- Les termes du problème.

Nous ne pouvons comprendre les événements d'Espagne que si nous nous référons à la réalité historique se traduisant d'une part par la décadence du système capitaliste et, d'autre part, par la dépression profonde du mouvement ouvrier international.

Voyons rapidement de quoi il s'agit.

A propos de l'Espagne, on a beaucoup bavardé sur la " révolution bourgeoise " en " oubliant " qu'il s'agit là d'une notion anachronique balayée par l'évolution capitaliste et qui se rapporte à une époque de l'histoire bel et bien révolue.

Les révolutions bourgeoises qui se succèdent à partir du milieu du XVII^{ème} siècle, pendant deux siècles, expriment l'éclosion de la société nouvelle qui germa au sein de la féodalité.

Par contre, dans l'époque de l'Impérialisme décadent, la Révolution bourgeoise perd sa signification historique puisque les conditions objectives pour la disparition du capitalisme ont surgi. On peut seulement parler de Révolution bourgeoise en tant que tâche particulière du prolétariat là où les conditions historiques ont fait obstacle au complet développement de l'organisation bourgeoise. Ce fut le cas pour la Russie où la première phase de la révolution prolétarienne d'Octobre 1917 à l'automne 1918, consacra le parachèvement de la révolution bourgeoise. Ce peut être également le cas pour l'Espagne. Evoquer ici la révolution bourgeoise comme tâche de la classe bourgeoise espagnole est aussi absurde que d'affirmer que l'avènement de celle-ci au pouvoir date de la proclamation de la République en avril 1931. C'est une ironie de l'histoire que la bourgeoisie d'Espagne ne soit jamais parvenue à parachever son œuvre économique- sociale alors qu'elle figure parmi les plus vieilles bourgeoisies d'Europe : elle est un des agents les plus actifs de l'accumulation primitive de même qu'elle peut s'appuyer, dès le XIII^{ème} siècle, avant les autres nations, sur une forme primitive de parlement : les Cortès.

Mais c'est justement sa puissance prématurée qui a fait de l'Espagne le pays retardataire d'aujourd'hui. Puisant à plein dans les richesses coloniales, ivre de son ascension vertigineuse, elle fut incapable de s'adapter aux transformations qui s'opérèrent dans la structure économique et sociale de l'Europe aux XVI^{ème} et XVII^{ème} siècles, juste à l'époque où se précipite sa décadence.

Pendant que les " nations " modernes, bases du capitalisme, se constituaient en Angleterre, en France, en Hollande, sous la poussée du centralisme étatique d'Espagne, sur la base de stagnation économique, ne parvenait pas à vaincre la force désagrégatrice des tendances séparatistes. L'autonomisme espagnol, qui est bien plus un produit historique que géographique, au lieu de se diluer dans la " Nation ", comme se fut le cas en France notamment, trouva un aliment nouveau dans le parasitisme des classes dominantes, qui

gangrénait tout l'organisme social, qui paralysait les activités et initiatives de la bourgeoisie des villes et la fit se replier sur elle-même. C'est ce qui fait qu'aujourd'hui, l'esprit séparatiste est dominant en Espagne et que demain il y compliquera singulièrement les tâches de la révolution prolétarienne, d'autant plus que les courants agissant dans la classe ouvrière, loin de marquer la nécessité d'une lutte centraliste contre le capitalisme, favorisent la vitalité des tendances autonomistes. (1)

La société espagnole, sous sa forme inachevée, mi-féodale mi-bourgeoise, n'en devint pas moins un rouage du système bourgeois de production, acquérant de ce fait une nature et un contenu bourgeois. Le capitalisme mondial s'appuya sur un amalgame de classes parasites formé d'une minorité spécifiquement bourgeoise, flanquée de féodaux " embourgeoisés ", de nobles terriens, de congrégations cléricales, pour s'accaparer sommairement des ressources nationales par une exploitation féroce des masses ouvrières et paysannes. Jusqu'ici, l'instrument de cette exploitation, ce fut, à défaut d'un appareil étatique puissamment centralisé au service d'une bourgeoisie politiquement forte, une monarchie bureaucratique-militaire vivant sur la décomposition lente des classes dominantes, tout en sauvegardant leur existence : un rapport social analogue, globalement, à celui qui existait en Russie sous le tsarisme. Cependant, en réalité, le capitalisme espagnol subissait depuis longtemps à l'état endémique, une crise sociale profonde qui le secouait périodiquement jusque dans ses tréfonds et était le fruit amer de sa composition hétérogène, de la nature hybride de sa structure économique et politique. Mais cette crise ne résultait nullement du choc entre le féodalisme et les forces neuves d'une bourgeoisie révolutionnaire; elle se résumait au sein des classes dominantes, en luttes de minorités se disputant le pouvoir et les prébendes où le prolétariat ne parvenait pas à intervenir en force politique indépendante. L'axe des luttes se déplaça toutefois lorsque le prolétariat industriel et agricole eut accru son poids spécifique dans l'économie. Nous savons que la neutralité de l'Espagne favorisa un certain développement économique, auquel contribua également une intervention plus massive du capital étranger dans l'exploitation minière et industrielle. Mais cette prospérité éphémère et toute relative ne fit qu'accélérer par après le processus de la société espagnole, lorsque la crise économique mondiale eut à nouveau découvert brutalement la réalité de la décadence irrévocable du capitalisme (déjà révélée par la guerre impérialiste).

Dans un climat historique qui excluait une expansion nouvelle des forces productives sous sa forme capitaliste, il ne pouvait être question pour la bourgeoisie espagnole d'achever la révolution industrielle qu'elle avait été incapable de réaliser antérieurement. Loin de pouvoir songer à associer " son " prolétariat à une utopique prospérité (elle n'y songeait pas), elle avait au contraire pour tâche de l'asservir totalement et même de lui faire une large saignée si elle voulait seulement sauvegarder sa domination. Elle avait en somme à résoudre le problème qui se posait devant la bourgeoisie mondiale, tout en disposant de moyens beaucoup plus restreints que, par exemple, les Etats capitalistes démocratiques. Si, de 1931 à 1936, elle échoua dans sa tentative de

(1) Le POUM (" Révolution Espagnole " du 21-10-36) commentant le statut d'autonomie du pays basque, voté par les Cortès fantômes du 1er octobre, considère qu'il s'agit là " d'un appoint dans la lutte contre le fascisme et pour une société nouvelle ".

jouer la carte " démocratique " , c'est en raison de sa faiblesse " congénitale " et non parce que le rapport des classes lui aurait été défavorable, ce qui est contredit par la réalité des situations. En effet, comme nous le verrons dans le chapitre suivant, la république démocratique, loin d'avoir favorisé le développement idéologique et politique du prolétariat et, par conséquent, la construction de son parti de classe, a contribué au renforcement des forces contre-révolutionnaires agissant dans les masses socialistes, stalinistes, anarcho-syndicalistes, tout en corrompant les faibles noyaux communistes sauvés de la débâcle de la IIIe Internationale.

On assiste en Espagne, sous une forme ramassée, à ce qui s'était produit dans les autres pays capitalistes dans l'ère du " nouveau " démocratique qui fit suite à la guerre impérialiste.

Si le critère internationaliste signifie quelque chose, il faut affirmer que, sous le signe d'une croissance de la contre-révolution sur l'arène mondiale, l'orientation politique en Espagne, de 1931 à 1936, ne pouvait que suivre une direction parallèle et non le cours inverse d'un développement révolutionnaire.

Nous devons avoir cela présent à l'esprit si nous voulons tirer une leçon positive des événements d'Espagne depuis juillet 1936. En outre, nous partons de cette opinion qu'une lutte prolétarienne nationale ne peut s'épanouir jusqu'à atteindre ses buts finaux et bouleverser par répercussion la situation internationale que pour autant que celle-ci contienne déjà les facteurs de maturité révolutionnaire. En considérant le problème par l'autre bout, cela signifie que, dans le cadre international, la révolution ne peut aboutir que comme le produit d'une situation révolutionnaire à l'échelle internationale. C'est seulement sur cette base que nous pouvons expliquer les échecs de la Commune de Paris et de la Commune russe de 1905, aussi bien que la victoire du prolétariat russe en octobre 1917.

Il est incontestable que l'évolution spécifique du capitalisme espagnol a favorisé le développement de puissants facteurs objectifs de la Révolution : en premier lieu, une bourgeoisie privée d'un pouvoir central solidement constitué, faiblement organisée et dont le champ de manoeuvres politiques était étroitement limité; en second lieu, une maturation très poussée des contrastes sociaux exprimant la pauvreté économique de l'Espagne; et, en troisième lieu, la capacité combattive des prolétaires et des paysans trempés au feu des luttes sporadiques qui jalonnent leur existence misérable.

Il n'en est pas moins vrai que le prolétariat espagnol est plongé dans cette tragique situation que, tout en étant opposé à un " chaînon faible " du capitalisme mondial, il lutte dans les pires conditions parce qu'il est privé des instruments de son émancipation : le parti de classe et le programme de la Révolution. S'il devait encore subsister le moindre doute sur le rôle fondamental du parti dans la révolution, l'expérience espagnole, depuis juillet 1936, aurait suffi à le balayer définitivement. Même en assimilant l'attaque de Franco à l'aventure de Kornilov, en août 1917 (ce qui est faux historiquement et politiquement) le contraste reste frappant entre les deux évolutions. L'une, en Espagne, déterminant une progression de la collaboration des classes jusqu'à l'union sacrée de toutes les forces politiques; l'autre, en Russie, se dirigeant vers une élévation de la lutte des classes aboutissant à l'insurrection victorieuse, sous le contrôle vigilant du parti bolchévik trempé en quinze années de luttes par la critique et de luttes par les armes.

Il fallait un miracle pour que le prolétariat espagnol put se frayer " lui-même " son chemin de classe. Mais nous savons que les "miracles" sociaux ne se concilient pas avec la dialectique matérialiste.

II.- L'origine des événements de Juillet.

De par les conditions sociales qui la firent naître, la République démocratique de 1931 ne signifiait d'aucune façon l'avènement d'une bourgeoisie révolutionnaire faisant table rase des derniers vestiges féodaux. Nous avons dit pourquoi il ne pouvait être question de réaliser le programme intégral de la révolution bourgeoise. En réalité, la " Révolution " d'avril 1931, née sous la poussée d'une succession de grèves qui n'avaient fait que se développer après la chute de Primo de Rivera, un an auparavant, se borna à substituer la forme républicaine de domination capitaliste à une autre forme de domination capitaliste devenue impossible : la monarchie pourrie d'Alphonse XIII. Mais elle laissa intact l'appareil oppressif de l'Etat bourgeois : la bureaucratie, la police, le militarisme. Seul le personnel politique, teinté de radicalisme et de socialisme, fut modifié. Le Gouvernement provisoire, véritable manteau d'Arlequin, révéla cependant son homogénéité en ce qu'il ne se composait que d'ennemis irréductibles du prolétariat, depuis les républicains de droite de Zamora, monarchistes repentis, jusqu'à la gauche socialiste de Caballer (ex-conseiller de Primo de Rivera), Prieto, de los Rios, en passant par le centre radical, allant de Leroux à Azana. Par opportunisme politique, la " république des travailleurs " jeta en pâture aux ouvriers et paysans un programme d'amélioration économique et la réforme agraire qui n'avaient pour objet que de les détourner de leur lutte directe contre le capitalisme, mais n'étaient nullement destinés à être traduits en réalisations concrètes.

La bourgeoisie " républicaine " pas plus que précédemment lorsqu'elle était monarchique ne pouvait songer à résoudre les complexes problèmes économiques posés devant elle, à développer son outillage industriel, à assainir son économie agraire en la pourvoyant d'eau et d'instruments modernes, à procurer du pain aux masses prolétariennes et paysannes. En somme, il ne s'agissait pas de fonder les bases d'une accumulation intense de profits et de moyens de production dans un climat historique qui étouffait toute possibilité d'expansion, mais il fallait faire face à une crise économique qui exaspérait davantage les contrastes sociaux, faisant se lever des lames de fond que le capitalisme espagnol espérait pouvoir résorber en misant sur le tableau de la " Démocratie ".

On imagine à quel point la dépression mondiale, qui avait ébranlé les Etats capitalistes les plus puissants, avait dû élargir les crevasses nombreuses de l'économie arriérée de l'Espagne. Son centre vital, le secteur agraire, avait été particulièrement entamé par un effondrement, en volume et prix, des exportations qui constituaient antérieurement les 2/3 des exportations totales. La profondeur de ce désastre peut être mesurée par un rappel des particularités structurelles de l'agriculture espagnole. Celle-ci, au point de vue social, fixe en effet le sort des 70% de la population totale - sur cinq millions de travailleurs espagnols (non compris leurs familles) trois millions et demi ne possèdent le moindre lopin de terre en propre; parmi eux, il y a deux millions de prolétaires (à peu près le chiffre des prolétaires industriels) qui chôment la moitié de l'année et dont le revenu annuel ne dépasse pas sensiblement un million de francs belges. En réalité, 85 % du to-

tal des travailleurs ne disposent que des 13 % de la superficie des terres arables; 14 % de paysans aisés possèdent 35 % et 1 % formé de gros propriétaires et congrégations religieuses, détiennent plus de la moitié des terres. En outre, les 3/4 des exploitations ont moins d'un hectare. Le chômage endémique, les impôts écrasants en dépit de la précarité des revenus, la dîme cléricale qui n'a pas disparu, la cherté des produits font que la population agricole pour les 4/5 vit une situation de famine permanente et de dénuement indescriptible.

Au point de vue économique, deux caractéristiques essentielles : un équipement technique médiocre et la pénurie d'eau qui, dans certaines régions est grave au point que la propriété privée sur l'eau y existe.

De telles conditions économique-sociales expliquent la pénétration de l'idéologie petite-bourgeoise des anarchistes dans le cerveau de millions de paysans-prolétaires obsédés par la possession de la terre en même temps que la combattivité ardente de la paysannerie. Cela ne signifie pas que le problème agraire se posera devant le prolétariat espagnol sous le même angle qu'il s'est posé en Russie. Nous croyons que les conditions géographiques (moindre étendue et problème de l'irrigation) juxtaposées à l'existence d'un prolétariat agricole très dense, feront que la production collective devra prendre le pas sur le mot d'ordre bourgeois du partage des terres, sur la base de la nationalisation intégrale du sol en tant que parachèvement de la révolution bourgeoise.

Par rapport à l'économie agraire, le secteur industriel occupe une place secondaire; mais, par analogie avec la structure de la Russie tsariste, le prolétariat - puissamment concentré en quelques régions - occupe dans la production une position qui en fait nécessairement, du point de vue historique, la seule classe révolutionnaire. Par conséquent, son dynamisme allié à celui de la paysannerie rendait très complexe la tâche de la République démocratique se posant comme objectif essentiel de contenir les contrastes de classes et de détruire toute possibilité de développement de la conscience prolétarienne. A ce point de vue, les desseins capitalistes ont parfaitement réussi. Non pas que les masses soient restées inactives, au contraire. Avec l'avènement de la République, l'action ouvrière s'est amplifiée. Les cinq années d'idylle démocratique sont jalonnées de grèves, locales et générales, d'émeutes, de "révoltes" paysannes que couronnaient le mouvement insurrectionnel d'octobre 1934.

Mais chaque fois les masses sont restées sous l'emprise du programme démocratique bourgeois et des forces politiques qui s'en faisaient les défenseurs. parce que dans le feu de leurs luttes ils ne parvenaient pas à y opposer le programme de la révolution prolétarienne et les organes capables de la réaliser. Non seulement la République s'incorpora les partis socialistes et stalinien, et l'U.G.T., mais elle bénéficia, plus largement encore qu'auparavant, du confusionnisme anarcho-syndicaliste de la C.N.T. De plus, elle parvint à empêcher toute clarification au sein des faibles noyaux communistes qui vivaient, et par conséquent étouffa toute possibilité de création de bases pour la fondation du parti de classe. Chaque fois que les masses recouraient à l'action directe et menaçaient les privilèges capitalistes, la République leur envoyait du plomb.

Ces quelques conclusions peuvent être dégagées d'une brève analyse de la période qui va d'août 1931 à juillet 1936. Déjà immédiatement après l'instauration du régime "démocratique", l'agitation et les grèves prirent de telles proportions que l'UGT et le parti socialiste durent "exhorter" les ouvriers à reprendre le travail tout en assurant le gouvernement de leur volonté de défendre la république. Après les élections aux Cortès constituantes de juin,

assurant une majorité républicaine-socialiste, les grèves se rallument et à Séville (où la C.N.T. avait déclenché la grève générale) ont lieu des fusillades de prolétaires. La vague gréviste s'étend jusqu'en octobre; à ce moment le gouvernement se "radicalise". Zamora fait place à Azana qui exclut la droite tout en conservant l' aventurier Lerroux, radical-contriste.

Azana s'empresse de faire voter la loi de la défense de la république qui veut pratiquement empêcher les grèves en imposant le préavis, qui instaure l'arbitrage obligatoire et les commissions paritaires. En outre, elle déclare hors la loi les syndicats qui passent outre à l'obligation du préavis.

En décembre, nouveau glissement à gauche avec le cabinet Azana-Caballero et l'exclusive contre Lerroux qui se borne à une radicalisation verbale du programme initial, notamment de la question agraire. Peu après, il passe à la répression de la tentative des anarchistes d'instaurer les communes libertaires dans la région de Barcelone. En compensation, on projette d'exproprier les terres "mal cultivées".

En août 1932, la Droite donne un coup de sonde en déclenchant une attaque militaire à Madrid et à Séville (Sanjurjo) qui échoue.

En septembre, les Cortès votent la "réforme" agraire consistant en la vente des terres les plus mauvaises par rachat par les paysans !

Au début de 1933, nouvelle vague de grèves illustrées du massacre à Casas Viegas (Cadix) d'ouvriers désarmés et prisonniers et de la répression féroce des "occupations" de terres.

L'automne 1933 marque une conversion politique vers la droite, avec l'élimination d'Azana par M. Barrios, et la création du parti catholique populaire de Gil Roblès. Les élections aux Cortès auxquelles on a convié les femmes, confirment la nouvelle orientation, par le triomphe des agrariens et des radicaux de Lerroux.

Une réaction ouvrière générale d'inspiration anarcho-syndicaliste provoque le sabotage de l'UGT et des socialistes, chiens fidèles de la République et la répression violente de Barrios.

Puis se succèdent les cabinets Lerroux glissant de plus en plus à droite jusqu'à recevoir ouvertement l'appui de Gil Roblès pendant que le parti socialiste fait du "gauchisme" sous l'inspiration de Caballero, afin de pouvoir mieux étrangler les luttes ouvrières en perspective.

Surviennent les événements d'octobre 1934 où, dans les Asturies, socialistes et staliniens parviennent à diriger l'insurrection vers le massacre, tandis qu'en Catalogne, la grève générale, qui éclate spontanément en dépit de l'absentéisme préconisé par les anarchistes, est rapidement étouffée par la CNT elle-même qui, outre cela, en avait empêché le déclenchement en Andalousie, Estramadure Valence et Aragon.

Les événements qui suivent montrent que la situation politique évolue vers une impasse. En effet, les cabinets du centre-droit, où participe finalement Gil Roblès en personne, ne parviennent pas à affronter les problèmes complexes qui se posent et, en décembre 1935, c'est la crise et la dissolution des Cortès suivie du triomphe électoral du Front Populaire.

La composition même de ce Front Populaire révèle déjà à quel point la

décomposition du mouvement ouvrier progressa depuis avril 1931. En effet, ce Front va des républicains " tièdes " de Barrios au POUM, " avant-garde prolétarienne ", en passant par la gauche catalane, celle d'Azana, les socialistes, stalinien et syndicalistes indépendants de Pestana. Même l'anarcho-syndicaliste contribua à sa victoire. Toutes ces formes révéleront d'ailleurs brutalement une fonction capitaliste après l'irruption des événements de juillet. En réalité, la courte gestion du Front populaire ne fit que préparer les éléments de l'attaque qui allait amorcer la politique nouvelle de violence du capitalisme. D'une part, ceux même qui allaient déclencher le " complot ", les Franco, Mola, Caballero, Sanjurjo, reçurent l'investiture de la République du Front populaire; d'autre part, le sabotage des luttes ouvrières fut poursuivi par l'UGT et les stalinien dénonçant les " provocateurs " anarchistes et les grèves " indisciplinées ".

En outre, l'impuissance bourgeoise, encore accrue, à réaliser des réformes " démocratiques ", juxtaposée à l'aggravation des contrastes sociaux et mise en relief par la " victoire " du Front Populaire, précipitait les événements.

A la veille de juillet, livrés à eux-mêmes, les ouvriers s'apprêtaient à livrer de nouvelles batailles sans issue. Déjà, une grande grève du bâtiment était engagée à Madrid depuis juin et déclarée illégale par le gouvernement de Quiroga.

III.- Guerre anti-fasciste ou guerre de classes ?

Le cde H..., à la fin de son rapport, considère qu'une politique prolétarienne doit être basée sur ce qui est, par exemple sur le fait que les ouvriers espagnols, en juillet 1936, ont laissé échapper le pouvoir qu'ils avaient en mains, paraît-il. Mais une analyse marxiste ne peut évidemment pas se satisfaire d'un enregistrement des faits. De ceux-là elle doit dégager la nature réelle et les causes si elle veut pouvoir tirer les conclusions positives des expériences de la lutte des classes. Ce n'est pas déprécier la capacité combattive déployée par le prolétariat espagnol que de rechercher pourquoi, malgré son héroïsme et son puissant instinct de classe, il n'a pas atteint cette conscience révolutionnaire qui lui eût permis de parachever sa victoire initiale sur Franco en balayant l'ensemble de la classe capitaliste, comme de dénoncer les forces et la politique qui lui ont barré la route du pouvoir.

Construire une politique prolétarienne sur la réalité des faits est nécessaire, mais elle n'est valable que pour autant qu'on ne dénature pas ces faits, c'est-à-dire pour autant qu'on les évalue exactement en fonction du rapport des classes qu'ils expriment, rapport qui doit être mesuré internationalement aussi bien que nationalement. De plus, cette politique, pour ne pas tomber dans l'empirisme vulgaire, doit absolument s'inspirer des principes déjà élaborés précédemment au feu des expériences historiques, tels les critères du Parti et de l'Etat.

Pour ce qui est des événements se succédant dans les premières semaines après le 19 juillet, pouvait-on sur leur aspect extérieur leur attribuer la signification d'une révolution prolétarienne en marche alors que les promesses politiques réellement posées contredisaient une telle hypothèse. Il est vrai que les gens du POUM nous ont répondu par après que : " Les ouvriers ont abattu le fascisme et se battent pour le socialisme " (Nin, le 6-9-36). Ou

bien qu' " il faut faire la Révolution prolétarienne ". " En Catalogne, la dictature du prolétariat existe déjà " (Nin); ou encore : " Nous assistons en Espagne à une profonde révolution sociale; notre révolution est plus profonde encore que celle qui a entraîné la Russie en 1917 ". En ce qui concerne la notion du parti, ils ajoutaient : " La dictature du prolétariat ne peut être exercée par un seul secteur du prolétariat, mais par tous les secteurs, sans aucune exception. Aucun parti ouvrier, aucune centrale, syndicale n'a le droit d'exercer aucune dictature " (!).

Telle était la conception "révolutionnaire" de ceux qui se piquaient d'être à l'avant-garde du prolétariat espagnol.

Nous connaissons déjà la thèse opposée, du camp des socialistes et stalinien, des défenseurs de " l'ordre républicain dans le respect de la propriété ", de " l'Espagne démocratique et libre " qui considère qu'il ne s'agit pas du choc des deux classes fondamentales de la société capitaliste, bourgeoisie et prolétariat, mais de la lutte entre fascisme et démocratie.

Il est vrai que l'évolution des événements a démontré par après que la différenciation de conceptions de ces divers courants était purement verbale puisqu'elle se fondait dans la réalité d'une union sacrée contre le fascisme.

Ici se pose une deuxième question : comment cette union sacrée a-t-elle été rendue possible ? Doit-on l'expliquer uniquement par l'activité des courants agissant au sein du prolétariat qui dirigèrent la lutte anti-fasciste dans une voie contre-révolutionnaire; ou bien doit-on rechercher ses racines dans la phase initiale de transformation de la lutte prolétarienne en cette même lutte anti-fasciste ? Une troisième question vient se rattacher à la précédente : la guerre antifasciste unilatérale est-elle l'expression de la volonté des ouvriers ou le produit d'une manœuvre politique de la bourgeoisie démocratique ?

Marquons immédiatement ceci : D'un côté, l'attaque de Franco ne représente pas un coup d'Etat militaire, un pronunciamiento venant s'ajouter à la série des pronunciamientos antérieurs, mais il s'agit incontestablement d'une offensive du capitalisme espagnol dans son ensemble, comme cela découle de l'analyse qui précède, tandis qu'au surplus, le "complot" s'organisa avec la complicité tacite de la République du Front Populaire. De l'autre côté, la riposte ouvrière est absolument spontanée et irrésistible, au point qu'elle parvient à balayer la passivité des courants " ouvriers " et l'hostilité sourde de la bourgeoisie " républicaine " dont Zamora, plus tard, pourra dire qu'elle n'aurait nullement songé à résister à Franco si elle n'avait été poussée par les masses. L'adaptation capitaliste à une situation dominée par l'initiative et l'élan des ouvriers est flagrante. L'histoire n'abonde-t-elle pas d'ailleurs en exemples illustrant la souplesse politique de la bourgeoisie et sa capacité à redresser une situation compromise, pourvu que soit sauvegardé dans ses fondements, si pas dans ses formes, son Etat, condition de son pouvoir politique et économique. Car le problème est là et nous y reviendrons au chapitre suivant. Ce qui en l'occurrence doit retenir notre attention, ce ne sont donc pas les aspects contingents de la lutte, mais l'altération du contenu de cette lutte, alors que le prolétariat trompé sur la valeur politique des républicains bourgeois de Madrid et de Barcelone s'abstient de diriger ses coups contre eux, tout comme contre Franco, et se laisse ainsi illusionner sur la signification de son succès immédiat.

A cet égard, les faits parlent clairement. C'est précisément après le 19 juillet que le prolétariat (nous visons surtout celui de Barcelone) en

conjuguant sa lutte armée avec la grève générale (la première étant conditionnée par la seconde) parvint à s'avancer le plus loin dans le chemin révolutionnaire, à acquérir le maximum de conscience politique compatible avec son immaturité idéologique, à porter la lutte sociale à sa plus haute tension. Ici le cde H. se met en contradiction évidente avec la réalité lorsqu'il affirme que la "grève générale économique est impossible sous la menace des fusilleurs", puisque, au contraire, elle contribua à la défaite de Franco et qu'elle se poursuivit encore pendant plus d'une semaine et que ce ne sont pas les ouvriers qui y mirent fin " consciemment ", mais les organisations qui les dominaient : CNT, UGT, POUM. Pour un marxiste, il ne peut d'ailleurs pas être question d'opposer abstraitement la grève générale à l'insurrection, comme le fait le camarade H., mais bien de relier la première à la seconde, de fondre les deux luttes dans la bataille ultime contre le capitalisme. C'est ce qui se réalisa d'emblée en Espagne et surtout en Catalogne. La grève générale s'éleva immédiatement sur le plan politique et insurrectionnel pendant que les ouvriers posèrent leurs revendications matérielles : la semaine de 36 heures, l'augmentation des salaires, amorcèrent l'expropriation des entreprises, sans cependant parvenir, - en l'absence d'un parti de classe - à percevoir la nécessité fondamentale de destruction de l'Etat capitaliste. Mais cette vision, ils pouvaient l'acquérir par la suite, au cours du processus de formation du parti, à condition de se maintenir sur une base de lutte pour leurs intérêts de classe, leurs conditions matérielles, la seule qui pouvait les opposer directement à l'ensemble de la classe capitaliste.

Ce fut l'inverse qui se réalisa de par les conditions historiques où se trouve le prolétariat espagnol, de par la contradiction insoluble où il se trouva plongé, d'avoir à résoudre le problème du pouvoir sans détenir le programme de la révolution. Très rapidement, en effet, la grève de classe initiale se transforma en une guerre opposant les ouvriers à d'autres ouvriers, les paysans à d'autres paysans, mais sous le contrôle exclusif de la bourgeoisie, de Franco et d'Azana, dont le pouvoir avait été ébranlé, mais non anéanti (1).

Puisque ce pouvoir restait debout, la Généralité de Catalogne notamment, pouvait tranquillement légaliser les actions des ouvriers sur le terrain économique, faire chorus avec les courants " ouvriers " qui, tous, indistinctement, illusionnaient les ouvriers sur les expropriations, le contrôle ouvrier, le partage des terres, l'épuration de l'armée et de la police, etc. mais gardaient un silence criminel sur la réalité terriblement effective, si pas apparente, de l'existence de l'Etat capitaliste.

Il importe donc par conséquent de dégager la signification réelle des événements du début, qui sont d'importance fondamentale car nous considérons que leur contenu politique fut le facteur déterminant de l'évolution ultérieure des situations.

(1) Nous citerons pour mémoire une " fantaisie " de l'Union Communiste de Paris qui considère que la guerre anti-fasciste est une guerre de classe opposant deux armées de classe (!), l'une constituée, du côté de Franco, d'officiers, de phalangistes, de requetes et autres carlistes, tous éléments bourgeois et petits-bourgeois et de mercenaires marocains; l'autre, du côté des " républicains ", de milices ouvrières à contenu prolétarien.

Les milices prolétariennes, surgies spontanément de la fermentation sociale, étaient très vite placées sous le contrôle du Comité Central des Milices, amalgame politique à prédominance capitaliste, puisque les partis bourgeois socialiste et stalinien y comptaient une majorité de délégués.

Mais le facteur décisif, à notre avis et nous y reviendrons, qui bouleversa la situation de fond en comble, ce fut le déplacement d'axe de la lutte prolétarienne. A l'objectif de classe se substitua l'objectif antifasciste. Les revendications naturelles des ouvriers sont subordonnées aux "nécessités" de la victoire sur Franco. Le front militaire prend la place du front de classe. L'orientation des événements est désormais modifiée de 180 degrés, non pas parce que les forces capitalistes en ont repris la direction, mais parce qu'ils ont changé de substance.

Le cde H. nieira que la guerre sur les fronts a éteint la lutte des classes; cette preuve contraire, il la trouve dans la possession et l'administration des entreprises par les ouvriers de Barcelone, ici le cde H. se laisse trop guider, nous semble-t-il par les aspects extérieurs des gestes ouvriers sans s'arrêter à leur signification politique et sans les relier au rapport réel des classes, en définitive le seul critère marxiste en considération. Le cde H. n'a pas tenu compte non plus d'une série de manifestations étroitement solidaires qui nous fournissent la preuve que la lutte militaire contre Franco ne pouvait émaner de la "volonté" ouvrière, bien qu'elle se réalise avec leur "consentement" (mais que vaut ce consentement en l'absence d'un parti de classe ?), mais de la manœuvre capitaliste d'étranglement de la révolution prolétarienne.

Déjà aux environs du 24 juillet, l'UGT et la CNT (le POUM restant sur l'expectative) pouvaient intervenir pour refouler la lutte revendicative, d'autant plus facilement que la Généralité de Companys, tout comme elle avait légalisé les milices et leur Comité central, avait pris le taureau par les cornes et décrété la semaine de 40 heures, une hausse de 15 % sur les salaires, assuré le salaire plein aux ouvriers en lutte, et rétabli par conséquent un certain équilibre social se traduisant par le retour de "l'ordre" dans la rue. La CNT, organisme majoritaire de Barcelone, peut alors préconiser la reprise du travail dans les entreprises alimentaires, dans les services publics et dans celles des industries qui peuvent "appuyer" la lutte antifasciste. Deux jours après, le POUM fait de même afin, dira-t-il, d'assurer la fabrication de bombes, blindages, etc ! Ce n'est pas un produit du hasard si, en même temps, les objectifs prolétariens sont brouillés et si les ouvriers sont écartés des centres vitaux du capitalisme, Barcelone, Valence et Madrid, et éparpillés dans la campagne espagnole de Huesca, Teruel, Saragosse, Guadarama, afin de détruire les "derniers repaires fascistes" figés ensuite sur les fronts militaires, et plongés, en fin de compte, dans l'atmosphère asphyxiante de la guerre, qui dissipe les dernières bribes de conscience qui pouvaient subsister. Avec l'extinction complète de la grève générale, vers le 28 juillet, le danger prolétarien était complètement écarté, la domination bourgeoise sauvegardée et c'est pourquoi les ouvriers pouvaient être parfaitement laissés à leurs illusions de pouvoir économique, puisque celui-ci ne pouvait s'exercer que pour les besoins de la guerre antifasciste et non servir d'appui à la conquête du pouvoir politique.

A notre avis, la thèse du cde H. est viciée à sa base, parce qu'elle ne contient pas la critique fondamentale de la guerre impérialiste en soi. Pour nous c'est celle-ci qui, de par sa nature capitaliste, porte en elle la défaite prolétarienne. Pour le cde H. c'est parce qu'elle est conduite par les "conciliateurs" qu'elle mène à la défaite. Voilà la divergence essentielle. Et ici s'impose la plus grande clarté.

Le cde H.. commence par repousser la thèse de la lutte unilatérale contre le fascisme : " une lutte réelle contre le fascisme ne peut être menée que par le prolétariat luttant pour le socialisme ". (Mais poser la question du socialisme, c'est poser la question de la conquête du pouvoir et celle de la destruction de l'Etat capitaliste et alors il ne s'agit plus de dissocier le fascisme du capitalisme. La lutte des classes s'identifie totalement avec la lutte révolutionnaire en vue de jeter bas le capitalisme. Elle se développe évidemment contre l'ensemble de la classe bourgeoise, contre Franco comme contre Azana et Companys. Mais elle ne peut se dérouler sur deux plans divergents, elle ne peut se mener à la fois sur un front militaire et sur le front des classes, parce que le premier fusionne les classes (et il n'en est jamais autrement) tandis que le second les oppose irréductiblement. Pour le cde H.. la " lutte contre les conciliateurs ne s'oppose pas à la lutte contre le fascisme; elle ne fait qu'un avec cette dernière. Le front des conciliateurs est un front qui unit pour le moment avec le consentement de la classe ouvrière - c'est très important - plusieurs classes ".

Ainsi le cde H.., bien qu'admettant que la lutte antifasciste se poursuit sous le régime de la collaboration de classe et de la défense des intérêts capitalistes, se refuse néanmoins à en reconnaître le contenu impérialiste et continue à affirmer que " la lutte militaire contre Franco était une condition de vie ou de mort pour le prolétariat espagnol ". Cela équivaut, qu'il le veuille ou non, à une position de "défense nationale" assimilable à celle prise en 14 par les socialistes belges et français défendant les "libertés démocratiques" contre le "militarisme prussien". Prudemment, il avait dit que le fait d'avoir mis au premier plan la défense militaire a "retardé la différenciation sociale dans le camp antifasciste " et que cela eut pour effet de " river à nouveau le prolétariat espagnol à la défense du système capitaliste, grâce au gouvernement d'Union Sacrée ". " Mais il est, d'autre part, faux d'affirmer que les revers militaires ont freiné la lutte révolutionnaire " ; alors qu'au contraire, les faits démontrent que la guerre des classes a été étouffée par la guerre antifasciste. Même "victorieuse", la lutte antifasciste devait représenter une défaite prolétarienne, tout comme la victoire sur le militarisme allemand, en 18, a raffermi la domination des bourgeoisies " démocratiques."

On peut considérer à la rigueur que, dans ses manifestations, la guerre en Espagne n'est pas absolument assimilable à la guerre impérialiste puisque celle-ci oppose directement des clans bourgeois antagoniques, tandis que la première oppose la bourgeoisie au prolétariat, non pas sous l'aspect de la démocratie contre le fascisme, mais sous celui d'une lutte où le prolétariat ne joue aucun rôle indépendant, où il se fait massacrer au profit d'une même bourgeoisie qui joue sur deux tableaux : le front fasciste et le front antifasciste, en somme sous l'aspect d'une " guerre de classes " où le prolétariat est absent en tant que classe consciente de ses intérêts et de ses buts; c'est ce qui nous ramène tout de même aux caractéristiques fondamentales de la guerre impérialiste. Ne voit-on pas d'ailleurs l'Espagne apparaître de plus en plus comme un puissant bouillon de culture des contrastes impérialistes que le capitalisme mondial parvient encore à circonscrire mais qui, demain, peuvent allumer le conflit général ?

Aujourd'hui que, sous l'évidence des faits, le cde H.. paraît s'orienter vers le "défaitisme" vis-à-vis de la lutte militaire en Espagne, nous lui demandons aussi d'admettre que l'antifascisme devait conduire à l'impasse actuelle.

IV.- Etat capitaliste ou état prolétarien.

L'aspect extérieur des événements qui se sont succédés après le 19 juillet (surtout en Catalogne) a fait singulièrement reléguer à l'arrière-plan les deux conceptions centrales du marxisme : sur l'Etat et sur le parti, - alors que la révolution d'Octobre 1917 les avait lumineusement mises en évidence, en détruisant l'Etat capitaliste et en substituant au pouvoir de la bourgeoisie celui du prolétariat s'exprimant au travers de son parti.

Pour ce qui est de l'Espagne, on a beaucoup évoqué la Révolution prolétarienne en "marche", bavardé sur la dualité des pouvoirs, le pouvoir "effectif" des ouvriers, la gestion "socialiste", la "collectivisation" des usines et des terres, mais à aucun moment là-bas, le problème de l'Etat comme celui du parti, n'ont été posés sur des bases marxistes. Au contraire, l'équivoque y a triomphé sur toute la ligne en tant qu'expression de la confusion idéologique imprégnant ceux qui se disaient les conducteurs de la révolution : la CNT et le POUM.

Il est vrai que les facteurs révolutionnaires objectifs, dont nous avons parlé au début : faiblesse politique de la bourgeoisie, dynamisme des masses appuyé sur de puissants contrastes sociaux, conjugués activement dans une situation extrême, ont pu un moment fausser les appréciations de la réalité; mais ces mêmes facteurs ont, par contre, révélé leur côté négatif en l'absence du facteur subjectif : le parti, seul capable, appuyé sur les masses, d'associer les facteurs objectifs à la réalisation du programme de la révolution, de poser concrètement le problème de la destruction complète de l'appareil étatique bourgeois, condition de la révolution sociale. A ce problème fondamental, on a substitué celui de la destruction des "bandes fascistes" et l'Etat bourgeois est resté debout tout en prenant figure "prolétarienne". Mais on a laissé planer l'équivoque criminelle de sa destruction partielle et à l'existence d'un "pouvoir ouvrier réel", juxtaposé au "pouvoir de façade" de la bourgeoisie, qui se serait concrétisé en Catalogne dans deux organismes "prolétariens", le Comité central des Milices antifascistes et le Conseil de l'Economie. En même temps qu'on reconnaissait un seul pouvoir effectif : celui des ouvriers, on parlait de dualité de pouvoirs, en passant outre à la contradiction grossière ainsi révélée, car dualité de pouvoirs signifie coexistence, seulement temporaire de deux pouvoirs réels, la dualité devant inévitablement se fondre en l'unité du pouvoir, au profit exclusif de la bourgeoisie ou au profit exclusif du prolétariat.

Nous savons que la réalité fut toute différente et qu'elle n'exprima ni le pouvoir unique des ouvriers, ni même la dualité des pouvoirs parce qu'à aucun moment la bourgeoisie ne se vit opposer le programme de la révolution prolétarienne et que la substance politique du pouvoir resta totalement bourgeoise. Car c'est le fond de la question. Une dualité de pouvoir met face à face deux organismes gouvernementaux opposés par la base, le programme et la politique de classe. La première et la seule expérience de dualité de pouvoirs fut jusqu'ici celle apportée par la révolution russe de février à octobre 1917. Encore Lénine ne manqua-t-il pas de souligner que durant cette période le pouvoir prolétarien bien que fondé sur les Soviets, puissante organisation de masses, n'était qu'un pouvoir embryonnaire, qui n'existait effectivement que dans la mesure où les soviets exerçaient le pouvoir; ce qui pour lui signifiait dans la mesure où le parti de classe étendait son influence au sein des

Soviets, dans la mesure où les communistes, armés du programme de la révolution, libéraient les prolétaires de l'idéologie bourgeoise et dirigeaient l'initiative des masses. Et Lénine ajoutait que le pouvoir bourgeois subsistait d'autant plus effectivement " qu'il s'appuyait sur un accord direct et indirect, formel et réel avec les Soviets ", et ce, à cause du manque de conscience des prolétaires. Mais la lutte des classes grandissante et le renforcement du parti bolchévik bouleversèrent ce rapport de forces et engendrèrent octobre 1917.

En Espagne, après le 19 juillet 1936, ne se trouva nulle part trace d'organisation de masse pouvant s'apparenter aux Soviets, ni de l'opposition de deux politiques de classe d'où pouvait sortir un "octobre" espagnol. Il n'exista pas de pouvoir prolétarien embryonnaire, parce qu'il n'eut même pas le temps de surgir de l'effervescence initiale.

Et les Milices antifascistes ? dira-t-on. Et le Conseil de l'Economie ? Si les Milices paraissent bien avoir été une création spontanée des masses, en riposte à Franco, ces masses n'eurent malheureusement pas la possibilité d'en faire des organisations de masse qui eussent pu devenir l'embryon du pouvoir prolétarien en même temps qu'un instrument puissant de guerre civile. Elles et leurs milices furent immédiatement happés par les partis " ouvriers " et placés sous la direction de ce fameux Comité des milices qui, en imprimant un caractère paritaire aux milices, leur enlevait toute possibilité de devenir un organisme unitaire et par conséquent, creusait la fosse de la révolution prolétarienne. De l'aveu même du POUM, la composition du comité excluait toute prépondérance prolétarienne. Mais d'autre part était exclu également tout travail de pénétration communiste au sein des milices par la dispersion extérieure sur les fronts et la tension intérieure des énergies ouvrières vers la menace antifasciste. La menace qui avait plané pendant quelques jours sur le pouvoir bourgeois disparut rapidement et celui-ci n'eut plus qu'à s'adapter temporairement à la situation de fait qui, pour lui, ne pouvait qu'évoluer favorablement, puisqu'avec la création du Comité Central des Milices et du Conseil de l'Economie - organisations griffés sur l'Etat capitaliste - avaient été jetées les bases de l'Union sacrée qui allait présider au massacre des prolétaires.

Les rouages essentiels de l'Etat restèrent intacts :

L'armée (elle n'était pas fort importante) prit d'autres formes - on devenant la milice - mais elle garda son contenu bourgeois en défendant les intérêts capitalistes dans la guerre antifasciste.

La police, formée des gardes d'assaut et des gardes civils ne fut pas dispersée, mais elle s'effaça quelque temps (dans les casernes) pour réapparaître en temps opportun.

La bureaucratie du pouvoir central continua à fonctionner et elle étendit ses ramifications au sein du Comité des Milices et du Conseil de l'Economie dont elle ne devint nullement l'agent d'exécution, mais dont elle inspira au contraire les directives conformes aux intérêts capitalistes.

De la politique économique développée par ces organismes en conjonction avec le gouvernement de la Généralité, " l'Information " de Paris, peut dire, dès le début d'août (1), qu'elle ne sortait pas des cadres capitalistes. Les décrets sur la collectivisation - qui sont sortis fin octobre - malgré leur formulation radicale, peuvent difficilement représenter un progrès " socialiste " sur le mois d'août, alors que la situation des classes évolue, non vers la

(1) 1936.

révolution prolétarienne, mais vers le raffermissement de la domination bourgeoise. La signification sociale des mesures de collectivisation est clairement dégagée par le contenu du pacte conclu le 22 octobre (les décrets sont du 24) entre les anarchistes et les socialo-staliniens (à l'exclusion du P.O.U.M.) dans lequel il est question de la collectivisation de tout ce qui est nécessaire aux besoins de la guerre.

Au surplus, l'expérience historique nous montre qu'il ne peut être sérieusement question de collectivisation, de contrôle ouvrier, de révolution socialiste, avant l'abolition du pouvoir politique de la bourgeoisie. Le camarade H., dans son rapport, a fait l'inverse, et il faut bien constater que la méthode adoptée fausse son analyse.

Il commence par affirmer l'ampleur de la "révolution socialiste", sur la base des décrets sur la collectivisation, dont nous venons de parler et qui, pour lui, marquent un profond bouleversement des rapports de classe et du régime de la propriété privée (en octobre. (1)). Mais au chapitre suivant, lorsqu'il aborde l'aspect politique du problème, il lui faut d'abord admettre que, puisque la conquête du pouvoir n'a pas été posée sérieusement par aucun parti ouvrier, il n'y a pas à présent de révolution socialiste en Espagne. Pour H., comme pour nous, il est clair que l'Etat bourgeois n'a pas été détruit et qu'il a seulement assoupli ses méthodes de domination sous l'empire des faits. Pour H. aussi, les organes du pouvoir prolétarien, les organismes unitaires où les masses auraient pu développer leur conscience politique, n'ont pas été créés, même à l'état embryonnaire. Pour nous, par surcroît, il n'exista pas de pouvoir ouvrier, même un jour (ce n'est pas l'avis du cde H.) car les deux choses qu'il doit comporter étaient absentes : les organes et la conscience prolétarienne qui les anime, celle-ci ne pouvant surgir spontanément, mais au travers d'un processus de clarification politique.

Pour ce qui est des mesures de collectivisation, le cde H., après les avoir valorisées à l'excès à notre avis, convient qu'elles correspondent à une manœuvre politique de la bourgeoisie se pliant à une nécessité de fait et qu'elles n'ont donc pas de valeur en soi : " qu'importe en effet au prolétariat que les gouvernements de Caballero et de Companys ratifient toutes les expropriations réalisées par le prolétariat, s'ils conduisent la révolution prolétarienne à sa perte, s'ils conduisent la guerre de telle façon qu'elle doive conduire à la victoire du fascisme ". C'est aussi notre avis, mais avec cette différence, que la guerre antifasciste placée inévitablement sous le signe des intérêts capitalistes, est à l'origine de la défaite prolétarienne qui vient.

V.- L'union Sacrée.

Comme nous l'avons marqué, immédiatement après le 19 juillet, les ouvriers espagnols se sont vu barrer la route de la révolution. L'effervescence de caractère insurrectionnel est canalisée vers la lutte antifasciste. Cette conversion se traduit par une transformation dans la nature des situations. A l'agitation ouvrière est imprimée à nouveau une orientation capitaliste et cela est prouvé par l'impossibilité où se trouvent les prolétaires de créer des organisations de masses dont pouvait surgir le parti révolutionnaire. Cela,

(1) 1936.

le cde H. le perçoit parfaitement, mais il n'en tire pas les conclusions politiques, ou plutôt il n'en conclut pas à un renversement du rapport des classes. Pour lui, la lutte antifasciste ne tourne pas le dos à la révolution, mais elle en constitue une phase nécessaire, s'intégrant à la lutte révolutionnaire d'ensemble. Nous voyons une incompatibilité entre les deux luttes. La guerre antifasciste est le produit du maintien de la domination capitaliste d'une part, et de l'absence d'un parti révolutionnaire d'autre part. Son déclenchement constitue déjà une défaite pour le prolétariat. Sur le terrain de classes, elle a la même signification que la guerre impérialiste et elle engendre tout aussi naturellement l'union sacrée, que le cde H. doit se borner à enregistrer sans l'expliquer. La guerre antifasciste en Espagne ne peut être à la fois capitaliste et prolétarienne. Elle ne pourrait changer de nature que sous la direction du prolétariat érigé en classe dominante, en tant que prolongement de la guerre civile, comme cela s'est passé en Russie, après octobre 1917. S'y rallier avant la prise du pouvoir, c'est se placer sur une position de défense nationale que Lénine dénonça lorsqu'il rejeta le bloc avec les socialistes révolutionnaires en vue de combattre Kornilov, en août 1917. En Espagne, le prolétariat devait se refuser de combattre Franco sous le drapeau capitaliste d'antifascisme et devait se concentrer sur le front de la lutte contre la bourgeoisie espagnole, de Companys, de Giral et de Franco. Le chemin de l'insurrection prolétarienne ne pouvait pas passer par celui de la guerre militaire, mais par celui de la guerre civile.

Nous avons déjà marqué précédemment qu'en Catalogne, l'Union Sacrée trouva son expression organique dans la constitution du Comité Central des Milices et le Conseil de l'Economie, alors que ceux-ci furent présentés comme les organes du pouvoir prolétarien, comme l'expression de la dictature du prolétariat (POUM). A Madrid, l'instrument de la collaboration guerrière fut le Front populaire. Sous la direction simultanée de ces forces capitalistes, nous assisterons alors à une évolution où la guerre antifasciste, capitaliste par nature, prendra de plus en plus la forme de la guerre moderne, parallèlement à l'apparition de plus en plus élevée de la collaboration de classes.

Et ne sont-ce pas là des phénomènes que nous a déjà révélés la première guerre impérialiste ?

Au début, le verbalisme révolutionnaire garde le dessus, particulièrement en Catalogne où dominant le POUM et la CNT. Mais le mythe de la guerre antifasciste submerge rapidement toute préoccupation de classe sous l'impulsion de ces mêmes courants. A Madrid, sur la foi de Giral, les staliniciens deviennent des gens d'ordre. A Barcelone, Companys dira de la CNT " qu'elle assume le rôle délaissé par l'armée rebelle de contrôler et de protéger la société et qu'elle est devenue un instrument entre les mains du gouvernement démocratique ". Les " expropriations " des ouvriers sont intégrées dans le cadre d'un capitalisme d'Etat et qui reste sous le contrôle bourgeois, pour " les besoins de la guerre " avec le concours des organisations syndicales et les soi-disant " organes du pouvoir prolétarien ". Parallèlement se réalisa le désarmement progressif des ouvriers à l'arrière et la militarisation de toute la vie sociale. A la fin d'août (1), " L'Information " de Paris, pourra constater avec satisfaction qu'à Madrid et à Barcelone, " Les autorités compétentes font des efforts " diplomatiques " en vue d'obtenir le désarmement des masses ouvrières non enrôlées dans les milices antifascistes et la militarisation de celle-ci ". Le Comité Central des Milices coopéra à ces efforts.

(1) 1936.

Et les échecs militaires/^{qui} se succéderont auront comme effet de stimuler et d'accélérer le désarmement social et l'armement idéologique et matériel pour la guerre.

Le massacre de Badajoz, suivi de la rédition d'Irun et de la marche sur Tolède et Madrid, déterminèrent une conversion à "gauche" avec la construction du gouvernement de Caballero, salué de "progressiste" par les anarchistes et POUMistes. Son programme se résuma dans l'organisation des Milices, le renforcement de la discipline civile et militaire dans le "respect" de la loi républicaine. Pour l'appuyer, la CNT proposera la formation d'un Conseil National de Défense où elle enverrait des délégués "techniques", ainsi que la création des milices de guerre avec une direction militaire unique sous le contrôle d'un Commissariat de la Guerre. En Catalogne, la Généralité s'annexera le fameux Comité des Milices comme service du Ministère de la Défense, par souci de se maintenir une apparence d'autorité vis-à-vis de "l'opinion internationale".

Le POUM dira que le gouvernement de "façade" de Companys ne fera que mieux couvrir ainsi le pouvoir réel des ouvriers. Voilà une façon on ne peut plus criminelle de violer la réalité historique, mais les "avant-gardistes" n'en resteront pas là. Quelques jours plus tard se réalisera ouvertement l'union sacrée gouvernementale, qui s'intitulera "Conseil" de la Généralité pour ménager la susceptibilité des anarchistes. CNT, POUM, UGT, staliniens, socialistes et bourgeoisie catalane unieront leurs efforts pour la cause de l'antifascisme. Les anarchistes, qui s'étaient déjà convertis au "centralisme", deviendront des "autoritaires" convaincus, parce que, justifieront-ils : "La révolution a ses exigences... La dualité des pouvoirs ne pouvait persister... Il nous fallait occuper la place correspondante à notre force". Cela ne les empêcha pas d'être trois délégués sur douze, alors qu'ils prétendaient représenter la majorité du prolétariat catalan. Le POUM dira qu'il s'agit d'une "étape de transition" alors que précédemment il avait parlé de dictature du prolétariat sous l'égide de tous les partis "ouvriers".

Le programme gouvernemental sera dominé par les problèmes posés par la guerre. Il s'agira d'établir "l'ordre révolutionnaire" et de suivre les traces du gouvernement Caballero : discipline, commandement unique, milices obligatoires (le POUM parlera d'armée rouge), proclamation des droits des peuples à l'autonomie. Immédiatement le Comité des Milices, "seul pouvoir réel", disparaîtra définitivement. Les municipalités reprendront le rôle des Comités antifascistes qu'on avait assimilés aux Soviets. L'atmosphère s'épaissira et l'organisation du massacre des ouvriers se développe. A Madrid, puis à Barcelone, sont lancés des décrets de mobilisation générale transformant les milices en armée régulière. En même temps, la CNT lance ses "consignes syndicales" au prolétariat catalan (non commentées par le POUM) : "Travailler, produire et vaincre. Pas de revendications de salaires ni autres. Tout doit être subordonné à la production de guerre". En somme, tout pour le front antifasciste : trêve de luttes de classes; langage de guerre des social-patriotes de 1914-1918 repris par les "libertaires" de 1936. Le "Pacte d'unification révolutionnaire", entre tous les partis et syndicats de Catalogne (à l'exception du POUM), viendra sceller ce "contrat social" d'Union sacrée. Le premier point inclura l'engagement formel "d'exécuter les décisions et décrets du Conseil de la Généralité en mettant au service de leur application toute notre influence et notre appareil organique". Après la prise de Tolède et l'avance sur Madrid, l'Union sacrée sera parachève à Madrid par l'entrée des anarchistes dans le gouvernement de Caballero qui s'intitulera Conseil de défense de la république. Le capitalisme espagnol et international sera bien servi.

VI.- La guerre d'Espagne et le prolétariat international.

Les faits parlent brutalement aujourd'hui. Il ne s'agit plus de Révolution, mais de guerre capitaliste. La lutte en Espagne oppose effectivement la bourgeoisie au prolétariat, mais dans une situation où celui-ci consent à sa propre destruction au profit du capitalisme, tout comme pendant la guerre mondiale de 1914-1918, il consentait à mourir pour " l'avenir du socialisme ", qu'il fallait préserver de la " barbarie pangermaniste ". Personne ne nie plus à présent que l'Espagne est devenue l'arène des compétitions impérialistes. Déjà en septembre à Genève, le ministre socialiste (de gauche) des affaires étrangères d'Espagne, Del Vayo, pouvait déclarer assez justement que " sous nos propres yeux, les champs ensanglantés d'Espagne sont déjà en fait les champs de bataille de la guerre mondiale. Cette lutte, une fois commencée, s'est immédiatement transformée en question internationale ". Evidemment, pour Del Vayo, comme pour ses confrères socialistes et stalinien, la guerre prochaine prendra l'aspect d'un conflit de deux idéologies "opposées" : démocratie-fascisme. Cependant, nous savons que jusqu'ici la solidarité tacite, bien que terriblement effective, des Etats démocratiques et fascistes n'a pas cessé de s'exercer contre le prolétariat espagnol avec l'appui inconséquent du prolétariat international. C'est sous le couvert de la farce de la non-intervention due à l'initiative du gouvernement de front populaire de Blum que cette solidarité se réalisa le plus efficacement en immobilisant les prolétaires de France, d'Angleterre, de Belgique, tout en contenant et en freinant le développement des contrastes impérialistes. Car Blum disait vrai lorsqu'il invoquait la perspective de la guerre mondiale à la suite d'une intervention plus brutale des Etats démocratiques dans les événements espagnols. Cela n'empêchait d'ailleurs pas ceux-ci de favoriser tacitement le recrutement des volontaires pour le massacre sous le signe du front populaire d'Espagne. De l'autre côté, les Etats fascistes pouvaient intervenir ouvertement en matériel et hommes, protégés par l'attitude de "neutralité" des démocraties, qui correspondait à la "volonté" de celles-ci de freiner l'évolution vers la guerre impérialiste généralisée : Y. Delbos, ministre français des Affaires Etrangères n'avait-il pas déclaré en octobre qu'il fallait à tout prix éviter une crise internationale aiguë qui aurait pu évoluer, suivant son expression, à une "guerre de sécession" en Europe. Mais pour le prolétariat international, le problème de classe pouvait-il se présenter sous l'angle de l'intervention ou de la non-intervention, toutes deux de nature capitaliste. A ce sujet, le rapport de cde H. est équivoque. Il repousse l'argumentation par laquelle Blum justifia la non-intervention. Cependant, lorsqu'il considère comme faux " qu'une politique de soutien à la révolution amènera une guerre mondiale ", qu'entend-il par " politique de soutien " ? Car la clarté s'impose en l'occurrence. Croit-il que le soutien ouvert au front populaire espagnol, sous le contrôle du capitalisme, était de nature à favoriser le développement de la révolution prolétarienne en Espagne ? En d'autres termes, le prolétariat international, en luttant pour la " levée du blocus ", pour "obliger" Blum, Eden, Staline, à adopter l'interventionnisme, aidait-il le prolétariat espagnol ? Tout d'abord, si les Etats démocratiques ne répondirent pas aux agissements d'Hitler et de Mussolini par une autre intervention ouverte, ce n'est pas dans la crainte qu'une aide matérielle massive pouvait contribuer à renforcer les positions de classe des ouvriers espagnols, à élever leur conscience révolutionnaire, à entraver le processus d'union sacrée. Une telle hypothèse reste à démontrer. D'une part, la guerre antifasciste, avec l'appui direct des Etats fascistes et l'appui indirect des Etats démocratiques apparaissait comme l'instrument parfait d'asservissement du prolétariat espagnol aux intérêts capitalistes. Mais d'autre part, il est certain que dans le cas d'une puissante effervescence ouvrière devait déborder le cadre de l'union sacrée et menacer la bourgeoisie espagnole, on assisterait à une conjoncture immédiate des forces "démocratiques" d'Espagne, de France, d'Angleterre, de Belgique et de Russie, en vue de l'écrasement des ouvriers et des paysans d'Espagne.

Mais en l'absence d'une telle perspective, n'avons-nous pas assisté déjà à l'appui ouvert de l'URSS au camp antifasciste, en réalisant dans une situation où, comme le constate le camarade H., "le prolétariat espagnol se trouve à nouveau rivié à la défense du système capitaliste". Il est évident que l'URSS agissait ainsi, non pas pour soutenir le prolétariat espagnol, mais pour défendre sa position particulière dans le concert de l'impérialisme mondial.

Le cde H. considère néanmoins, que le soutien du prolétariat en hommes et en armes s'impose. Mais puisque lui-même admet que ce soutien ne se réalise pratiquement que pour des buts capitalistes, suivant l'exemple de l'URSS, comment conçoit-il que le prolétariat espagnol puisse échapper à l'emprise bourgeoise en se plaçant sur le terrain de l'interventionnisme armé. La tentative du camarade H. d'établir une distinction en ce domaine entre l'aide prolétarienne et l'aide capitaliste est purement abstraite parce qu'elle ne tient pas compte des positions des classes en lutte. Le cde H. s'en rend d'ailleurs bien compte lorsqu'il dit que " l'envoi d'hommes et de munitions en Espagne est le moyen le plus bruyant, mais non le plus efficace de soutenir la révolution... et que la présence ici des ouvriers socialistes et communistes envoyés en Espagne serait mille fois plus précieuse que leur présence en Espagne ". Mais le camarade H. doit savoir que si cette forme de soutien est revendiquée par les traîtres socialistes et stalinien (auxquels sont venus s'ajouter les anarchistes, le POUM et les trotskystes) c'est justement parce qu'elle a une fonction contre-révolutionnaire et non parce qu'elle peut contribuer au développement de la révolution espagnole. D'ailleurs ne remarque-t-il pas lui-même que le soutien armé "n'a pris une réelle ampleur qu'avec le recul du prolétariat espagnol dans la révolution, recul marqué par l'entrée des anarchistes et du POUM dans l'union sacrée" ? Et sa conclusion n'est-elle pas que chaque prolétaire doit marquer avant tout sa solidarité du prolétariat espagnol en combattant sa propre bourgeoisie ? Mais peut-on combattre celle-ci et en même temps soutenir la bourgeoisie "républicaine" d'Espagne en lui envoyant des prolétaires en holocauste ? La position du camarade Hennaut revient à répondre affirmativement, car s'il est vrai, qu'en pensée, il se prononce pour l'aide au prolétariat espagnol et non pour l'aide au capitalisme espagnol, en fait, son rattachement à la guerre antifasciste désarme idéologiquement les ouvriers d'Espagne et d'ailleurs.

En Espagne, aujourd'hui, il ne s'agit pas de révolution, mais de guerre. Une guerre qui est sous l'emprise de la domination capitaliste. C'est un axiome marxiste. Le prolétariat peut être impuissant à s'y opposer. Il ne peut l'accepter. Il ne peut oublier la leçon de 1914, qui est définitive. A la guerre, il doit opposer sa propre guerre civile pour l'abolition de l'Etat capitaliste, quelles que soient les répercussions militaires qui puissent en découler.

Les ouvriers et les paysans d'Espagne, en se faisant massacrer sous le drapeau de l'antifascisme ne luttent pas pour le socialisme, mais pour le triomphe du capitalisme. La guerre antifasciste n'est pas dirigée contre le capitalisme, mais contre le prolétariat. Ou le prolétariat espagnol parviendra à se désintégrer des fronts militaires, à forger ses propres organes de lutte et son parti, à instaurer sa propre domination, ou il sera écrasé, même s'il est vainqueur de Franco.

Le prolétariat international peut épauler les ouvriers espagnols uniquement par des actions de classe dirigées contre l'appareil économique et politique du capitalisme.

L'action internationale de chaque prolétariat ne peut consister qu'en une lutte de classe décisive sur le terrain national. C'est pourquoi l'aide effective à l'Espagne révolutionnaire réside uniquement dans le bouleversement mondial du rapport des classes. (°)

(°) Ce texte de janvier 1937 a été publié dans la revue "Entre-deux-mondes" Bruxelles 1946, n° 1.

(A propos de la mort d'Albert EINSTEIN)

- L'opinion, matière plastique.

Les vastes mécanismes et engrenages de "l'information mondiale", toujours tendus et savamment prêts à se jeter sur toutes les grandes occasions propices au commerce de la "nouvelle", avec ses innombrables condiments, bariolages et mises en scène, ont démarré sur un rythme puissant après l'annonce de la mort du grand savant, victime d'une grave erreur de diagnostic médico-chirurgical, alors que rien ne laissait prévoir sa fin.

La matière à déverser était de premier ordre : occasion inespérée ! On l'a apprêtée généreusement de tous les côtés, sur le ton prévisible et en usant lourdement de tous les lieux communs dont il plaît au public moderne de s'abreuver à l'infini. Dans sa naïveté existentielle (en vérité, il faut féliciter vivement cette pauvre Opinion, soi-disant reine du monde moderne, si au milieu de tout ce vacarme elle parvient encore à conclure que la seule chose certaine c'est que tout sera sauvé si on se met à lui obéir), le public de tous les pays qui lit, écoute et regarde suivant des règles standardisées, déglutit sa ration d'information et de " culture " comme il le fait pour tout ce que lui propose l'omnipotente publicité, non pour qu'il se désaltère, mais pour le rendre encore plus esclave de sa soif surexité.

Le corps d'Einstein n'avait pas eu le temps d'être incinéré, que déjà la grande fanfare scandait son infernal crescendo de banalités frelatées : la plus haute intelligence de l'époque moderne avait fait à cette humanité désespérée le don terrible de la bombe atomique, cause certaine de son extermination; s'appliquant ensuite à méditer sur cette énorme responsabilité il s'était répandu en lamentations philanthropiques, et dans son testament spirituel (l'originalité de l'invention est vraiment à la base du style journalistique moderne !) il invoque les panacées morales et le piétisme démocratique pour éviter la ruine.

Grand architecte d'une révolution scientifique - qui fut lancée, en édition de vulgarisation, comme une "banqueroute de la science", la "fin du déterminisme", et donc comme ayant soi-disant fait justice du matérialisme historique marxiste et révolutionnaire - on pouvait bien dans le borborygme contemporain et universel de l'émiettement idéologique et théorique, le faire sortir de son isolement de misanthrope, le faire passer sur la scène politique pour un ami de la moitié " marxiste " du monde, et lui faire réciter avec le mouvement mondial des communistes colombophiles et doucereux l'hymne à la paix la plus vile et la plus impossible, celle que l'on prêche comme découlant de la sainteté générale de l'autonomie de l'individu-personne.

Il n'est pas étrange que le camp rouge, dans cette dispute mondiale autour du meilleur emploi de ce mensonge monstrueux, cherche à utiliser une telle ressource, aujourd'hui que son éclectisme vis-à-vis des principes auxquels il feint toutefois de croire encore (spécialement en ce qui concerne les liens entre science et philosophie, science et politique) l'a conduit à spéculer sur les approbations, de quelque côté qu'elles viennent, jusque sur la parole du pape.

Ainsi celui que la vulgarité américaine prétendait mesurer, avec ses tests de foire de village, comme la plus haute machine cérébrale en fonction dans le monde, celui que le racisme avait élevé au rang de porte-drapeau de ce "peuple élu" qui a donné au monde les plus grands maîtres (Moïse, Christ, Marx et Einstein) finissait au cours de ces dernières années comme camclot, en matières sociales, d'idées de quatre sous.

Tout ceci plaît à l'opinion. En ces temps où l'on tente de tous les côtés de la revendiquer comme la machine motrice du monde, comme la gouvernante de la société et de la nature physique, elle se montre plastique et souple comme une bouillie, et sait le résister au milieu de tout le savant malaxage du bourrage de crâne. Rien n'est plus maniable et frêle que le comportement du monde libre vanté à l'ouest, ou celui de la démocratie populaire "à la base" exaltée à l'est.

L'opinion peut très bien se placer parmi les matières premières de la production moderne, esclave du capital. Elle n'a pas de fibre, elle n'a pas d'innervation; elle n'a pas d'épine dorsale, comme les matériaux de construction classique; on peut la faire fléchir ou se raidir à volonté dans une direction quelconque: elle est "isotrope"; elle est timide et passive à n'importe quelle température, sous toutes les latitudes. Son pouvoir d'adaptation et sa lâcheté moutonnaire, dans l'époque que nous traversons ont dépassé tout ce qui était concevable, et terni les vieilles fables rhétoriques sur l'ignorance générale et l'obscurantisme des époques révolues.

En tant que politique, le pauvre vieux Einstein ne pouvait nous faire peur. Mais en tant que représentant d'une phase historique de la connaissance scientifique, doit-on le considérer comme un ennemi ?

- La " crise " de la science.

L'époque moderne, celle que Lénine a appelée à l'échelle historique, impérialisme - étape récente du capitalisme - c'est-à-dire l'avènement de la forme massive, ultra-centralisée et ultra-antisociale établie par la doctrine marxiste comme prémisses à la destruction du système capitaliste, est caractérisée par une vague d'autocritique corrosive de la science officielle, idéologie de la classe dominante.

La sûreté, l'orgueil et la marche triomphale de la science " laïque " dans la période post-révolutionnaire de la bourgeoisie, fondée sur la base somptueuse de la démolition philosophique de la pensée médiévale, ecclésiastique et autoritaire, qui fut dirigée dans tous les pays avancés de l'Europe, avant même les révolutions libérales, par les illuministes, les sensualistes, les criticistes, s'opposent d'une façon tout à fait évidente aux plus récentes hésitations, aux doutes et à la frénésie de révision des " penseurs " du début du XX^e siècle, qui s'épuisent à remettre sur pieds les idoles détruites.

Pour nous, marxistes, ceci se relie à ce fait social qu'à l'avènement du libéralisme (qui apparut au monde comme un fait de pensée, dans le domaine philosophique, juridique et politique) les grandes révolutions ouvrent la voie aux rythmes du mode bourgeois de production, qui à sa naissance assume un intérêt de classe et un intérêt social. Par rapport à l'ancien mode, il garantit plus de services pour moins de tourment social de travail; il augmente la productivité du travail social, et élève à grands bonds la tonneur géné-

rale de l'activité et des satisfactions. Mais au cours d'un long cycle, il épuisera sa phase féconde, pour croître en parasite.

En outre, il y a la lutte de classes, la défense contre-révolutionnaire et la résistance à la théorie du nouveau protagoniste : le prolétariat. Il apparaît à la bourgeoisie qu'elle a donné des armes à son ennemi. Et c'est vrai, car la nouvelle théorie trouve son fondement dans celles trop audacieuses de la pensée bourgeoise à son origine. Depuis un siècle, nous, révolutionnaires du prolétariat, nous revendiquons le déterminisme dans l'histoire, et nous fondons sur lui les lois du déclin de ce système que la bourgeoisie rêvait éternel, nous anticipons pour elle les funérailles qu'elle dansa ~~etc.~~ sur les ruines des trônes et des autels.

Un siècle après Napoléon I^o la bourgeoisie renie le blasphème téméraire de Laplace qui avait écrit le théorème fondamental du déterminisme dans le domaine de la nature : étant donnés toutes les positions et tous les mouvements des particules de matière à un moment donné, nous serons en mesure de calculer mathématiquement leurs positions et leurs mouvements à un instant futur quelconque de la vie du cosmos.

La nouvelle classe dominante vit avec terreur une paraphrase de cette prophétie cosmique dans la prophétie sociale de Marx : étant donnés les rapports économiques et sociaux entre les classes et leurs contradictions, les mouvements qui firent passer le pouvoir des féodaux aux capitalistes, nous sommes en mesure d'établir les lois du passage futur du pouvoir de la bourgeoisie au prolétariat, et la destruction de la forme économique capitaliste.

La pensée moderne et le privilège moderne alimenté, socialement parlant, par les recherches de la première - aujourd'hui qu'ils ont largement épuisé leur élan vers la conquête du futur et qu'il leur semble qu'ils ont trop détruit - ont fait tout ce qu'ils pouvaient pour repousser loin d'eux le cauchemar de cette nouvelle palingénèse.

Sur le matérialisme et le positivisme du XVIII^o siècle, non dans le domaine philosophique qu'une telle orientation réduisait graduellement d'importance, mais dans le domaine de la science de la nature, s'abattit une critique (non dénuée certes de subtilité profonde) qui mettait en doute la solidité de la méthode expérimentale et la validité de la recherche scientifique, en proposant à nouveau, sous une forme au goût du jour, tout le doute antique sur les rapports entre objet et sujet, réalité et expérience, nature et connaissance humaine.

Ce vaste mouvement aux multiples écoles, de Mach à Bergson, de James à Poincaré, d'Avéranus à Le Roy, etc, reconnaît-il Einstein comme son maître, le compte-t-il parmi ses disciples, est-il renforcé par sa conception physico-mathématique? Aucune de ces thèses n'est exacte, ni chronologiquement, ni théoriquement. Einstein n'est pas le porte-drapeau de l'anti-déterminisme, le champion de cette théorie philosophique de l'incertitude qui aboutit à l'impossibilité de la connaissance philosophique. Il n'est pas non plus le champion de la méthode probabiliste, connue d'ailleurs des classiques et dont les lois ont été étudiées par Laplace lui-même lequel, s'il avait tant soit peu touché à la politique, ne se serait pas contenté de dire : il est seulement très probable que la bourgeoisie et son idéologie s'en aillent au diable.

- Les apports d' Einstein -

L'oeuvre physique d'Einstein est très complexe. Ce qu'il y eut peut-être de plus remarquable chez lui fut de ne pas ^{se} cantonner dans un seul domaine, mais de travailler dans tous avec une puissance du muscle-cerveau de premier ordre. Même dans sa vieillesse il ne se mit ^{pas} à remâcher un secteur restreint de la science, il ne se perdit pas dans les détails, ne fit pas parade de son érudition et ne publia pas d'oeuvre monumentale. Jeune encore il traita des divers domaines de la physique, s'empara avec une exceptionnelle capacité sélective des résultats essentiels, épars dans la littérature universitaire moderne et corrompue (en vérité plus respectable à cette époque là), élabora ensuite de brèves expositions où le problème est réduit à l'essentiel et sa solution est toujours décisive et nouvelle. Il s'est toujours tenu à l'écart de la diffusion et de la traduction en langage philosophique ou pire encore en jargon de vulgarisation ou de demi-culture. C'est à peine s'il tolérait quelques unes de ces oeuvres pleines de divagations innombrables, qui poussent comme des champignons, ayant horreur de toute " extrapolation " (ce que l'homme de science qui n'est pas un charlatan déteste le plus, ce que les professeurs de 1950 goûtent le plus) à fondement littéraire, réthorique ou de " science-fiction ".

Sa grande et brillante construction sur la " relativité restreinte ", établie sur le terrain de la mécanique, le place sur la grande voie classique, avec Gallilée, Descartes et Newton, dont il pourrit les méthodes et les grandes intuitions.

Bien que les problèmes traditionnels y soient posés encore plus radicalement, la théorie de la relativité générale, plus ardue à cause de son appareil mathématique et moins adaptée aux formulations " en prose ", n'a pas, du point de vue de l'histoire de la science, une portée différente.

Il s'y affirme relativiste comme l'est la pensée classique moderne, anti-théologique : il faut briser de vieux absolus trop vénérés pour construire de nouveaux et véritables absolus, plus valables. Mais ce ne sont plus des absolus qui nous fournissent un point de départ antérieur à toute conquête scientifique, ce sont des absolus qui se gagnent, auxquels on parvient, par lesquels on passe. C'est là le chemin de l'oeuvre d'Einstein, et il ne l'a pas parcouru, dans la mesure où cela était possible, en empruntant l'ornière du scepticisme réactionnaire des soi-disant " penseurs " d'aujourd'hui. Plus précisément, il n'est pas allé de l'absolu au relatif mais du particulier au général.

Il faut, avant de traiter tout cela - non, certes, démontrera fond - faire une rétrospective, au moins dans la chronique biographique, qui fait également partie en réalité de l'histoire scientifique. C'est avant de donner l'ossature de sa construction géométrico-mécanique qu'Einstein entre dans le domaine de l'optique, siège d'un antique et classique dualisme théorique, qui va des atomistes grecs à Newton. et ici encore il donne le premier l'expression mathématique de la nouvelle conception des " photons ", c'est-à-dire des particules de lumière, développée ensuite par d'autres physiciens qui appliqueront cette théorie "granulaire" à toutes les formes de l'énergie, ce seront eux qui voudront célébrer ce triomphe du "discontinu " dans tous les domaines de la physique comme la preuve philosophique de l'impossibilité d'atteindre le vrai : Einstein suivait pendant ce temps, quoiqu'il en soit de cet ardu débat " à niveau élevé ", une direction bien différente.

Cette lutte dualiste dans l'optique se poursuit, pourrions-nous dire, pour son propre compte, entre la conception corpusculaire et la conception

" ondulatoire ". Après que la première semblait triompher, le grand physicien De Broglie (très éloigné du camp idéaliste) les systématisa en une conception organique, tandis que d'autres physiciens comme Schroedinger et surtout Heisenberg poussaient ces conceptions dans le sens indéterministe. Limitons-nous à signaler qu'Einstein resta en dehors de cette dispute, qu'il consacra ses dix dernières années de travail à réaliser une synthèse entre deux groupes de phénomènes, de lois et d'équations qui semblaient inconciliables : ceux qui régissent l'optique et l'électromagnétisme, c'est-à-dire les formes d'énergie rayonnante, ainsi que les formes atomiques et nucléaires, et celles de sa mécanique générale. Il annonça qu'il avait atteint le but, résumé dans un maigre tableau de formules : nous nous garderons d'en traiter, ceci étant réservé à un de Broglie, mais nous dirons qu'Einstein est mort après les avoir écrites non dans le langage indéterministe du " concretum ", mais dans le langage classique du " continuum ".

Au cas où le calcul infinitésimal fondé par Newton et Leibnitz, on l'appliquant à la représentation géométrique de Descartes, serait, avec toute la mathématique physique de trois siècles, aboli par décret, et au cas où l'on retournerait au simple compte arithmétique du mystique Pythagore, ce ne sera pas; pour ainsi dire, Albert Einstein qui l'aura voulu.

Ceci posé, et non certes avec la prétention de donner une nouvelle exposition en prose de la relativité, nous pourrions certainement mieux nous expliquer sur le terrain du déterminisme.

- Philosophies et partis -

Au sein du mouvement marxiste la bataille pour "notre" philosophie a toujours été considérée comme vitale. En tant que philosophie le marxisme n'est pas seulement une conception de la société économique et de l'histoire, mais il est également une conception du monde et de la vie sociale et cosmique au sens le plus large. Marx lui fournit des contributions fondamentales, en mettant à leur place les grands courants philosophiques bourgeois: France, Allemagne, Angleterre, Italie (si les partis ne s'étaient pas adonnés à Loyola et d'Aquin - penseurs remarquables dans tous les cas - il y aurait une étude " de parti " approfondie à faire au sujet de Vico, Bruno, Telésio, Campanella). Engels y consacra son oeuvre célèbre contre Dühring, exemple classique d'une consolidation des concepts marxistes fondamentaux en économie politique et donc en philosophie.

Plékhanov introduisit en Russie l'économie marxiste et la conception marxiste de l'histoire, mais il dédia également un travail important à la défense de la philosophie moniste (matérialiste en tant qu'elle réduit le dualisme matière esprit au seul élément matériel) dans le domaine philosophique. Une telle oeuvre qui contribua à la formation de Lénine lui-même, constituait un endiguement nécessaire aux inévitables tendances bourgeois et petite-bourgeoises de la pensée russe, opposées au tsarisme.

Il est bien connu que plus tard de nombreux marxistes russes, et même des marxistes de gauche, tombèrent dans l'idéalisme, le volontarisme (qui est anti-déterministe) et s'appuyèrent sur la "nouvelle" philosophie empirio-criticiste qui rétablissait la prééminence de la spéculation dans " la tête " sur l'expérience matérielle, en resserrant de vieilles idées légèrement redorées. Ce fut alors Lénine qui se retroussa les manches et nous donna son oeuvre : " Matérialisme et empiriocriticisme ". La mise au point de ce travail

est-elle définitive ? Si nous lisons l'Histoire officielle du parti bolchévik ceci apparaît comme certain, comme du reste dans de nombreuses déclarations staliniennes, lesquelles confirment les définitions du matérialisme historique, théorie de la société humaine, et du matérialisme dialectique, théorie de la science du cosmos. Cette orthodoxie réduite à l'hortus conclusus du combat philosophique, après qu'en matière de science économique et de doctrine historico-politique, il ne reste pas une seule page de Marx, d'Engels et de Lénine qui ne soit passée dans les lieux d'aisance, ne peut que faire sourire. Quelle monumentale imbécilité serait donc notre matérialisme dialectique si, sacro-saint en philosophie, il se laissait juxtaposer les conclusions les plus indéterminées et les plus indéterminables en matière économique, juridique, politique, tactique, et tolérait les hommages les plus outrés aux idéologies bourgeoises édulcorées : autre chose que Mach, autre chose que Berkeley; nous philosophons ici d'une manière plus vulgaire encore que les gueux de San Gennaro ou que les membres du tiers-ordre de Saint-François.

La question que l'on peut nous poser : " Matérialisme et empirio-criticisme " a-t-il pu répondre à Einstein ? ", ne nous tourmenterait pas beaucoup. Mais la question de savoir s'il a pu répondre à d'autres théories physiques cosmologiques dans lesquelles l'esprit et la transcendance réapparaissent ouvertement, qui prétendent avoir lié la science physique et cent fois encore celle de l'homme social, à une condamnation sans appel, à la limitation et à l'erreur, voilà une question qui se pose, et ne se résoud pas avec une circulaire aux activistes. Le mouvement y dédiera d'autres travaux que ces notes occasionnelles.

Les anti-matérialistes ne cessèrent pas de causer des ennuis dans les autres partis européens. Tout Bernstein, le père du révisionnisme, est volontarisme et pragmatisme; en France, l'orthodoxe Lafargue dut se battre avec Jaurès l'idéaliste historique, pour ne pas parler des Webb anglais; et en Italie, tandis qu'il restait toujours à éplucher la conduite philosophique du cher Antonio Labriola, nous avons risqué, vous le savez bien, d'avoir pour maître en marxisme tout simplement don Benedetto Croce, dont l'école a fortement influencé, à cause du béguin commun pour l'unité de la partie, l'ordinovismo subalpin.

Comme nous ne possédons pas d'ailes suffisantes pour les grands vols cosmiques, et comme nous ne réussissons pas malgré tout à envier ceux qui, tout en gardant leur sérieux, tentent de prendre leur vol avec des ailes d'oisillon, nous nous limiterons à manier le mètre du modeste militant de parti, pour affirmer que la grande voie de la conception marxiste ne se trouve pas le moins du monde bouleversé par les résultats de la théorie d'Einstein, pour celui qui réussit à lire un peu au-delà de la couverture exposée dans la vitrine du libraire.

- L'espace et le temps.

Kant passe pour être, et il l'est, le fondateur de la pensée moderne. Depuis Aristote jusqu'à lui on avait jeté sur les épaules du savant la cape de la révélation. Il veut se l'ôter, afin de soumettre tout fait arbitraire au bistouri de la critique, en retrouvant et en réécrivant tout. Ne contestant plus que l'on doive utiliser les données de l'expérience humaine, il y ajoute le travail d'une tête-usine nombreux chevaux-vapeurs, et cherche à éliminer tout ce qui était réductible à un fait antécédent. Ayant admis que l'effi-

capacité de la connaissance ne résidait pas dans la grâce de dieu qui élargirait ainsi une partie de son patrimoine infini de pensée, il conclut que l'on doit toujours accepter quelque chose de l'extérieur, toujours comme donné " a priori ", c'est-à-dire trouvée là toute faite. Le bon dieu n'est plus créateur (affaire, plus qu'autre chose, de langage : dans celui d'Einstein dieu est réapparu), mais de toutes manières ce quelque chose se trouve là au fond de la tête de par sa vertu propre : c'est pourquoi l'on dit, à l'école, immanence et non transcendance. Kant s'arrête devant deux données de toute connaissance, c'est-à-dire de toute expérimentation sur le domaine extérieur et de spéculation dans le monde intérieur (boîte crânienne) : les notions premières, les catégories d'espace et de temps.

Tout le monde sait dire qu'avec la relativité restreinte, Einstein réduit ces deux formes à une seule, et, par là, rend nécessaire un langage nouveau et différent, dans les formules mathématiques d'abord, ensuite - chose certes pas facile - dans le langage parlé ordinaire.

Il faut toutefois comprendre qu'Einstein ne fut pas amené à cela par des exigences gnoséologiques, c'est-à-dire par une étude sur la théorie de la connaissance humaine, mais bien par une recherche physique, par la nécessité bien différente de donner une forme satisfaisante aux résultats tirés de phénomènes réels, que les précédentes théories, lois, formules et équations ne réussissaient pas à concilier.

Nous donnons, de la manière la plus simple, une idée de la difficulté qui se posait : ce qui nous intéresse, c'est que cette difficulté - avec diverses autres - se posait sur le terrain de la méthode expérimentale et de la définition des lois causales, c'est-à-dire telles qu'une fois découvertes, elles permettent de prévoir sûrement des groupes de faits futurs, des événements. Déjà au temps de Laplace tout est résolu par la mécanique céleste, science qui étudie les mouvements des astres, sur la base de la loi de la gravitation de Newton.

- Mécanique et optique.

Cette forme d'énergie qu'est la pesanteur, l'attraction entre les corps matériels éloignés, s'est laissée la première réduire en lois, ce qui ne lui ôte pas son " mystère " intime. Qu'est-ce qui communique " l'attraction " réciproque de deux corps immensément éloignés ? Échangent-ils des messages ? Des ondes voyagent-elles de l'un à l'autre ? Dans la manière commune de parler, cette actio in distans, influence sur un corps éloigné, requiert la seule présence, elle ne perd pas de temps à s'établir.

Mais l'époque moderne a découvert d'autres formes d'énergie, l'électricité et le magnétisme. Le rêve de la physique est de les réduire à une même norme, avec la gravitation; rêve qui semblait prêt à se réaliser lorsque Coulomb découvrit la loi suivant laquelle les charges de pôle opposé s'attirent, identique à la loi de Newton.

Toutefois, les choses se compliquèrent lorsque Hertz et d'autres découvrirent que de telles énergies se transmettent dans l'espace comme ondes électromagnétiques (Marconi les utilisa par la suite pour la télégraphie sans fil). Cette découverte permit d'assimiler la lumière à ce groupe de faits, une fois prouvé que les ondes électro-magnétiques et optiques ont dans le

vide la même vitesse, de trois cent mille kilomètres/seconde.

Le terme d'onde requiert (dans notre faible tête) un milieu qui ondule, comme l'eau de la mer ou l'air où se transmet un son - faits purement mécaniques et bien connus. Le milieu ne se déplace pas, mais il frémit, tremble, et c'est l'onde qui se transmet d'un point à un autre. Mais la lumière et l'électromagnétisme se transmettent également dans le vide, de par sa nature sourd et silencieux. Les physiciens appelèrent " éther " le milieu inconnu dans lequel tous les corps seraient immergés et qui resterait immobile par rapport aux étoiles fixe .

Ceci donnait raison à Fresnel avec sa théorie ondulatoire de la lumière, et non à ceux qui, de Démocrite à Newton, assimilèrent le rayonnement à une série d'infimes corpuscules qui viennent frapper l'oeil (théorie de l'émission).

Cet éther immobile constituait un pas en arrière par rapport à la pensée gigantesque de Galilée. On lui disait en adoptant le langage du sens commun auquel l'espèce humaine était parvenue : mais nous sentons que la terre reste immobile : quelle sorte d'expérimentateur es-tu donc qui veut nous persuader qu'elle se meut à une vitesse incroyable ? C'est là l'obstacle que le Pisan abattit avec son principe de relativité, principe qui reste vrai dans la théorie particulière et générale d'Einstein, tout en envahissant d'autres immenses domaines.

L'objection de la scholastique officielle, selon laquelle, Josué ayant arrêté le soleil, cela prouve que, selon les écritures, le soleil n'est pas immobile mais se meut, entraînait beaucoup moins de difficultés. L'Eglise elle-même a abandonné l'argument; Galilée ne tenait pas en fait à ce que le soleil reste immobile; Galilée fondait cette thèse (sur laquelle Engels s'appuiera dans un but philosophique et matérialiste) : l'immobilité est un néant qui n'a pas de sens, seul le mouvement existe. La formule cristalline avec laquelle Engels cloue le bec cancanier des Dühring s'accorde à la relativité de Galilée, et, si vous avez de la patience, avec celle générale d'Einstein : " le mouvement est le mode d'existence de la matière."

Le principe de la relativité est simple, énonçons-le sans aller en chercher les preuves dans les oeuvres classiques de Galilée, en vous faisant promener sur le pont du navire qui se déplace le long de la rive, ou en faisant jeter votre chapeau dans le fleuve... " Celui qui se meut avec tout ce qui l'entoure (système de référence), ne s'aperçoit pas du mouvement, car il ne peut faire aucune expérience qui lui révèle le mouvement " .

Immobilité et mouvement ne sont pas des concepts absolus mais relatifs. L'immobilité absolue n'existe pas, le mouvement absolu est indéfinissable.

Avec ce concept que désormais personne ne conteste plus, l'hypothèse créationniste recevait le coup de grâce; en fait, le chaos primitif, amas de matière immobile dans les ténèbres, est inconcevable. Le cosmos n'a pas de " manette de mise en marche ", parce que le cosmos n'est que mouvement.

Mais Galilée pose le principe et le démontre avec une condition limitative. L'impossibilité de définir la direction et la vitesse du mouvement est valable seulement pour les mouvements rectilignes et uniformes. Je dors tranquillement dans l'autobus qui file en ligne droite, mais à un coup de frein ou lors d'un virage brutal de la voiture, je me sens déplacé et je m'éveille: donnée du sens commun qui semble toute aussi sûre que de tâter la terre du

pied et de dire qu'elle est immobile (on raconte que Galilée en sortant de son abjuration forcée tapait du pied en s'exclamant : imbéciles, elle tourne!). Einstein ouvrira les yeux au dormeur de l'autobus : la relativité vaut pour n'importe quel mouvement.

- Ether révélateur ?

Il n'est donc pas possible de prouver par des expériences mécaniques internes que le lecteur, le journal ou la pièce sont en mouvement, et d'en déterminer la vitesse, étant donné que les vitesses ne sont que relatives à un autre corps (système de référence) déterminé, que nous voyons se mouvoir par rapport à nous.

Mais supposons que l'on découvre l'éther, on peut alors dire : un moment ! Si l'éther est immobile, alors on peut trouver par des expériences non plus mécaniques, mais optiques ou électromagnétiques, la vitesse de notre système (pièce, terre) par rapport à l'éther. Etant donnée la vitesse de la lumière, si l'éther est immobile, et si la terre tourne de Turin vers Milan, un signal optique ou un signal radio, doit mettre moins de temps pour aller de Turin vers Milan qu'inversement; connaissant la différence des deux temps et la distance, je peux trouver la vitesse de la terre.

Mais tout ceci tombe à l'eau. Après avoir fait l'expérience (Micholson : non pas de Milan à Turin, mais entre des groupes de miroir et en utilisant les interférences lumineuses..) on vit que la vitesse de la lumière était toujours la même, et que l'on ne pouvait établir à partir de cela la nature du mouvement du système dans lequel on expérimentait. C'est Galilée, le pape de la relativité, qui avait raison.

Maxwell avait, entre temps, étudié à fond la théorie de l'énergie rayonnante. Lorentz résolut, avec ce que vous prendrez peut-être pour un artifice de calcul, le problème sur lequel Maxwell s'était arrêté : ses lois ne restaient pas les mêmes si, au lieu de se contenter d'un système unique, c'est-à-dire relativement immobile par rapport à l'observateur, on prendait des mesures dans un autre (à partir d'un autre) système, en mouvement par rapport au premier. Lorentz trouva qu'en compliquant un peu la " transformation " de Galilée, cela allait bien.

Galilée passe d'un système à l'autre, en mouvement uniforme l'un par rapport à l'autre, en ajoutant ou en retranchant une même quantité de temps ou de vitesse relative. Ce n'est pas un puzzle : le passager fait vingt mètres sur le pont tandis que le navire en fait quarante par rapport à la rive : il en aura fait soixante par rapport à un arbre planté sur le rivage, avec une vitesse triple.

Lorentz ajuste le calcul en diminuant un peu la distance que, moi qui suis sous l'arbre, j'attribue au passage du navigateur, et, ce qui est plus étrange, en diminuant également le temps que je lis sur ma montre.

Ce résultat éliminait, avant tout, un des obstacles à l'unification des diverses " physiques "; il posa d'autre part à une intelligence comme celle d'Einstein, un problème plus profond. Etant donné que je calcule, non plus avec les formules de Galilée, mais bien avec celles de Lorentz, qui dans la plupart des cas me donnent des nombres très peu différents, mais différents

malgré tout, est-ce que je ne dois pas commencer par écrire d'une manière très différente non seulement les formules, mais encore l'énonciation littérale; est-ce que je ne dois pas commencer à penser d'une manière différente, prêt à abandonner quelques unes des règles, des lois et des fameuses "catégories de la pensée", jusqu'ici admises? Einstein, en posant ce problème, pour la première fois peut-être, ne procéda pas en métaphysicien (les catégories de la pensée sont éternelles et immuables!) mais en dialecticien, il ne procéda pas en spiritualiste ou en idéaliste (au commencement était la pensée divine, l'idée immanente) mais en matérialiste.

Par dessus tout, il procéda en expérimentateur physique parce que, si l'expérience de Michelson avait donné un résultat opposé, il ne se serait pas mis en peine pour imaginer. Et il imagina ensuite comme quelqu'un qui est convaincu qu'il va trouver des lois causales et universelles, écrites seulement d'une manière un peu différente de celles qu'écrivit Galilée, mais comme les siennes covariantes. Covariantes veut dire qui ont la même forme, la même construction, pour les divers observateurs (nous dirons mieux: pour les divers observateurs doués les uns par rapport aux autres de mouvements différents). Et il alla dans la direction qu'il paraît avoir enfin atteinte, de la formule unique, contenant la causalité mécanique et optique. On peut rejeter son oeuvre, on ne peut contester qu'elle soit solidement ancrée à une formule anti-subjectiviste et strictement déterministe.

- Adieu, temps absolu -

Chez Galilée, la transformation du temps est très simple: t est égal à t' . Les montres marquent les mêmes écarts de temps entre deux événements, ou deux passages, qu'elles soient dans le gousset du pilote assis à la poupe, du passager qui déambule, de l'homme au pied de l'arbre sur la rive. Chez Lorentz-Einstein ceci se produit si le navire jette l'ancre et si le passager se vautre dans un fauteuil. A partir de Galilée, Kant pouvait déduire l'intuition temporelle a priori; la définition de la simultanéité des événements dans tout l'univers, l'heure cosmique étant prise dans le gousset du bon dieu, ou dans l'intuition à accepter sans discussion.

Albert Einstein discuta. Il n'est pas contre-révolutionnaire dans la pensée critique et scientifique moderne, mais il est plus révolutionnaire (relativiste) que Galilée, et plus révolutionnaire (criticiste) que Kant.

Si nous jetons à terre le temps absolu, nous détruisons ce sur quoi l'humanité a toujours juré: ce mystérieux son de cloche qui, en marquant le présent, élève une barrière rigide, aussi mouvante qu'infranchissable, entre le passé et le futur. Avec cette mémorable bataille, Einstein ne s'inscrit pas dans les deux dégénérescences contemporaines de la pensée bourgeoise qui paralyse tant la théorie de la nature que celle de la société. La première est le positivisme, dans sa plus sale acception, pour lequel la science enregistre ce qui est dans le passé, ne veut pas d'autres responsabilités, et ne sait rien construire dans le futur. La seconde est le trivial et indécent existentialisme, produit d'une société pourrissante, mûre depuis longtemps pour la révolution purificatrice, qui connaît seulement le présent et nie les lois et les schémas constructifs, non seulement pour le futur, mais encore pour le passé.

Après avoir substitué le temps local au temps universel, on peut réécrire la mécanique avec des formules nouvelles, mais sur les mêmes principes que Galilée, Newton, d'Alembert, avec les mêmes équations canoniques. Celles-ci marquent le bouleversement que subit la philosophie naturelle, par rapport à Aristote et à Thomas. Le principe de "l'inertie", qui est une autre manière de détruire la distinction entre matière inerte et matière en mouvement (entre matière animée et inanimée) - le principe de "la quantité de mouvement", qui dit qu'un corps sur lequel n'interviennent pas de forces nouvelles ne modifie pas son mouvement - le principe de la "force vive", qui dit qu'un corps accélère, ralentit ou dévie, seulement lorsqu'intervient une force nouvelle, ont un sens historique et social, et "marxiste", si nous nous souvenons que, dans la philosophie péripatéticienne et la scholastique, un corps livré à lui-même s'immobilise, et conserve son mouvement et sa vitesse seulement si on dépense une force et si on "consomme" une énergie pour la pousser.

Ce changement dans la conception de ces diverses "grandeurs" que sont la masse, la vitesse, la quantité de mouvement et l'énergie, reste la même dans la théorie d'Einstein, restreinte ou générale, et contient le bouleversement qui surgit entre le moyen-âge et les temps modernes.

Ce qui est "énergie" en physique, est "travail humain" en sociologie. Dans les antiques sociétés statiques on croyait que le travail n'était qu'une atavique condamnation, qu'il était inéluctable pour maintenir constante la vitesse du mouvement historique, la tonalité, le "potentiel" du cours social. Avec la doctrine marxiste de la production du capital nous appliquons au travail le principe énergétique, nous voyons en lui la source de la valeur, l'accumulation des réserves sociales, et nous en déduisons des conséquences révolutionnaires.

- Matière et énergie.

Sous le crayon (avant que dans la tête ?) d'Einstein qui réécrit dans sa relativité, spéciale encore, la mécanique classique avec les canons de l'impulsion et de l'énergie, éclot une nouvelle relation, une nouvelle vérité. Comme dans le mouvement les intervalles d'espace et de temps décrits par le mobile, enregistrés par les divers systèmes, ne sont plus constants, de même parmi les divers systèmes de lecture, la masse et l'énergie du mobile ne sont plus constantes.

Ce sont peut-être les deux principes de la science causale sur la constance des sommes des masses et des énergies qui s'écroulent ? Vieille histoire. C'est au contraire l'éclaircissement théorique d'autres énigmes surgies lors de la découverte des corps radioactifs : et tout d'abord du radium, vers le début du siècle par les époux Curie. Ces corps diffusent de l'énergie qui ne "coûte rien" sous forme électrique, thermique, etc. Mais ils perdent lentement de la matière, ils diminuent de poids. Ceci concorde avec l'idée que les radiations qui en proviennent sont des éruptions de particules infimes, constituants de cet édifice toujours mieux exploré qu'est le complexe de l'atome, que l'on considéra tout d'abord comme homogène et punctiforme.

La relation entre l'énergie donnée et la matière dépensée est celle des formules "magiques" de la mécanique dans la relativité restreinte, issue de données élémentaires : tout corps tient en réserve une énergie égale au pro-

duit de sa masse par le carré de la vitesse de la lumière.

En tirant de ce résultat aveuglant des froids symboles, Einstein n'a fait que contribuer, si nous voulons trouver des sens "philosophiques", à l'érection du mouvement moniste. Ou vous laissez le savant à la difficile élaboration "technique" de ses résultats, dans la recherche de laboratoire ou dans la patiente élaboration mathématique, ou vous tentez de donner un sens universel à la nouvelle forme qu'il a donné aux lois naturelles. Si un fragment de la matière inerte la plus froide, indifférente aux transformations, contient de tels torrents d'énergie, c'est un dualisme qui a été aboli, entre le passif et l'actif, l'agent et le résistant, dualisme qui s'effritait depuis que Galilée avait écrit l'égalité de l'action et de la réaction. Maintenant qu'est dépassé le dualisme de la matière et de l'énergie, de la mort et de la vie, qui sauve le dualisme de la matière et de l'esprit, qui pourra soutenir que le mystère des cellules et des fibres nerveuses, et de la contraction des atomes qui les constituent, c'est-à-dire l'énergie-pensée, peut être soustrait impitoyablement à la recherche d'une science impersonnelle et non esclave de limites auto-imposées par de vieilles suggestions ?

- Relativité élargie.

Nous ne pouvons certes suivre le passage ardu de la relativité particulière à la relativité générale, mais nous nous limitons à continuer sur ce thème qu'elle conserve la direction objectiviste de la relativité galiléenne. Les philosophes qui ont pris le meilleur du système d'Einstein pour en tirer la négation de la réalité du monde extérieur, le relativisme de toute vision du monde par rapport au sujet qui observe et qui pense, le caractère arbitraire de toute tentative de description de la nature (comme Tilgher et autres), n'ont fait que commettre une bévue gigantesque.

Galilée dit : puisque les lois de la nouvelle mécanique, dans laquelle " ce n'est pas le mouvement mais l'accélération qui est vitale et fondamentale ", sont valables dans tous les systèmes, nous trouvons une transformation telle de système à système que la loi se résolve en elle-même. Il sera donc indifférent pour construire la science mécanique, de se placer dans tel ou tel système, ou point de vue.

Pour pouvoir étendre cette universalité de la loi, qui lie masses, accélérations et énergies, dans une double direction : d'abord en y incluant le phénomène optique, et ensuite en rendant indifférent également le fait de se placer dans des systèmes qui se meuvent d'une manière quelconque, Einstein écrit de nouvelles formules de transformation.

Il laisse en place l'hypothèse de Descartes et Leibnitz, c'est-à-dire qu'il mesure tout avec des grandeurs variables graduellement, donc continues, en appliquant le calcul infinitésimal et les systèmes de coordonnées.

Il demande toutefois aux mathématiques de nouveaux appareils, que l'on peut désigner comme plus généraux que ceux d'Euclide : les géométries de Gauss et de Riemann, dans lesquelles n'est plus valable le théorème de Pythagore, mais un théorème formellement semblable, avec des résultats pratiques peu différents dans le domaine sensible; le calcul infinitésimal " absolu " de l'italien Ricci.

En fait, comme il ne s'agit pas ici de savoir si Einstein s'est trompé ou non, mais seulement de dire jusqu'où il est arrivé, et de quel côté de la barricade il se trouve, les conclusions seules nous importent.

Il a trouvé les formules générales de la mécanique de l'univers valables pour un observateur animé d'un mouvement quelconque, mais il a dû les exprimer dans un système à quatre coordonnées. Il a donc révolutionné l'espace et le temps; il ne s'est pas contenté des trois dimensions innées de notre concept habituel de l'intuition spatiale, mais il leur a assimilé la variable temps. La grandeur "temps", constante tout d'abord, est devenue variable d'un point à un autre (comme est variable la distance entre moi qui regarde et le bateau qui s'éloigne). Puis elle a été fondue avec les trois autres, en écrivant et en calculant suivant ce que les mathématiciens appellent "variété" à quatre dimensions.

Une variété à quatre dimension est-elle vraiment impensable? Ne nous épouvantons pas et montrons que non. Nous sommes dans un grand office météorologique qui suit la température de l'atmosphère sur toute la terre. Pour chaque nouvelle, nous inscrivons sur les registres : premièrement, latitude; deuxièmement, longitude; troisièmement, altitude; quatrièmement, température. Puis nous faisons des tableaux, des diagrammes, et nous trouvons des relations calculables entre ces quatre grandeurs. Nous pouvons également supposer que nous sommes sur une planète où, pour faire une supposition absurde, la température ne varie jamais dans le temps. Nous disons : à telle latitude, et telle longitude, une température donnée, à combien de mètres d'altitude l'a-t-on enregistré? Celui qui sait résoudre ce problème, certainement pas "transcendant", opère dans une variété à quatre dimensions.

C'est également une grande vérité ce qu'écrivit de Broglie : " ce n'est pas diminuer le mérite des grands innovateurs que de relever que leurs découvertes se vérifient toujours au bon moment, préparées en quelque sorte par tout un ensemble de travaux précédents. Le fruit est mûr, mais personne n'avait su le cueillir avant ". Et d'une manière plus déterministe, celui qui le premier le cueillit devait également "mûrir".

Minkowsky avait déjà décrit le nouvel "univers" à quatre dimensions, l'espace-temps, ce que l'on a appelé le chronotope.

Ce qui dans l'univers spatial habituel est le point, est l'événement dans le nouvel univers. Le point est déterminé par trois mesures : longueur, largeur, hauteur, pour parler couramment, ou mieux, comme plus haut par exemple : latitude, altitude, longitude. En ce point aujourd'hui il pleut, demain il fait une tempête, plus tard il y a du brouillard : la quatrième donnée qui forme l'évènement est le temps. La foudre est tombée : nouvelle incomplète : à telle longitude, à telle latitude, à telle altitude, au-dessus du niveau de la mer, tel jour, à telle heure. Voilà l'évènement exact dans le chronotope infini.

- Espace et matière -

Voilà un point scabreux. Dans la mécanique de la relativité générale, les équations s'écrivent dans un espace-temps non euclidien; on a imaginé que le réticule qui trace les diverses coordonnées nous permettant de faire des mesures, se tord. Et où? Là où dans l'espace se trouve de la matière pesante,

là où le réticule rectiligne a été altéré par la présence d'un "champ gravitationnel".

Ce sont de nouveaux dualismes qui sont détruits, comme le fut celui de l'espace et temps. On élimine le dualisme entre géométrie et physique parce que la géométrie qui existe en tant que "propriété de l'espace" dépend de la présence de matières et non de propriété que l'on peut découvrir dans la pensée. Une activité mathématique rationnelle qui se serait développée sans expérimentation est réduite à l'absurde. En réalité, la connaissance que possède l'espèce humaine s'est développée par le contact avec la matière et la nature, jamais par le travail autonome de la pensée. Voilà comment les marxistes envisagent la chose.

Même l'autorité de deBroglie nous assiste, lorsque nous nions que l'indéterminisme prévale dans l'univers à la Minkowsky. Dans l'espace-temps tout ce qui pour chacun de nous constitue le passé, le présent, l'avenir, est donné en bloc, et tout l'ensemble des événements pour nous successifs dont est formé l'existence d'une particule de matière, est représenté par une ligne, la ligne d'univers de la particule. Cette nouvelle conception respecte le principe de causalité et n'entame pas le déterminisme des phénomènes.

Einstein a-t-il réalisé, dans un système ultérieur d'équations cosmiques (qui, répétons-le, sont les mêmes pour les observations faites par un observateur quelconque en mouvement, qui sont écrites sous forme de dérivées, c'est-à-dire qui supposent que les quantités peuvent varier par "infiniments petits" évanescents, et non pas seulement pas quantités très petites, mais finies et que l'on peut dénombrer, comme les électrons, protons, photons, etc..) l'unité de toutes les phénoménologies étudiées par la physique, y compris celles qui, pour Plank et les autres indéterministes, ne sont susceptibles que d'une description de type statistique et probabiliste? Il aurait pu précisément utiliser dans ce travail la théorie de de Broglie qui a concilié les corpuscules et les ondes, en exprimant le mouvement des particules dotées, en plus de leur masse, de charges électriques; et également, dans un certain sens, les quanta d'énergie, sous l'égide grandiose des équations canoniques de l'impulsion et de l'énergie. Limitons-nous à supposer que cela a été con- signé dans ses derniers feuillets, sur le mystère desquels voudrait se dé- chaîner une publicité digne des fêtes foraines.

Ne serait-ce pas là un grand pas sur la voie du monisme, de notre conception du monde? Si les formes mécaniques, électriques, magnétiques, opti- ques, de l'énergie, de la matière-énergie (et parmi ces dernières on doit pla- cer celles qui lient entre elles les complexes constructions atomiques, qui sont susceptibles de s'en libérer lorsque les noyaux sont brisés par des pro- jectiles corpusculaires) répondent à une seule loi, dont on peut déduire l' orbite de Sirius à des millions d'années-lumière et la trajectoire du proton au cœur du noyau de quelques millièmes de millimètre, alors Albert Eins- tein est arrivé également bien près de l'assimilation unitaire de cette forme encore peu connue d'énergie vitale que nous appelons pensée.

Non seulement on faisant de la matière et de l'énergie une seule subs- tance, mais encore en abattant, avec la géniale construction de l'espace dé- formé par la gravitation, la barrière entre toute substance et toute forme, il a écrit, à la fin, l'identité moniste ^{aurait} et matérialiste entre matière et pensée, et arraché au monde une âme qui ^{aurait} des lois et une théorie indépen- dante de la physique totale.

- L'espace-temps historique.

L'affirmation bourgeoise selon laquelle la science bourgeoise ne serait possible qu'entre des limites définies constitutionnellement, l'attitude bourgeoise de ne concéder (et encore avec un scepticisme toujours plus grand) que la seule description du passé, correspondent à la prétention de considérer comme irréalisable une construction du futur historique de la société, et exprime la terreur du marxisme et de la prophétie révolutionnaire.

Le déterminisme historique peut se présenter comme la recherche des lois propres à une trajectoire particulière, qui est la ligne d'univers des formes sociales de production.

Marx a également transgressé cette interdiction d'énoncer des lois, de faire une science, et d'établir une puissante certitude de l'avenir; il a affirmé que la recherche qui enseigne comment s'introduit le capitalisme, vaut pour établir comment il succombera et disparaîtra, et pour donner les lignes maîtresses de la société communiste.

Nous avons tant de fois crié à ces affamés de succès politiques palpables mais contingents, que nous sommes révolutionnaires non parce que nous avons besoin de vivre et de voir la révolution en contemporains, mais parce que nous la voyons aujourd'hui, pour les divers pays, pour les "champs" et les "aires" d'évolution sociale dans lesquelles le marxisme classe la terre habitée, comme un évènement déjà susceptible de vérification scientifique. Les coordonnées sûres de la révolution communiste sont écrites, en tant que solutions des lois démontrées; dans l'espace-temps de l'histoire.

S'il faut une preuve que ce ne sont pas les plus grands génies qui guident la vie du monde, nous pourrions également la trouver dans le fait que, lorsqu'Einstein voulut scruter le dense brouillard du futur social humain, il ne sut parvenir à aucune conclusion d'une véritable hauteur, et retomba dans ces peu géniales formules que lui avait transmises un passé usé, et il ne tenta même pas, lui le puissant iconoclaste de la pensée, de se dégager de ce misérable piège. (°)

(°) " Il programma comunista ". n° 9 - 1955.

" Est révolutionnaire - selon nous - celui pour qui la révolution est tout aussi certaine qu'un fait déjà advenu ".

" il programma comunista " n° 19 - 1960.

(Réunion de Milan V. Juin 1962.)

Regard d'ensemble sur nos réunions.

Depuis quelques années, la partie finale de nos réunions interfédérales - quand la série des thèmes précédents le permettait - a été dédiée que nous désignons parfois sous le titre " Critique aux philosophies traditionnelles". Ces questions surgissent obligatoirement parce que notre tâche est de remettre sur pieds le programme du parti marxiste révolutionnaire tel qu'il est depuis plus d'un siècle, en luttant contre les forces dissolvantes qui tentent continuellement de le précipiter dans la corruption.

Depuis quelques réunions cette partie a été développée oralement, mais le temps disponible et la masse de travail que notre petit parti devait affronter, ont fait qu'il n'a plus été possible d'en fournir le compte-rendu.

Il est clair que toute cette matière fondamentale doit être réordonnée et recueillie en un texte de parti auquel travaillent depuis des années beaucoup de camarades de diverses nationalités.

On a fait état de ce qui fut développé à Milan au cours de la séance du dimanche 9 Juin, dans la partie finale de notre sommaire compte-rendu général, dans le n° 12 de cette année.

Toutefois il est opportun de faire un retour en arrière pour réunir les anneaux de la chaîne de notre exposé.

Il y a quatre réunions dont les compte-rendus ont régulièrement paru dans ces pages; les camarades en connaissent l'importance. La première est celle de Turin II (21) de Juin 1958. Le nombre entre parenthèses indiqué après chaque nom de ville facilite la recherche dans notre fascicule chronologico-bibliographique ronéoté et diffusé parmi les camarades. (1)

Au cours de cette réunion, il s'est agi des discussions idéologiques masquant les conflits de tendances au sein du " bloc communiste " avec références aux aberrations révisionnistes des russes, des chinois, des albanais ou des yougoslaves. Pour nous tous, ceux-ci sont en dehors de la plate-forme du programme marxiste révolutionnaire du parti communiste historique né avec le Manifeste mondial de 1848.

Cette ferme critique nous conduisit à clarifier - avec la stricte fidélité habituelle aux textes classiques du mouvement - la fausseté des formules

(1) Cette numérotation est reprise dans la liste des réunions indiquée à la fin de ce numéro d'Invariance.

X à une question

: propriété de tout le peuple, de la nation, de l'Etat, ou même des communautés locales, ou encore, formule de beaucoup d'immédiatistes anti-staliniens - à repousser autant que les autres - propriété des catégories de travailleurs ou des travailleurs des entreprises. Ce thème fut développé à fond pour finalement condamner comme fausses les formules de propriété de la société, en étendant la condamnation aux objets de propriété que sont la terre, les instruments de production, et même les objets de consommation. Le programme du communisme ne consiste pas seulement à abattre la propriété capitaliste ou la propriété privée, mais à parvenir à un stade de la société future où il n'y aura plus de capital et où il n'y aura plus de propriété même personnelle.

A la réunion de Parme (22) de septembre 1959 qui insista sur la lutte contre tous les révisionnismes, on passa - dans la partie finale amplement résumée - de la condamnation du faux théorème de la propriété personnelle à celle de la personne, non seulement comme entité économique mais aussi comme facteur historique. Dans cette partie fut développée la différence entre le matérialisme bourgeois et celui marxiste, dialectique (1). Le premier "tourne" autour de l'individu et veut - après l'avoir délivré de la création et de la direction du dieu des fidéistes - tirer de ses fonctions biochimiques celles psychologiques et idéales. Pour ce faire, il est à la recherche de clefs - pour laquelle la science bourgeoise s'est désormais montrée impuissante - en voulant déduire ce que je pense de ce que je mange, ou les tirer de mes maladies. Le second - notre matérialisme déterministe - s'applique aux sociétés et aux classes sociales et pour ces unités - qui ne sont pas considérées en tant qu'agrégats moléculaires, mais comme organismes de base - il lie l'infrastructure des conditions matérielles de production aux superstructures politiques, juridiques, culturelles, religieuses.

Une de ces unités organiques est le parti communiste, qui anticipe les positions unitaires de la classe prolétarienne qui sera victorieuse au cours de la lutte historique sanglante et les positions de l'humanité communiste future. On ne considère pas le parti comme un agrégat de molécules humaines - ni de base, ni de sommet - mais comme une forme révolutionnaire de synthèse et il en est ainsi pour un seul parti celui qui a cette doctrine déterminée. Cet exposé débouche dans la condamnation de l'envahissante superstition actuelle des "biggs" pour laquelle ceux qui déterminent l'histoire ce sont les Kennedy et les Kroutchev et semblables "Battilocchi".

A la réunion de La Spézia (23) d'avril 1959, la partie finale critique, en s'arrêtant sur les divagations du Moi, attaqua - en s'appuyant sur le texte des "Manuscrits économiques et philosophiques" de 1844 - les philosophies bourgeoises idéalistes issues de Hegel et montra leur écrasement de la part du parti marxiste. Dans ce développement sont martellées les antithèses entre communisme et salaire - communisme et argent - communisme et famille, et se trouve exposée la superbe vision marxiste, si souvent obscurcie, de la question sexuelle. Le compte-rendu est explicite. Tout ceci fut introduit à la suite d'une très ferme critique économique, sociale et politique de la Russie.

On a donné un ample compte-rendu de la réunion de Milan III (24) d'octobre 1959 au cours de laquelle on fit plus à fond usage du texte précieux des Manuscrits de 1844 pour montrer comment, avec eux, ont été posées une pierre tombale sur toutes les idéologies historiques déistes ou athées et, comment la philosophie comme clef du futur humain est supplantée par l'économie historique. La nouvelle construction résolue avec courage et orgueil les "éternels

(1) La conclusion a été reporté dans le n° 5 d'Invariance, pages 82-83.

nelles énigmes " de la pensée humaine, et cette résolution irrévocable est - dans la lettre du très jeune Marx - le communisme : action et doctrine révolutionnaire.

Notre effort fut de tirer, du glorieux matériel relatif à nos origines - pas toujours transmis fidèlement - la thèse fondamentale que tous ces points lumineux qui enjambent des abîmes réputés infranchissables, parviennent au maximum lors de la caractérisation des éternels mensonges sur la liberté de l'individu et sur la prétendue " personnalité humaine ", avec lesquels pour les mêmes buts anti-révolutionnaires - à l'est comme à l'ouest - on empeste l'atmosphère d'aujourd'hui.

C'est à cette réunion de 1959 que nos compte-rendus s'arrêtent sauf quelques très brèves références faites de temps en temps dans des compte-rendus brefs et généraux publiés tout de suite après la tenue de la réunion.

A la réunion de Florence IV (25) de mars 1960, le thème fut encore traité avec ampleur, en relation avec l'étude des modes de production précapitalistes. Cette étude se fondait sur le texte des Grundrisse (les fondements de l'économie politique) de Marx.

En remontant aux énigmes " magiquement " résolues en 1844, on expliqua le rapport - au sujet duquel ont lieu beaucoup d'équivoques - de la science au socialisme. Nous nions qu'extiste actuellement une science humaine - réservoir commun auquel aurait puisé la forme capitaliste et auquel nous puiserons nous encore. Le socialisme scientifique est l'opposé de celui utopique en ce sens qu'il n'est pas un voeu moral ou mystique pour fonder, par la volonté des hommes, une société meilleure, mais un développement déterminé des faits réels. Malheur à nous si nous les posons comme les pose la science de messieurs les bourgeois : il n'en sortirait aucun socialisme, mais l'apologie de l'éternité de la société bourgeoise.

Lançons donc le cri qui laisse perplexes tous ceux qui sont aveuglés par la force des lieux communs putrides : à bas la science !

La science d'aujourd'hui n'ose pas poser le problème fondamental du rapport de la matière et de la pensée, et elle ne pourra pas le résoudre sans la nouvelle révolution.

On s'est alors attaqué au problème : la pensée ne peut exister sans la matière, même pour la philosophie bourgeoise à son stade initial, puis à celui où elle a dégénéré en des positions de conservation de la forme bourgeoise de classe. Mais le long et complexe engendrement de la "pensée" à partir du procès évolutif de la matière, est-il un fait limité à notre planète la Terre, ou peut-il avoir lieu ailleurs et en d'autres temps ?

La position originale du marxisme fournit une issue à cette impasse : la "connaissance" est un rapport qui ne réside pas entre des substances antithétiques, ou entre d'incommunicantes parties de nature. Dans la connaissance, la nature matérielle est sujet et objet; le fait de la connaissance est une des nombreuses "transformations" qui n'ont pas besoin de Dieu, de la personne, de l'âme et de tout le Saint-frusquin.

Il a été parlé de l'intuition, qui précède victorieusement la connaissance et la science prétendue "exacte", comme dit le langage plus que vulgaire à la mode. L'inexact saisit le réel dans sa vérité avant et mieux que l'exact. Un exemple à ce fait a été tiré du rapport qu'ont l'Art et la Science. Pourquoi le produit de l'Art ne dégénère-t-il pas aussi vite que celui de la " Science " ? Parce que l'Art marque une étape dans cette dynamique humaine qu'est la révolution, et que la science se prélassse dans le conservatisme, d'autant plus longtemps que plus grande est la publicité donnée à ses découvertes et à sa mégère de socur, la technique, telle qu'on la conçoit de nos jours.

C'est pourquoi, dans notre conception, l'Instinct remporte plus d'une victoire sur la raison (autre fétiche de la pensée bourgeoise); c'est pourquoi il existe dans le domaine de la connaissance, des positions que les religions ont audacieusement prises bien en avance sur une science qui, alors, était encore impossible. Aujourd'hui encore, sous le mode de production capitaliste, la science humaine est impossible, et un prolétaire qui ne sait pas lire possède, dans certains cas, des certitudes inaccessibles à la science : on peut bien les taxer avec dérision de certitudes "mystiques", voilà qui nous laisse de marbre.

A la réunion de Casale Monferrato (26), où l'on a repris la critique du développement russe et de l'histoire des modes de production, il a été question de ces fétiches que sont la technique et la science, mais il n'existe pas de compte-rendu détaillé. On a flétri la fausse admiration pour trois siècles de science bourgeoise dont se repaissent les " communistes " russo-philés lorsqu'ils mènent grand bruit autour des succès "spatiaux". On a fait la critique de la spécialisation, cette manie du technicisme moderne, qui crée des cercles fermés et bigots de tâcherons vendus, incapables de toute vision du monde naturel et social réel. On a critiqué le mythe bourgeois du progrès, en évoquant de hautes civilisations disparues qui, à cet égard, ont été supérieure à la civilisation chrétienne et bourgeoise. Nous avons affirmé que la seule science qui soit sûre et " exacte ", l'homme doit l'amorcer en partant de la politique historique et non pas de la physique. Les experts et les universitaires d'aujourd'hui sont sous la dépendance de l'économie liée à l'entreprise, de ses spéculations, de ses pillages; voilà des gens qui valent aujourd'hui en bigoterie les prêtres d'hier, lesquels sont du reste bien en vie aujourd'hui, et dont les autres se trouvent flanqués. Le pharisaïsme académique et mercantile d'aujourd'hui est plus ignoble que les obscurantismes du passé, qui ont été tournés en dérision au nom d'un progrès qui fut un mensonge.

La réunion de Bologne II (27) de novembre 1960 s'est beaucoup occupée du mouvement des gens de couleur et de l'histoire de la Gauche communiste internationale. La dernière partie de cette réunion a repris le problème de la pensée extra-terrestre. On est parti de la sensationnelle hypothèse, prétendument autorisée par la découverte, près de la Mer Morte en Jordanie de fameux manuscrits bibliques : des astronefs venues d'une autre planète seraient descendues sur la terre dans des temps très reculés, auraient d'abord diffusé les réalités véritables d'une civilisation plus développée, puis repartant grâce à leurs " fusées de lancement ", auraient provoqué le cataclysme dont la version biblique a fait une punition divine s'abattant sur la corruption de Sodome et Gomorrhe. Un raccourci de l'histoire de la connaissance, telle qu'elle s'est formée sur notre planète, nous a permis de confronter les philosophies anciennes et modernes, et d'annoncer le " renversement de la pyramide " aristotélicienne en usage dans les sciences d'aujourd'hui; ici, nous avons affirmé que, pour nous marxistes, la connaissance tire sa clarification d'abord de la science des rapports sociaux, et de celle des séries des moyens de production, et que cette clarification part de cette base pour aller vers les autres sciences, appelées aujourd'hui naturelles, et données pour sûres et

définitives; ce nous fut ici l'occasion d'envoyer un bon coup d'épingle dans les graves incertitudes qui, aujourd'hui, s'agitent autour de la structure intime des particules matérielles, et de faire allusion aux théories sur l' " Anti-matière ", que d'aucuns présentent comme une revanche que les thèses d'Aristote prendraient sur la philosophie scientifique moderne, ce qui prouve à nouveau que la démarche humaine est tortueuse et contradictoire, et que l'apologie qu'il est bon ton d'en faire est creuse et conventionnelle.

La réunion de Rome III (28) de mars 1961, fort prolix sur les autres thèmes, n'a pas traité mais a renvoyé l'étude de la connaissance dans le marxisme. C'est au cours de cette réunion qu'a été préparé le manifeste "anti-porcins", réponse à l'ignoble manifeste des 81 partis réunis à Moscou.

La réunion de Milan IV (29) de juillet 1961 s'est d'abord occupée d'importants sujets relatifs aux mouvements anti-coloniaux et de la question agraire, à l'époque classique et maintenant. Elle a apporté ensuite une importante contribution à l'histoire de la Gauche. Ensuite est venue en discussion la chronique historique que l'on sait, et qui a été publiée dans les "Annals Feltrinelli". Là dessus est venu se greffer une critique du problème de l'homme et du parti, problème crucial en raison de la position que nous avons prise sur la non-nécessité du Chef.

La réunion de Gènes III (30) a été centrée sur la démolition critique du XXII^e Congrès du parti russe, et de ce qui en est sorti au grand galop, c'est-à-dire le désaveu de toute doctrine révolutionnaire. Après une partie spécifiquement économique et une autre spécifiquement politique, la dernière partie de la réunion a replacé notre intraitable opposition programmatique dans le cadre fondamental du marxisme, et a relié à cette base le sujet théorique général de cette réunion.

La réunion de Florence V (31) de mars 1962, entre autres thèmes, posa celui très important de la "question militaire" dans le marxisme, a dû renvoyer le sujet de critique philosophique, après avoir consacré une grande partie de son temps à la question de la Chine et de son prétendu extrémisme.

La réunion de Milan V (32) de juin 1962, après de larges développements sur le thème Algérie-France, et sur la question syndicale rattachée à l'histoire de la Gauche, s'est achevée sur l'argument critique que nous avons décrit dans cet article à larges traits, réunion par réunion, cette dernière réunion s'occupant surtout de la question du Déterminisme et de la Causalité. En voici le compte-rendu succinct :

La vie dans le cosmos.

On peut poser la question dans une double acceptation. Existe-t-il sur d'autres planètes que notre Terre une vie, dans le sens organique, végétal ou animal de ce terme ? Existe-t-il une vie d'espèces animales arrivées au degré de développement que nous estimons nous-mêmes traverser, c'est-à-dire une vie d'animaux raisonnants et pensants ?

Les dernières données des connaissances astronomiques nous conduisent à un nombre extrêmement élevé d'étoiles ou de soleils qui, dans notre "galaxie" et dans les innombrables autres systèmes stellaires, peuvent posséder des

essais de planètes. Ces étoiles, pour des raisons d'ordre physique et pour autant qu'on parvient à le savoir, ne possèdent pas toutes des planètes stables comparables à celles du soleil, mais même s'il est faible selon la probabilité, le nombre de ces planètes doit toujours être gigantesque. Ceux qui ont tenté l'analyse des conditions qui rendent la vie possible, même dans ses formes primordiales, sont arrivés à cette conclusion qu'une proportion vraiment très faible des corps célestes dont on vient de parler satisfait à ces conditions de vie : que l'on songe aux conditions de température, de pression, de gravité, d'humidité, de la teneur chimique de l'atmosphère et de l'hydrosphère si elles existent, et coetera.

De toutes façons, sur peut-être des milliards de ces corps célestes envisagés, il doit y en avoir certainement un bon nombre qui sont le siège de la vie organique. Autre point : trop incertaine est la question de savoir si, grâce aux météorites, des germes de cette vie organique peuvent traverser l'espace d'un monde à l'autre, ou si, au contraire, la vie se développe spontanément à partir du monde inorganique.

Si malgré tout nous passons au second problème de la "pensée", les choses vont se compliquer ultérieurement. A la question du dénombrement des corps innombrables vient s'ajouter celle du dénombrement des époques : voici qu'apparaissent les milliards d'années. La Terre, sans parler du soleil, les a certainement atteints en âge; mais alors, dans quelle "zône" de ces millénaires y a-t-il eu vie, et dans quelle zone de temps encore plus restreinte est donc apparue la vie d'une humanité que nous ne connaissons qu'à l'échelle de quelques millénaires ?

Sommes-nous donc seuls dans le cosmos ? Etrange question qui, si elle est impuissante à s'attirer une réponse négative, n'est cependant pas (la chose paraît certaine) un moyen "fréquent" de résoudre le problème.

Et comment parvenir à la connaissance de ces espèces cosmiques douées de pensée ? Autre chapitre de science-fiction. Nous avons toujours dit que nous ne croyons pas à l'exploration spatiale au moyens de véhicules cosmiques, mais, dans des cas extrêmement rares, nous pouvons admettre qu'il y ait existence de signaux (N.D.T. : de signaux électro-magnétiques).

Pas plus que la spéculation métaphysique que nous répudions, et dont on ne sait pas au juste si les bourgeois l'acceptent ou la repoussent, la science toute-puissante ne nous aide, aujourd'hui encore, à résoudre l'une des nombreuses énigmes dont le marxisme trouve l'issue : le fameux dualisme de la matière et de la pensée.

Tant que sur cette misérable terre les intérêts de classe monopolisent la recherche et la falsifient, nous pouvons connaître bien peu de choses qui soient fondées.

C'est, si l'on veut, l'autre aspect de cette même énigme qui fut traité en réunion : y a-t-il déterminisme et causalité, ou indéterminisme ?

En physique, les écoles modernes ont abandonné le causalisme caractérisé de l'époque de Galilée et de Newton, nommé "mécanisme". C'est Laplace, fondateur de la mécanique céleste, et par là, toujours diffamé, qui a avancé cette

thèse. Si un cerveau puissant, dit-il (il ne songeait pas aux "robots"), pouvait noter toutes les positions et les vitesses qui affectent les parties de matière qui forment l'univers, il lui serait possible de calculer la position de toutes ces parties à un moment quelconque de l'avenir. La pensée bourgeoise fut par la suite horrifiée par un tel défi. Ce même Laplace exposait un jour à Napoléon le Grand sa théorie et celle de Kant sur l'origine du système solaire issu de la nébuleuse incandescente primitive. L'empereur dit sévèrement : " Dans tout votre discours, je n'ai pas entendu parler de Dieu ". " Majesté, répondit le savant, je me suis passé de cette hypothèse ".

Aujourd'hui, tout le monde a bien trop peur de s'en passer. Sait-on jamais ! Si par hasard Dieu existe, et s'il pique une colère ? La science petite-bourgeoise moderne ne dépasse pas le niveau d'amusettes du genre de cette vieille et vétilleuse objection.

Les braves petites gens d'appartenance bourgeoise raisonnent ainsi : le marxisme révolutionnaire fait tout reposer sur un "causalisme" social pour lequel le fait économique détermine la lutte politique. Si le déterminisme causaliste tombe, nous nous libérons de ce spectre qui nous terrorise. Et si, en biologie, et mieux, dans la physique de la nature non-vivante elle-même, la science officielle chasse le déterminisme, il y a là un espoir de dompter le monstre révolutionnaire de la guerre sociale.

Les pauvres gens ! Nous n'acceptons certainement pas de subordonner notre agitation sociale à votre science académique. Vous ne saviez pas aller de la cause à l'effet, du passé au présent, ni en physique, ni en astronomie, ni en biologie, ni en anthropologie. Nous ne nous démontons pas pour si peu : nous n'avons pas besoin du bataclan de vos bibliothèques et de vos universités : nous jubilons de la voir radoter, et ce n'est pas présentement que nous chargeons de le remettre à neuf : attendez pour cela la dictature communiste mondiale : vous serez servis.

Ce que pour l'instant nous affirmons, nous, être science sûre et certaine, c'est la théorie déterministe en histoire et en sociologie; votre mort de classe, nous ne la confions pas à un tremblant probabilisme, mais à une certitude armée. Que chancèle donc votre physique, brillante il y a trois siècles, et votre philosophie : elles n'ont plus pour nous d'autre utilité.

Toutefois, nous suivons la marche de votre pensée de classe comme preuve cruciale de votre décadence et de notre prévision de l'écroulement capitaliste. Napoléon Premier y est venu, à la couronne, au pape, à Dieu; les disciples de Laplace ont un beau jour trouvé risqué de prêter serment sur son téméraire déterminisme " mécanique ".

Quand vint Einstein, il n'a pas proclamé périmé l'expérimentalisme et le causalisme de la mécanique classique. Il l'a porté, intact, plus haut.

L Le déterminisme n'a pas été rejeté par tous les physiciens des dernières écoles nucléaires. Il revint à Planck, qui, " comme la matière, a aussi atomisé l'énergie ", de jeter les bases du nouvel indéterminisme, développé par Heisenberg dans sa théorie de l'imprévisibilité de l'issue de toute expérience, et, par conséquent (nous résumons), de toute loi que l'on peut découvrir dans la nature. Mais nous ne renoncerons pas pour autant aux lois découvertes dans ce secteur de la nature qu'est l'histoire, ni à cette loi suprême de la mort

du capitalisme et du triomphe du communisme. Heisenberg n'est qu'un converti au spiritualisme parmi tant d'autres; il l'a bien montré lorsqu'il s'est mis à philosopher dans une perspective non seulement idéaliste, mais spiritualiste et fidéiste.

Le grand mathématicien italien Severi et son école ont tiré de l'histoire des polémiques au cours des siècles une réhabilitation d'Aristote contre Galilée, Aristote qui voulait qu'une force mécanique agisse même dans le mouvement uniforme des corps. Leur langage est symptomatique : " principe d'échange ", " bilan du mouvement physique ". Il semble confirmer que l'économie (science de classe par excellence) envahit le domaine de la physique. Certes, s'agissant de l'éternel problème de la causalité, les conclusions de Severi sont géniales. Se basant sur la découverte des fameuses anti-particules, et après posé le " Monde visible sur scène ", dans lequel se trouve la matière prise dans son sens ordinaire, et le " Monde de derrière la scène ", c'est-à-dire celui de l'anti-matière, il réserve ce dernier à l'indéterminisme (à l'indétermination), et il accorde que le déterminisme classiques est sans doute valable pour la Matière considérée jusqu'ici par tous les savants, la matière du monde sensible.

Nous acceptons. Le monde matériel d'Aristote et de Galilée, ce monde qui ne peut se confondre avec les abstruses mystiques de la "forme", de la "pensée" et de l'"esprit", ces vieux épouvantails métaphysiques, ce monde-là est régi par un déterminisme sûr et certain, celui de la lutte de classe et de la guerre entre partis.

C'est dans ce monde palpable et " visible sur l'avant-scène " que nous attendons la REVOLUTION.

Alors la révolution, accompagnée de la vague des générations qui ne seront plus dénaturées par votre abrutissante société, révisera vos textes et vos formules, et elle enseignera la science nouvelle. Elle daignera vous expliquer votre histoire et votre "anti-histoire". Elle n'emploiera pas pour cela une chaire, mais la force et, s'il le faut, la Terreur.

PRINCIPALES REUNIONS DU MOUVEMENT DE LA GAUCHE COMMUNISTE

D'ITALIE - DE 1951 à 1966.

- 1.- Rome - Parti et action de classe - Théorie (conscience) et action
Avril 1951 (praxis) - Parti et classe.
- Le renversement de la praxis.
- Parti révolutionnaire et action économique.
- 2.- Naples I - Leçons des contre-révolutions.
Septembre 1951 - Doubles révolutions.
- Nature capitaliste révolutionnaire de l'économie russe.
- 2'.- Naples - Capitalisme d'Etat et bureaucratie.
Octobre 1951 - Impérialisme U.S.A., ennemi n°1.
- 3.- Florence I - Bases pour l'organisation 1952.
Décembre 1951 - Les leçons des phases opportunistes.
- Tâche actuelle du parti.
- 4.- Naples II - Caractère non mercantile de la société socialiste.
Avril 1952
- 5.- Rome II - La division du travail dans la société et dans l'entreprise.
Juillet 1952 - Caractère non d'entreprise de la société socialiste.
- Caractère non professionnel de la société socialiste.
- 5'.- Naples - Une synthèse de la pensée de Gramsci.
Août 1952
- 6.- Milan - Invariance du marxisme dans le cours révolutionnaire.
Septembre 1952 - Impersonnalité de la classe.
- 7.- Forli - Programme post-révolutionnaire immédiat.
Décembre 1952
- 8.- Gènes - Débouché historique du capitalisme occidental.
Avril 1953
- 9.- Trieste - Facteurs de race et de nation dans la théorie marxiste.
Août 1953
- 10.- Florence - Impérialisme et luttes coloniales.
Décembre 1953
- 10' - Naples - Production et distribution capitalistes.
Mai 1954
- 11.- Asti - Volcan de la production ou marais du marché ?
Juin 1954 (économie marxiste et économie contre-révolutionnaire.)
- 12.- Bologne - Russie et révolution dans la théorie marxiste.
Novembre 1954
- 13.- Gènes II - Les grandes questions historiques de la révolution en Russie.
Août 1955 - Structure économique et sociale de la Russie d'aujourd'hui.
- La Russie ds l'histoire mondiale, dans la grande révolution
et dans la société contemporaine.

- 14.- Milan II
Décembre 1955 - L'opposition de Gauche dans la III^e Internationale communiste.
- 15.- Turin I
Mai 1956 - La Russie dans la grande révolution et dans la société contemporaine. - Dialogue avec les morts.
- 16.- Cosenza
Septembre 1956 - L'économie capitaliste en Occident et le cours historique de son développement.
- 17.- Ravenne
Janvier 1957 - Structure économique et cours historique de la société capitaliste.
- 18.- Paris I
Juin 1957 - Les fondements du communisme révolutionnaire marxiste dans la doctrine et dans l'histoire de la lutte prolétarienne internationale
- 19.- Piombino
Septembre 1957 - Trajectoire et catastrophe de la forme capitaliste dans la classique et monolithique construction théorique du marxisme.
- Le cours du capitalisme mondial dans l'expérience historique et dans la doctrine de Marx.
- 20.- Florence III
Janvier 1958 - Les luttes de classes et d'Etats dans le monde des peuples non blancs, champ historique vital pour la critique révolutionnaire marxiste.
- 21.- Turin II
Juin 1958 - Affront et injure aux principes communistes au cours de la diatribe révélatrice entre les partis des renégats.
- 22.- Parme
Septembre 1958 - La théorie de la fonction primaire du parti politique, seul gardien et sauvegarde de l'énergie historique du prolétariat.
- 23.- La Spezia
Avril 1959 - La structure économique et sociale de la Russie et l'étape de la transformation involutive du XXI^e Congrès.
- 24.- Milan III
Octobre 1959 - Solution classique de la doctrine historique marxiste pour les vicissitudes de la misérable actualité bourgeois.
- 25.- Florence IV
Mars 1960 - Révolution historique de l'espèce qui vit, travaille et connaît.
1°. Le communisme naturel presque mythe et poésie sociale.
2°. Guerre de classe aux mercantiles infamies privés.
3°. Avènement du message classique et intact du Parti communiste.
- 26.- Casale Monferrato
Juillet 1960 - Systématisation ardue du programme communiste révolutionnaire parmi les miasmes de la putréfaction bourgeoise et de l'opportunisme pestilentiel.
- 27.- Bologne II
Novembre 1960 - Enseignements du passé, frémissements du présent, perspectives du futur dans la ligne continue et unique de la lutte communiste mondiale.
- 28.- Rome III
Mars 1961 - La vérification marxiste de la décomposition actuelle du capitalisme dans l'Occident classique comme dans la structure russe en dégénérescence. Guerre impitoyable de 1914 à 1961 à l'éléphantiasis opportuniste.
- 29.- Milan IV
Juillet 1961 - Déchirante situation historique du prolétariat blanc placé entre l'onde d'assaut du premier après-guerre russe et rouge et son obscurcissement actuel dans les

partis corrompus par Moscou.

- Histoire de la Gauche communiste I.

30.- Gènes III
Novembre 1961

- On lit sur le chemin historique marqué par les programmes l'antithèse entre révolutionnaires prolétariens et serviteurs à la solde du capital.
- Marx-Lénine : Dictature du parti prolétarien -- Communisme sans Etat. Berstein-Krouchtchov : voie démocratique au socialisme - Etat de démocratie socialiste
- Histoire de la Gauche communiste I.

31.- Florence V
Mars 1962

- C'est seulement la trahison organisée des mouvements révolutionnaires, à l'aide des viles tromperies, attitudes et évolutions à Gauche, qui soutient le monde des formes de propriété, du marché et de l'argent.
- Histoire de la Gauche communiste I.

32.- Milan V
Juin 1962

- Aux vicissitudes pleines d'embûches des batailles prolétariennes mondiales, seule la théorie offensive du marxisme constitue une directive inflexible car elle relie les grandes traditions à la puissante secousse de demain.
- Histoire de la Gauche communiste I.

33.- Gènes IV
Novembre 1962

- Le programme communiste tel qu'il resplendit au milieu du XIX^e siècle, à travers un siècle de refus de l'infecte culture bourgeoise, illumine les ombres du passé, et annonce la mort de l'abjection d'aujourd'hui.
- Histoire de la Gauche communiste I.

34.- Milan VI
Mai 1963

- Marchandise, monnaie, salaire, libre entreprise (d' autant plus vile qu'elle est plus petite), hontes sociales bourgeoises, b objets de la haine de la Gauche communiste ainsi que les idéaux d'église, la démocratie, le possibilisme, la paix.

35.- Paris II
Juillet 1963

- La classe moyenne, notre bête noire.

36.- Catania
Août 1963

- Théorie de la question agraire.
- Etapes transformistes de la contre-révolution russe.
- L'extrémisme de Lénine : un crachat sur les charognes.

37.- Florence VI
Novembre 1963

- Développement de notre travail tenace et organique pour la théorie sur la tradition exclusive de la gauche communiste historique.
- Le programme et l'action du seul parti de classe.

38.- Bruxelles
Décembre 1963

- Histoire de la gauche communiste.
- Evolution économique et sociale russe.
- Origines du mouvement ouvrier belge.

39.- Milan VII
Mars 1964

- Bases organiques et centrales de la révolution de demain découlant de la crise agonique inéluctable du capitalisme et de la dispersion de l'opportunisme complice et renégat.

- 40.- Marseille
Juillet 1964 - Confluence, dans la doctrine unitaire, des grands apports des luttes révolutionnaires dans les pays modernes.
- 41.- Florence
Novembre 1964 - Notes pour les thèses sur la question d'organisation.
- Considération sur l'activité organique du parti quand la situation générale est historiquement défavorable.
(Thèmes également traités à Paris, en Janvier 1965.)
- 42.- Florence
Avril 1965 - Les violentes secousses dans les économies et dans la politique mondiale, si elles n'indiquent pas encore la troisième guerre impérialiste, illuminent notre vision et notre structure originale.
- 43.- Naples
Juillet 1965 - Thèses sur la tâche historique, l'action et la structure du parti communiste mondial, selon les positions qui depuis plus d'un demi-siècle forment le patrimoine historique de la gauche communiste.
- 44.- Florence
Octobre 1965 - La puissance prophétique de la théorie révolutionnaire marxiste lie les vicissitudes saccadées du cours économique bourgeois à la secousse couronnant le cycle ardent 1848 - 1919.
- 45.- Milan VIII
Mars 1966 - Notre doctrine marxiste de l'histoire humaine construit les lignes de certitude du cours de la révolution future sur le matériel solide des révolutions historiques de classe et des guerres civiles soutenues par les avant-gardes prolétariennes mondiales.
- Thèses supplémentaires à celles de Naples.

Le compte-rendu des réunions I,2,3, est paru dans Invariance n°4; celui des réunions 6,7,18, et la 3° partie de la 19° dans le n°3. Un extrait du compte-rendu de la 3° partie de la 22° fut publié dans le n°5.

En ce qui concerne la 25ème réunion, nous avons publié la 3° partie du compte-rendu dans le n° 7, et enfin dans ce n° 8 paraît la partie finale de la 32° réunion.

Publications à consulter au sujet de la

Gauche Communiste d'Italie.

- " Avanti ! " articles de 1912 - 1921.
- " Il Socialista " 20-10-19 - 29-04-20
- " L'avanguardia " 08-09-07 - 10-09-22.
- " Il Soviet " 12-18 - 22.
- " Ordine nuovo " 01-05-19 - 01-03-25.
- " Il comunista " 11-11-20 - 09-01-21.
30-01-21 - 31-10-22.
- " Prometeo " 01-24 - 07-24.
- " L'unita " 10-02-24 - 31-10-26.
- " Rassegna comunista " 1921 - 1922.
- " Lo Stato Operaio " 16-08-23 - 21-07-25.
- " Il lavoratore di Trieste " 01-02-21 - 06-07-23.
(S'intitulait d'abord 15-03-24 - 14-11-25.
"Il lavoratore".)

En France, les communistes italiens soutinrent correctement la position, bien qu'ils s'illusionnèrent sur les possibilités de faire une organisation révolutionnaire (formation de la fraction en 1935).

D'autre part, ils publièrent, en Belgique :

- " Prometeo " de 1928 jusqu'à la guerre.
- " Bilan " n°1 - 1933 jusqu'à la guerre.
- " Communisme " à partir de 1937 jusqu'à la guerre.

Cette revue renéotypée parut en tant qu'organe de la fraction belge de la gauche communiste.

1943 - fondation du parti communiste internationaliste qui se scinda en 1952; un parti continua à publier " Battaglia Comunista ", l'autre publiant " il programma comunista "; ce second parti changea de nom en 1964 et devint le parti communiste international.

- " Battaglia comunista " n° 1 - 1945 - n° 16 - 1952 (septembre)
- " Prometeo " I° série : n° 1 - juillet 1946.
n° 14 - février 1950.
II° série : n° 1 - novembre 1950.
n° 2 - février 1951.
n° 3-4 - juillet-septembre 1952.
- " il programma comunista " n° 1 - 1952 (octobre)
- " Sul filo del tempo " 1 n° - mai 1953.

" Il programma comunista " ne présente pratiquement plus aucun intérêt depuis 1966, car il ne reflète plus les positions de la gauche. Parfois, il y a reproduction de vieux articles; c'est là le dernier effort théorique.

Spartaco, supplément syndical, depuis 1962, devenu Sindacato rosso représente le mieux l'abandon total des positions et le glissement sur le terrain trotskyste.

En ce qui concerne " Battaglia comunista ", il continue à paraître et est un hybride de léninisme et de la gauche d'Italie. Est de plus en plus absorbé par le passé.

Depuis fin 1964, le courant défendant la position léniniste stricte qui se manifestait dans le parti s'en sépara et publia " Rivoluzione comunista ", adepte furieux d'un activisme qui ne rompt en rien avec les vieux slogans du passé.

En France :

- " L'étincelle " 1944 à 1946.
- " L'Internationaliste " 1947 à 1949.

En tant qu'organes de la fraction française de la gauche communiste internationale. En fait, en dehors de quelques articles, c'est l'expression d'une variante trotskyste.

- " L'Internationalisme " - 1945 à 1950.

Revue d'un groupe assez voisin à l'origine, mais qui prit des positions qu'on pourrait définir " conseillistes ", et qu'on retrouve en partie dans "révolution internationale" (1^o n^o en novembre 1968), ainsi que dans " Internationalisme ", publié au Venezuela.

- " Programme communiste " n^o 1 - octobre - décembre 1957.

Cette revue n'a jamais qu'imparfaitement reflété les positions de la Gauche communiste d'Italie; elle déclara qu'elle se rattachait à ce courant faute de mieux. Elle se transforma assez vite en revue de la banalité, de la banalité érigée en programme.

- " Le prolétaire ". 1^o n^o - juillet 1963.

Fait le complément de la revue. Il est le défenseur de l'inanité. Rien ne peut se faire dans le monde si le parti communiste international ne se manifeste pas, c'est-à-dire si les masses ne viennent pas lui demander de développer son programme de banalités.

- " Le fil du temps ". 1^o n^o Décembre 1967.

Proclame être la revue du parti. De quel parti ? Bien que cela soit tenu secret, il s'agit en fait du parti communiste international. Mais les rédacteurs ont trop de pudeur pour parler de leur séparation qui est leur origine. Ils sont, un point, c'est tout. D'ailleurs le lecteur comprendra très bien la position originale de cette revue en lisant la présentation in n^o 1, qui est un traité théologico-magico-politique.

Enfin, quelques textes importants de la Gauche communiste d'Italie ont été traduits en allemand, anglais, espagnol.

Le lecteur pourra encore consulter " La Storia della Sinistra comunista " volumes 1 et 1, bis. Mais elle ne couvre que la période allant des origines à 1919 (avant le Congrès de Bologne).

(^o) Parti communiste internationaliste (il programma comunista).

Divers articles et compte-rendus de réunion ont été publiés dans "Invariance". A l'avenir, ils le seront en brochures séparées, ainsi que les textes d'autres mouvements. Ceci parce que nous ne revendiquons pas une continuité organisationnelle avec un mouvement dont l'oeuvre est terminée et a désormais un caractère historique. Le lien avec la gauche d'Italie est théorique en ce sens que nous revendiquons l'apport de ce courant, mais de façon restrictive parce qu'elle n'a pas restauré intégralement le marxisme. Elle fut une affirmation unilatérale de celui-ci.

" De même que les démocrates ont fait du mot peuple (demos) une entité sacrée, vous faites, vous, une entité sacrée du mot prolétariat."

- T A B L E D E S M A T I E R E S -

	Pages
- Transition	I
- Thèses sur le rôle du parti dans la révolution prolétarienne. (1920)	1
- Intervention de Bergmann (KAPD) lors du débat sur la question syndicale au III ^e Congrès de l'I.C. (1921)	4
- La guerre en Espagne (1937).	13
- Relativité et déterminisme. (1955)	31
- Programme du communisme intégral et théorie marxiste de la connaissance (1962)	46
- Principales réunions du mouvement de la Gauche communiste d'Italie de 1951 à 1966.	54
- Publications à consulter au sujet de la Gauche communiste d'Italie.	58

Pour suivre la continuité des apports de notre travail, les lecteurs ne doivent pas s'arrêter aux changements de titre des périodiques, dûs à des épisodes relevant d'une sphère inférieure. Nos contributions sont facilement remarquables par leur indivisible organicité. De même que c'est le propre du monde bourgeois que toute marchandise soit porteuse de son étiquette de fabrique, que toute idée soit suivie de la signature de l'auteur, tout parti se définisse par le nom de chef, il est clair que nous sommes dans notre camp prolétarien quand le mode d'exposer s'intéresse aux rapports objectifs de la réalité pour ne jamais se cantonner aux avis personnels de contradicteurs stupides, aux louanges et aux blâmes, ou à de vains matches disproportionnés entre " poids lourds " et " poids légers ". Dans ce cas, le jugement ne porte plus sur le contenu, mais sur la bonne ou mauvaise renommée de celui qui expose.

Un travail comme le nôtre ne réussira qu'à la condition d'être dur et pénible et non pas facilité par la technique publicitaire bourgeoise, par la vile tendance à admirer et à aduler les hommes.

SUL FILO DEL TEMPO (Mai 1953)